

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste



Août 2025

40

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Lisez - diffusez - abonnez-vous à la presse du parti communiste international !

- **«le prolétaire»** (*Journal bimestriel*) : Le numéro: Europe: 1,5 € / 3 CHF / £ 1,5 / 700 CFA.
- **«programme communiste»** (*Revue théorique en français*) : Le numéro: Europe: 4 € / 8 CHF / £ 3 / 1 000 CFA / USA + CAN US \$ 4 / Amérique latine: US \$ 2.
- **«il comunista»** (*Journal bimestriel en italien*) : Le numéro: Europe: 2 € / 5 CHF / £ 3.
- **«Quaderni» de «il comunista»** (*Revue théorique en italien*) : Le numéro: Europe: 8 €, / 10 CHF / £ 7.
- **«el programa comunista»** (*Revue théorique en espagnol*) : Le numéro: Europe: 3 € / 8 CHF / £ 4 / America latina: US \$ 2 / USA + CAN: US \$ 4.
- **«el proletario»** (*Journal en espagnol*) : Le numéro: Europe: 1,5 €, 3 CHF, 1,5 £ / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA + CAN: US \$ 2.
- **Suplemento Venezuela a «el programa comunista»** : Le numéro: Europe: 1 € / USA + CAN US \$ 1 / Amérique latine US \$ 0,5.
- **«Proletarian»** (*Supplément en anglais à «le prolétaire»*) : Le numéro: Europe: 1,5 €, / £ 1 / 3 CHF / USA + CAN: US \$ 2.
- **«Communist Program»** (*Revue théorique en anglais*) : Le numéro: Europe: 3 € / 2 £ / 8 CHF / USA + CAN: US \$ 3 / Latin America: US \$ 1,5.

Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les abonnements et les envois postaux, veuillez nous contacter.

REPRODUCTION LIBRE.

Nous ne revendiquons aucune «propriété intellectuelle», nous n'avons aucun «droit d'auteur» à défendre et encore moins une «propriété commerciale» à faire valoir. Les textes et les articles qui sont publiés sur ce site peuvent être reproduits librement sous forme électronique ou papier, à la condition que rien ne soit modifié, que la source – site web <https://www.pcint.org> – soit citée et clairement indiquée.

«programme communiste»

Revue théorique du Parti Communiste
International
ISSN - 0033 - 037 X

Administration et diffusion :
Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas - F

Prix au numéro : 4 € / 8 CHF / £ 3 / 1000
CFA / 100 DA / 4 DT / 20 DH / USA \$ 4 /
CAN : \$ 4 / Amérique latine US \$ 2

Abonnement simple : Le prix de 4 numéros
Abonnement de soutien : Pour 4 numéros:
32 € / 64 CHF / £ 24 / 8000 CFA / 800 DA /
32 DT / USA \$ 32 / CAN : \$ 32 / Amérique
latine US \$ 16

Paiement par chèque à l'ordre de DESSUS
Pour toute autre forme de paiement,
veuillez nous contacter à notre adresse e-mail

CORRESPONDANCE :

France : Programme, 15 Cours du Palais,
07000 Privas / **Suisse :** Pour contact, écrire
à l'adresse en France / **Italie :** Il Comunista,
C.P. 10835, 20110 Milano / **Espagne :**
Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

ADRESSES E-MAIL :
leproletaire@pcint.org
ilcomunista@pcint.org
elprogramacomunista@pcint.org
proletarian@pcint.org



**Site Internet du parti
communiste international:**
<https://www.pcint.org>

Sommaire

- **De la révolution anticoloniale à la révolution prolétarienne** 3
 - **8 mai 1945 : Dès la fin de la guerre mondiale, l'impérialisme français déclenchait une bestiale répression coloniale en Algérie** 6
(*"Le Prolétaire"*, n° 476, avril-mai 2005)
 - **La paix ?** 10
(*"Programme communiste"*, n° 19, avril-juin 1962)
 - **Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien** 11
(*"Programme communiste"*, n° 15, avril-juin 1961)
 - **Le communisme et les partis algériens** 18
(*"Programme communiste"*, n° 11, avril-juin 1960, n° 12, juillet-septembre 1960 et n° 13, octobre-décembre 1960)
 - **Quelques remarques sur la question coloniale** 35
(*"Programme communiste"*, n° 9, octobre-novembre-décembre 1959)
 - **Le parti communiste français (PCF) et la question coloniale** 40
(*"Programme communiste"*, n° 5, octobre-novembre-décembre 1958)
 - **Encore le PC et la question coloniale** 49
(*"Programme communiste"*, n° 6, janvier-février-mars 1959)
 - **La question coloniale : un premier bilan** 51
(*"Programme communiste"*, n° 4, juillet-août-septembre 1958)
 - **Physionomie sociale des révolutions anti-coloniales** 58
(*"Programme communiste"*, n° 2, janvier-mars 1958)
- ANNEXES :**
- **Rosa Luxembourg.**
Les fastes de la colonisation française en Algérie
L'accumulation du capital, tome II, extrait de la partie III.
Les conditions historiques de l'accumulation,
chapitre XXVII : La lutte contre l'économie naturelle 63
 - **L'Algérie contemporaine. Complément statistique au texte de Rosa Luxembourg** 67
(*"Programme communiste"*, n° 5, octobre-décembre 1958)

De la révolution anticoloniale à la révolution prolétarienne

TOUSSAINT 1954. DÉBUT DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Lors du vingtième anniversaire de l'insurrection de la Toussaint 1954 en Algérie, pour rendre hommage aux insurgés, nous écrivions ce qui suit, sur les colonnes du *Prolétaire* :

« Peu de révolutions anticoloniales auront vu les masses populaires, au premier rang desquelles un jeune prolétariat bouillonnant de courage et de décision, faire leurs premiers pas sur la scène de l'histoire avec autant de ténacité, d'héroïsme et d'instinct révolutionnaire : quand la deuxième guerre mondiale affaiblit cet impérialisme français, cynique et brutal, stupidement bouffi d'une « culture » immonde dont les racines plongent dans l'exploitation et l'oppression séculaire du prolétariat métropolitain et des peuples coloniaux, les masses algériennes se lancèrent dans les émeutes et les soulèvements de Sétif et de Constantine, que la démocratie, à peine victorieuse du fascisme, réprima par les plus épouvantables massacres. À la défaite militaire imposée à l'État français par les combattants indochinois à Diên Biên Phu, elles répondirent par la révolte dans les Aurès, et l'embrasement révolutionnaire de toute l'Algérie. Il a fallu ensuite huit ans de guerre et plus d'un million de morts pour que l'ennemi haï, hier encore tout puissant, soit enfin battu. » (1).

La révolution anticoloniale en Algérie fut attendue par le marxisme dès la fin du XIXe siècle. En 1882 Engels, répondant à une question de Kautsky sur ce qui adviendrait des colonies en cas de victoire du prolétariat en Europe, écrivait : « *L'Inde, fera peut-être, et même probablement, une révolution [...]. Il pourrait en être de même dans d'autres lieux, par exemple en Algérie et en Egypte, et, pour nous* [souligné par Engels], *c'est sans doute ce qui pourrait arriver de mieux.* » (2). Mais par la suite la croissance du réformisme dans les partis socialistes européens, se traduisit par un abandon croissant de l'opposition au colonialisme. Alors qu'en 1896 la Deuxième Internationale avait adopté une motion présentée par Kautsky pour l'« autodétermination de toutes les nations » (3), lors du Congrès de 1907, le courant dit « opportuniste » mena campagne pour l'« adaptation » des positions anticolonialistes : sa motion en faveur d'un « colonialisme socialiste » ne fut repoussée que par une courte majorité. Si la majorité des socialistes de la Deuxième Internationale était opposée au colonialisme, cette opposition était souvent plutôt de type humaniste et entremêlée de l'intérêt national bien compris qui aurait été compromis par le colonialisme.

C'était en France le cas de Jaurès qui, après avoir été partisan de la colonisation de l'Algérie, devint un

critique ardent des massacres coloniaux et il s'opposa à la conquête du Maroc. La campagne qu'il mena alors se limita à des réunions publiques du Parti Socialiste et à des interventions parlementaires en défendant l'alternative d'une « *pénétration pacifique* » de la France (4)...

Bien différente fut la position de l'Internationale Communiste (IC) créée après la guerre mondiale qui avait vu la faillite de la Deuxième Internationale complètement tombée entre les mains de l'opportunisme. Parmi les conditions d'admission à l'IC la huitième stipulait que : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de «ses» impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.* »

Mais dans les jeunes partis communistes, les traditions et les influences héritées des vieux partis socialistes dont ils étaient issus étaient encore vivaces. Il était donc inévitable en France que le Parti Communiste qui avait réuni l'écrasante majorité du Parti Socialiste imbu de patriotisme colonialiste, ait eu le plus grand mal à mettre en œuvre cette condition. En septembre 1922 le « Congrès interfédéral communiste d'Afrique du Nord » vota à l'unanimité une résolution condamnant la huitième condition. Selon cette résolution, qui reprenait les thèses de la section de Sidi Bel Abbès (la plus importante d'Algérie), « *La propagande communiste directe auprès des indigènes algériens du bled est actuellement inutile et dangereuse. Elle est inutile parce que ces indigènes n'ont pas atteint encore un niveau intellectuel et moral qui leur permette d'accéder aux conceptions communistes. Elle est dangereuse parce qu'elle ne manquerait pas de faire déclencher par la bourgeoisie [...] une offensive assurée d'un succès d'autant plus certain que la masse indigène, veule et vénale, n'hésiterait pas à dénoncer et à sacrifier les meilleurs de ses membres. Elle est dangereuse parce que, faite sans préparation préalable du prolétariat européen, imbu de préjugés contre l'indigène, elle nous aliénerait la sympathie de ce prolétariat et provoquerait la désertion de nos regroupements.* » !

L'IC dénonça avec véhémence « *la mentalité de pos-*

sesseurs d'esclaves et qui souhaitent que Poincaré les maintienne sous les bienfaits de la civilisation capitaliste » les auteurs de cette résolution, ajoutant qu'elle ne pouvait « tolérer deux heures ni deux minutes leur présence dans le parti » (5).

Il fallut que l'IC exerce des pressions réitérées pour que le PC rompe avec les traditions social-impérialistes héritées du Parti Socialiste et entreprenne une activité internationaliste contre le colonialisme français.

LA VICTOIRE DU STALINISME ET LE RETOUR DU SOCIAL-IMPÉRIALISME

La victoire du stalinisme changea tout ça et fit de la défense de l'impérialisme tricolore la ligne directrice du PCF. Sur la question algérienne cela se traduira d'abord par la rupture dès 1928 avec « l'Étoile Nord-Africaine » (ENA) ; première organisation de prolétaires immigrés elle avait été constituée en 1926 par des militants communistes algériens.

La victoire électorale du Front Populaire en 1936 suscita l'espoir parmi les travailleurs algériens ; l'ENA, qui avait adhéré au Front Populaire, avait rassemblé un cortège de plusieurs milliers de prolétaires lors de la manifestation unitaire du 14 juillet 1935, tout en critiquant le vide du programme sur la question des colonies. La désillusion ne tardera pas. Le projet de loi Blum-Viollette (décembre 1936) montrait la réalité de la politique du Front Populaire : réaliser des réformes cosmétiques pour consolider la domination française. Le gouvernement qui prévoyait d'accorder les droits civiques à 20 000 - 25 000 algériens (sur une population de 6 millions), retira même son projet de loi sous la pression des milieux coloniaux, alarmés par ces terribles concessions ! Le 26 janvier 1937 l'ENA était dissoute par le gouvernement du Front Populaire qui utilisa pour cela une loi instituée officiellement contre les ligues fascistes. Alors que le PCF avait vivement protesté contre la première dissolution de l'ENA en octobre 1934 par un gouvernement de droite, cette fois-ci il ne dit mot et il approuva l'arrestation de 5 dirigeants fin août du Parti du Peuple Algérien qui avait pris la relève de l'ENA en les accusant d'être « *des auxiliaires du fascisme* » coupables de mener « *une œuvre de division du peuple algérien, qu'ils voulaient dresser contre le peuple de France* ». Deloche, le responsable du PCF pour les questions coloniales expliqua que : « *ceux qui n'ayant rien compris ou rien voulu comprendre à la situation politique en France et dans le monde, voudraient voir se dresser, aujourd'hui même, les peuples coloniaux dans une lutte violente contre la démocratie française, sous le prétexte de l'indépendance, travaillent en réalité à la victoire du fascisme et au renforcement de l'esclavage des peuples coloniaux* » (6). La boucle était bouclée : le PCF s'était définitivement rangé du côté de l'impérialisme, comme son ancienne section de Sidi Bel Abbés !

Il ne changera plus dans les années suivantes, participant à la défense du colonialisme français ; directement lorsqu'il fera partie des gouvernements d'après-guerre ; et indirectement quand il sera dans l'opposition, en paralysant la classe ouvrière, en divisant les prolé-

taires français et algériens et en s'opposant aux manifestations spontanées contre la guerre d'Algérie.

Les prolétaires et les paysans pauvres algériens durent se battre seuls contre l'armée française sans le soutien du prolétariat français qu'ils étaient en droit de recevoir. Le parti qui se prétendait communiste et dont l'influence était majoritaire parmi le prolétariat français avait renié toutes les directives de l'Internationale Communiste qui l'enjoignaient une trentaine d'années auparavant de « *prendre en mains la cause des populations coloniales exploitées et opprimées par l'impérialisme français, soutenir leurs revendications nationales constituant des étapes vers leur libération du joug capitaliste étranger, défendre sans réserve leur droit à l'autonomie ou à l'indépendance [...]* » (7).

En empêchant tout lien entre les prolétaires des métropoles impérialistes et la lutte des prolétaires et des masses colonisées, la contre-révolution stalinienne jetait ceux-ci dans les bras de forces bourgeoises ou petites bourgeoises. Elle empêchait que leur lutte ne dépasse l'horizon de la révolution bourgeoise en suivant la stratégie de la « révolution en permanence » tracée par le marxisme pour l'Allemagne de 1850 et réalisée dans la Russie de 1917, dont la condition est l'indépendance de classe du prolétariat et de son parti.

LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

La révolution algérienne a brisé la domination coloniale, elle ne pouvait briser la domination bourgeoise. Elle a permis le développement d'un capitalisme national, défendu par toutes les ressources répressives d'un État policier. L'histoire récente a démontré que la répression ne peut à la longue empêcher qu'éclate le mécontentement et les explosions de colère prolétarienne. Elle a montré aussi que les mouvements de masse les plus imposants sont en définitive impuissants à modifier la situation des prolétaires et des masses prolétarisées ; l'État fait le dos rond, évite de jeter de l'huile sur le feu ; il attend l'essoufflement inévitable du mouvement pour imposer à nouveau dans toute sa force la dictature de la bourgeoisie. Il n'y a pas d'alternative : seule la lutte révolutionnaire, dirigée par le parti de classe solidement arrimé au véritable programme communiste, pourra jeter bas cette dictature en détruisant l'État bourgeois et en instaurant sur ses ruines le pouvoir totalitaire, dictatorial, du prolétariat, indispensable pour mener à bien l'avènement de la



société sans classes, le communisme.

La révolution nationale bourgeoise a eu lieu et elle a donné ce qu'elle pouvait donner. La révolution future sera internationale et prolétarienne ; elle unira les prolétaires de tous les pays dans une lutte commune pour balayer de la surface du globe tous les États bourgeois, le capitalisme et l'impérialisme et venger leurs innombrables victimes.

* * *

Nous republions dans cette brochure une sélection d'articles de *Le Prolétaire* et de *Programme Communiste* sur l'analyse marxiste des révolutions anticoloniales en général et de la révolution algérienne en particulier pour qu'ils servent de patrimoine pour les prolétaires d'avant-garde des deux côtés de la Méditerranée. ●

(1) Cf. *Le Prolétaire* n° 184 (4 novembre-17 novembre 1974).

(2) Cf. <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1882/09/fe18820912.htm>. Il rajoutait : « *Une seule chose est sûre : le prolétariat victorieux ne peut faire*

de force le bonheur d'aucun peuple étranger, sans parler à miner sa propre victoire ». Toute idée d'imposer le « socialisme » aux colonies comme le soutiendront les socialistes de droite n'était en réalité que l'expression de leur colonialisme.

(3) Cf. « Under the Socialist Banner. Resolutions of the IIInd International 1889 - 1912. » <https://ia601604.us.archive.org/18/items/526370/Under%20the%20socialist%20banner.pdf>

(4) Voir ses discours dans « Jean Jaurès vers l'anticolonialisme. Du colonialisme à l'universalisme », *Les Petits Matins*, Paris 2015.

(5) Poincaré était Président du Conseil (Premier ministre). Voir le Discours de Trotsky, rapporteur sur la Question française au IVe Congrès de l'IC, 2 décembre 1922, cf. *Bulletin Communiste* n° 2-3 (11-18 janvier 1923) http://www.cermtri.com/system/files/Adherents/4e_annee_no2_et_3_11-18_janvier_1923.pdf

(6) Cf. « Le Parti Communiste Français, le Comintern et l'Algérie dans les années trente », *Le Mouvement Social* n° 78 (janvier-mars 1972), p. 131.

(7) Cf. « Programme de travail et d'action du PCF » (point 9) décidé par le IVe Congrès de l'Internationale Communiste, 6 décembre 1922, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1922/12/lt19221205.htm>

8 mai 1945 : Dès la fin de la guerre mondiale, l'impérialisme français déclenchait une bestiale répression coloniale en Algérie

(*Le Prolétaire*, n° 476, avril-mai 2005)

Le 8 mai 1945, jour de l'armistice qui marquait la fin de la Deuxième Guerre mondiale, des manifestations officielles étaient prévues dans toute la France pour fêter la « Libération ». Il en allait de même en Algérie. Mais le mécontentement grandissant de la population là-bas, attisé par une grave disette (la ration allouée aux Algériens, quand ils pouvaient la toucher, était de 150 grammes de grains, tandis que les Français avaient droit à 300 grammes de pain), ne manquait pas d'alarmer les autorités coloniales. Poussé par cette effervescence, le PPA (Parti du Peuple Algérien, alors la principale organisation indépendantiste) avait lancé le mot d'ordre : « *le jour de la victoire, manifestons pour exiger, après le sacrifice et la conduite héroïque des Algériens dans l'armée française, un peu de démocratie et de justice* ». En dépit du fait qu'il était en butte à la répression, que son leader Messali Hadj avait été arrêté et déporté, que lors des manifestations du premier mai la répression policière contre les manifestants algériens avaient fait des morts dans plusieurs villes, le PPA ne se préparait pas à des affrontements sanglants et n'entendait encore moins déclencher une insurrection. Les slogans demandaient la libération de Messali Hadj, la démocratie, l'indépendance de l'Algérie, en même temps qu'ils saluaient la victoire alliée.

Averties des projets de manifestation, les autorités transmirent la consigne de ne pas tolérer l'apparition de drapeaux algériens ni de banderoles et pancartes anti-coloniales.

Les incidents les plus graves eurent lieu à Guelma et à Sétif où la police ouvrit le feu sur la foule pacifique des manifestants algériens, faisant de nombreuses victimes. Cette répression mit le feu aux poudres : dès que les nouvelles sont connues dans la région, des groupes de paysans se forment, attaquent les colons, s'emparent quand ils le peuvent d'armes, attaquent des mairies, etc. Tandis que la révolte spontanée fait tache d'huile dans la région, les militants du PPA pressent leur direction d'appeler à l'insurrection dans tout le pays, ne serait-ce que pour soulager les insurgés du Constantinois face à la répression, mais celle-ci tergiverse longuement. Elle se décidera enfin à fixer au 23 mai le déclenchement de l'insurrection générale, mais elle annulera aussitôt cette directive qui était devenue complètement irréaliste.

En effet la police et surtout l'armée, bien préparée, n'avaient pas attendu pour réagir. Leur répression sera bestiale : l'aviation et la marine bombardèrent des villages, l'armée ratissa, brûla, pillà au moins jusqu'au 20 juin. Des exécutions en masse, des « disparitions », des arrestations (avec déjà les tortures à l'électricité) parfois commises par des colons organisés en milices se poursuivirent pendant des semaines : bref, une « *répression féroce, impitoyable, en vérité inhumaine par son manque de discernement* » selon les mots d'un témoin, pourtant partisan du colonialisme. Paradoxalement, c'est le quotidien socialiste *Le Populaire* qui rendit compte de cette répression ; il publia le 28 juin une série d'articles

de l'historien Charles-André Julien ; s'il mettait faussement la responsabilité des exactions sur le compte d'« éléments vichystes » et affirmait faire confiance au ministre (socialiste) de l'Intérieur, Julien avait au moins le mérite de lever un peu le voile sur la répression :

« *Il faut le proclamer hautement. La répression a été disproportionnée [sic!] et atroce. L'autorité a lâché autour de Sétif des Sénégalais [re-sic!] et des légionnaires qui ont violé en toute liberté. On suivait leur trace aux incendies qui jalonnaient le plateau. Dans la région de Djidelli, où il n'y avait pas eu de victimes et où la population musulmane assurait l'ordre, d'autres Sénégalais purent tuer et brûler à loisir. Cependant le Dugay-Trouin bombardait les environs de Kherrata et les avions inondaient les douars de bombes. La panique rendit féroce la population civile (européenne). A Sétif, on abat sommairement tout musulman qui ne porte pas un brassard. A Guelma, on fusille plusieurs centaines de jeunes gens. A Djidelli, c'est sous l'oeil approbateur du préfet de Constantine que des miliciens armés et des soldats pillent le quartier musulman. Grâce aux armes distribuées, la vieille haine raciste peut s'épancher dans le sang* ». (Les « Sénégalais » sont les troupes coloniales dites « Tirailleurs sénégalais », qui ne comprenaient pas que des soldats originaires de ce pays et qui étaient de toute façon commandées par des Français ; mais c'est une façon d'atténuer les responsabilités de ces derniers).

Si le nombre des morts français est connu avec précision (102, dont 14 militaires), celui des victimes algériennes ne l'est pas. Le ministre de l'Intérieur donnera le chiffre de 1 500, tandis qu'un peu plus tard des sources

militaires officieuses parleront de 6 000 à 8 000 morts (selon Julien), puis de 15 000 ; aux Etats-Unis le chiffre de 50 000 morts sera avancé. L'immense majorité des victimes restera à jamais anonyme : leur vie ne comptant pour rien dans le régime colonial, celui-ci n'avait que faire d'enregistrer leur mort.

LE PCF AGENT DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Le 27 janvier dernier l'ambassadeur de France en Algérie a qualifié ces événements de « tragédie inexcusable » dans un discours très remarqué prononcé à Sétif même. Au point que le 5 mars, *L'Humanité* écrivait :

« C'est la première fois, en tout cas à notre connaissance, qu'un représentant officiel des autorités françaises reconnaît le massacre de Sétif et emploie le qualificatif d'inexcusable qui désigne sans ambiguïté la France. »

[...] L'entêtement des gouvernements français, notamment celui de Guy Mollet qui, en 1956, s'était fait élire pour faire la paix, à s'enfoncer dans la guerre aura été vraiment meurtrier.

La question posée est maintenant de savoir jusqu'où ira la reconnaissance du crime de Sétif et, forcément, des crimes qui suivirent, à commencer par celui de la torture sur lequel les autorités ont été interpellées, par l'Appel des Douze, en octobre 2000.

[...] L'amitié franco-algérienne répond au vœu de beaucoup d'Algériens, qui n'ont jamais entretenu de haine pour un pays qui, pourtant, leur a fait tant de mal, celui de l'extrême violence qui a présidé à la naissance de leur nation et qu'ils auront payée cher, comme de beaucoup de Français, qui ont souffert d'avoir été mêlés, et leur pays avec eux, à cette sale guerre qui n'osait même pas dire son nom. L'amitié ne peut se sceller durablement que dans la vérité dite sur les épreuves qui l'ont entravée. Cela ne viendra pas tout seul ».

Le quotidien du PCF a bien raison de dire que la vérité ne viendra pas toute seule, mais nous ajouterons qu'à coup sûr elle ne viendra pas de lui. S'il admet implicitement ! - qu'aucun représentant officiel des autorités françaises n'a reconnu le crime de Sétif pendant les nombreuses années où la gauche était au gouvernement, il « oublie » en effet de rappeler à ses lecteurs que le PCF était au gouvernement (présidé par de Gaulle) avec son compère socialiste lorsque le crime a été commis et qu'il n'a alors ni quitté ce gouvernement ni protesté contre ce crime ! Tout au contraire, il **approuvait la répression**.

Relatant les événements de Sétif, *L'Humanité* écrivait ainsi le 11 mai 1945, sous le titre « A Sétif attentat fasciste le jour de la victoire » : « *Des éléments troubles d'inspiration hitlérienne se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation hitlérienne. La police aidée de l'armée, maintient l'ordre* ». Le même jour le Conseil des ministres approuvait sans discussion les instructions du ministre de l'Intérieur sur le maintien de l'ordre en Algérie.

Le 12 mai le Comité Central du PCF votait une résolution sur la révolte du Constantinois qui exigeait : « *Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de*

main qui ont dirigé l'émeute ». Le 13 mai *L'Humanité* affirmait qu'il y avait « *parmi les musulmans, des hitlériens* ». Le 19 mai elle écrivait : « *Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes [sic ! : les Algériens n'ont pas droit au qualificatif de peuple, réservés aux Français] et le peuple de France* ». Le 31 mai, *L'Humanité* se félicitait de l'arrestation de dirigeants nationalistes algériens aussi modérés que Ferhat Abbas (dirigeant des « Amis du Manifeste » un groupe de notables bourgeois, hostile en réalité à l'indépendance, mais que les colons ne supportaient pas) : « *Il est bien que des mesures soient prises contre les dirigeants de cette association pseudo-nationaliste dont les membres ont participé aux tragiques incidents de Sétif* ». Le 11 juillet le député Etienne Fajon parlant au nom du PCF, déclarait à l'Assemblée nationale : « *Les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes* ».

La CGT, dont la direction était majoritairement entre les mains du PCF (avec aussi des dirigeants socialistes) se félicitait le 9 juin que les organisations syndicales d'Algérie aient pu « *empêcher que le mouvement ne s'étende à d'autres régions* » et elle accusait le PPA, « *appendice du PPF de Doriot* » (organisation fasciste), et « *les pseudo-nationalistes des Amis du Manifeste et leurs émeutiers et tueurs professionnels* » d'avoir mis en oeuvre « *un complot longuement préparé contre la France et les populations algériennes* ».

En Algérie même, le Parti Communiste Algérien n'avait pas hésité une seconde : pour lui, « *il n'y a pas*



de révolte arabe, mais un complot fasciste ». Son quotidien *Alger Républicain* relatait le 12 mai qu'une délégalation du PCF et du PCA avait été reçue par le chef de cabinet du gouverneur général (le représentant suprême de l'Etat en Algérie) : elle « s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du Parti du peuple algérien et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir vainement tenté de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang ». Elle réclamait donc « le châtement rapide et impitoyable des provocateurs ».

Les militants du PCA s'étaient rangés dans l'union sacrée contre la révolte. Selon *Le Monde* du 8 juillet 1945 « Les Français, chaque fois qu'ils le purent se réunirent et firent bloc ; à Guelma par exemple, le sous-préfet réussit à grouper et à armer tous les Français, des communistes à la droite, et tous, dans un même élan, n'eurent qu'un but, s'entraider et se défendre en attendant l'armée ». Une milice y fut mise sur pied qui comprenait des responsables du PCA et de la CGT. Bien qu'il n'y ait eu aucune attaque commise par les Algériens, cette milice, courageusement après l'arrivée de l'armée, se livra à des tueries : 500 à 700 « musulmans » furent ainsi massacrés dans le même élan par les militaires et les soldats.

S'il s'agit là sans doute d'un cas extrême, il permet cependant de saisir le sens exact de la déclaration du PCF félicitant le PCA pour « la justesse de sa ligne politique » : « Les provocations ont pu être déjouées partout où le Parti Communiste algérien possède des organisations puissantes et influentes parmi les masses » (*L'Humanité*, 18 mai 1945).

Le 28 juin le secrétaire général du PCA, « très applaudi » selon *L'Humanité* du 30 juin, expliquait devant le X^e Congrès du PCF « les causes et les méthodes du complot fasciste en Afrique du Nord qui a abouti à la provocation de Sétif ». Il concluait « en soulignant que le peuple algérien a les mêmes ennemis que le peuple français et ne veut pas se séparer de la France. Ceux qui réclament l'indépendance de la France, explique-t-il, sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. "Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un aveugle", s'écrie-t-il, aux applaudissements du Congrès ».

Serviteur fidèle de l'impérialisme dans la boucherie de la guerre mondiale, le PCF ne pouvait qu'être l'agent tout aussi fidèle et conscient de l'impérialisme français dans la défense ou la reconquête de ses possessions coloniales, avec ce que cela impliquait nécessairement de répression et de violence. D'ailleurs en même temps que se déroulaient la révolte et la répression dans le Constantinois, les ministres du PCF approuvaient le bombardement et la tentative de reconquête de Damas, comme quelque temps plus tard ils approuvaient l'envoi de l'armée en Indochine et l'effroyable répression de la révolte à Madagascar qui fit des dizaines de milliers de morts (le PCF ne protesta que contre l'arrestation des députés malgaches, mais sans rompre la solidarité gouvernementale).

S'agissant de l'Algérie, il faut aussi rappeler que revenu dans l'opposition le PCF, tout en abandonnant ses positions les plus caricaturalement colonialistes qui de-

venaient intenablement, se refusa obstinément à reconnaître le droit à l'indépendance de l'Algérie et s'efforça d'empêcher toute action prolétarienne contre la guerre et toute solidarité avec la lutte anticoloniale.

Si, comme y fait allusion *L'Humanité*, le gouvernement du socialiste Guy Mollet, formé après la victoire du « Front républicain » (alliance électorale dont faisait partie le PCF en même temps que les socialistes et les radicaux), intensifia la guerre d'Algérie à partir du 15 mars 1956, il ne put le faire que parce que le PCF lui avait voté le 12 « les pouvoirs spéciaux », c'est-à-dire une sorte d'état d'urgence qui permettait de s'affranchir des méthodes parlementaires classiques. Le PCF eut beau dire qu'il condamnait les mesures militaires du gouvernement, il s'abstint le 5 juin lors du vote de confiance demandé par le gouvernement pour « ne pas se couper de socialistes [en dressant] entre eux et nous la barrière d'un vote hostile » (M. Thorez, Réunion du groupe communiste au Palais Bourbon, juin 1956). Il lui fallut attendre le 29 juillet pour se résoudre à voter contre les crédits de guerre.

Mais son opposition verbale aux « mesures de force » ne l'empêcha pas de se faire dans les faits l'auxiliaire du gouvernement en faisant la police dans les rangs ouvriers (dénonciation par *L'Humanité* du 4 juillet 1956 comme « vulgaire provocateur » « de tout individu qui préconiserait des actes allant à l'encontre de la politique de masse du PCF ») et en isolant les prolétaires algériens de leurs camarades français.

Il s'employa à étouffer les réactions spontanées et parfois violentes contre le rappel des réservistes et combattit sous des prétextes fallacieux toutes les contestations du service militaire. Par exemple, le 8 octobre 1957 lorsque 600 rappelés refusaient de quitter une caserne de Rouen pour aller en Algérie, c'est le maire PCF de Petit Quevilly qui se chargea d'haranguer les soldats et d'obtenir qu'ils acceptent de partir. Et à 2 heures du matin, en dépit d'affrontements entre CRS et ouvriers des usines d'alentour, les camions militaires emportaient les réservistes.

Une autre démonstration pratique de la constante orientation chauvine, social-impérialiste, du PCF peut être trouvée dans son attitude face au massacre de centaines d'Algériens à Paris en octobre 1962 : *L'Humanité* ferma ses grilles pour empêcher les manifestants algériens poursuivis par la police de trouver refuge dans son bâtiment...

Même en ce qui concerne la critique des « excès » de la répression et de la torture que *L'Humanité* met en avant dans son article, le PCF les a alors toujours for-



mulées sous la forme la plus platonique de l'humanisme petit-bourgeois. Le 25 septembre 1957, lors d'un débat parlementaire sur l'Algérie, Jacques Duclos, au nom du PCF, évoquant le geste du général de Bollardière qui avait démissionné pour protester contre l'usage de la torture, déclarait que celui-ci avait voulu « *souligner le danger qu'il y avait à perdre de vue ces valeurs morales qui seules ont fait jusqu'à maintenant la grandeur de notre civilisation et de notre armée* » et il préconisait pour remédier à ce « *triste état d'âme* »... « *la publication de l'ensemble des travaux de la Commission parlementaire de sauvegarde des Libertés et des droits individuels* » ! Sans commentaires...

Le représentant de l'impérialisme français a pu reconnaître, de manière très vague, le massacre de Sétif (alors que *L'Humanité* n'a jamais reconnu son soutien à ce massacre) : ce geste qui ne coûtait pas grand-chose s'inscrivait dans la perspective de la signature d'accords entre la France et l'Algérie comme l'indique l'article de *L'Humanité* en affirmant que cette « *amitié franco-algérienne* » répond aux vœux de beaucoup d'Algériens. Cette « *amitié* » officielle n'est que l'amitié des bourgeois des deux pays pour les affaires ; elle ne répond certainement pas aux **intérêts** réels des prolétaires d'ici

et de là-bas, car elle ne peut s'établir que sur leur exploitation forcenée. L'amitié des autorités françaises et algériennes ces dernières années a été scellée dans le sang des masses algériennes.

A cette amitié franco-algérienne officielle qui ne doit donc pas être approuvée mais combattue sans hésitation, les prolétaires répondront demain par leur union dans le combat des deux côtés de la Méditerranée contre les bourgeoisies coalisées pour leur faire enfin payer tous leurs crimes et liquider le capitalisme. Et comme hier, ils trouveront sur leur route cet auxiliaire de la bourgeoisie criminelle qu'est le social-impérialisme en général, et le PCF en particulier. ●

Sources : G. Madjarian, *La question coloniale et le PCF 1944-1947*, Maspero : 1977 ; *Programme Communiste* n° 5 (octobre-décembre 1958) ; Y. Benot, *Massacres coloniaux*, La Découverte : 2001 (à part son indulgence pour le PCF, coupable seulement selon lui de « *déficiences théoriques* » et qui aurait dit ce qu'il fallait et mené la résistance au colonialisme !!!).

**Algérie:
Seule la classe
prolétarienne pourra
mettre fin à la misère
et à l'exploitation en
abattant le capitalisme
et l'Etat bourgeois!**

**Brochure
«le prolétaire» n° 27
Octobre 2001**

Format A5 ; 64 pages ;
Prix : 1,5 €, 3 CHF

Sommaire

- Introduction
- La seule solution est la lutte révolutionnaire prolétarienne contre la bourgeoisie et son Etat («*le prolétaire*», n° 458, *Juillet - Août - Sept.* 2001)
- A bas le pouvoir assassin! Vive la lutte prolétarienne révolutionnaire! (*Tract du parti, supplément au*

«*prolétaire*», n° 457)

- En Kabylie, révolte contre la misère et l'injustice sociale («*le prolétaire*», n° 457, *Avril - Mai - Juin* 2001)
- Crise politique et sociale en Algérie («*le prolétaire*», n° 446, *Sept. - Oct. - Nov.* 1998)
- Le rideau de fumée électoral n'a pu camoufler longtemps le dilemme: lutte ouvrière ou misère capitaliste («*le prolétaire*», n° 435, *Février - Mars - Avril* 1996)
- Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois! («*le prolétaire*», n° 414, *Janvier - février* 1992)
- L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser, mais à détruire! («*le prolétaire*», n° 411, *Juin - Juillet* 1991)
- Le FIS au secours de l'ordre bourgeois («*le prolétaire*», n° 407, *Juillet - Août - Sept.* 1990)
- Contre l'explosion prolétarienne, la bourgeoisie algérienne assassi-

ne, l'impérialisme approuve («*le prolétaire*», n° 398, *Oct. - Nov.* 1988)

- Algérie: Que vive la lutte de classe ! («*le prolétaire*», n° 390, *Mars - Avril* 1987)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

**Algérie:
Seule la classe
prolétarienne pourra
mettre fin à la misère et
à l'exploitation en
abattant le capitalisme
et l'Etat bourgeois!**

27

La paix ?

(Programme communiste, n° 19, avril-juin 1962)

Depuis la signature du « Cessez-le-feu », la Gauche française remplit l'air de ses cris de triomphe et de satisfaction. Cette négociation, cette paix enfin obtenues, elle les proclame son œuvre, et, sous réserve d'application « loyale », elle s'en déclare ravie.

En un sens on peut dire, en effet, que la Gauche française a « œuvré » pour la négociation avec le FLN. Certes, elle n'a pas apporté à la révolution anti-impérialiste algérienne le soutien du prolétariat français. Mais elle ne le voulait pas plus qu'elle ne le pouvait. Seul un mouvement véritablement prolétarien, un parti véritablement communiste, aurait pu reprendre et appliquer les principes révolutionnaires du marxisme : *le prolétariat métropolitain doit soutenir toute lutte révolutionnaire des peuples colonisés, même si elle reste nationale et bourgeoise ; il doit la soutenir en luttant contre sa propre bourgeoisie, en opposant ses intérêts de classe révolutionnaire internationale à l'intérêt national de sa bourgeoisie ; il doit la soutenir pratiquement, par son action révolutionnaire de classe contre sa propre bourgeoisie ; mais il doit en même temps aider le prolétariat colonial à s'arracher à l'influence de sa bourgeoisie à lui, à trouver son autonomie de classe et la liaison avec le prolétariat international.*

La Gauche démocratique et petite-bourgeoise qui ne jure que par l'intérêt national ne pouvait évidemment pas apporter aux Algériens ce soutien révolutionnaire. Elle a néanmoins travaillé pour la négociation, mais *a contrario*. Car si elle n'a rien fait pour affaiblir l'impérialisme français, elle a tout tenté pour sauver l'Empire. Ce sont les gouvernements de « gauche » (à commencer par le Front Populaire) qui, du « tripartisme » au « Front républicain » soutenu par le PCF, ont été les plus féroces gendarmes du colonialisme. Ce sont eux qui ont jeté peu à peu dans la balance tout le poids de l'armée française, jusqu'à ce qu'éclate l'évidence : l'impuissance de l'énorme appareil militaire français à vaincre la révolution algérienne. L'OAS a vraiment mauvaise grâce à crier à la « trahison » : sa politique de répression acharnée, jusqu'au-boutiste, la Gauche l'a déjà appliquée, et abandonnée bien malgré elle, parce que les combattants algériens l'y ont forcée !

Dès lors la bourgeoisie française, sauf ses groupes directement menacés par l'insurrection algérienne, ne s'est plus préoccupée que de sauver ce qui pouvait être sauvé, et d'éviter les troubles sociaux, tant en France qu'en Algérie. Là encore la Gauche a été parfaite. Elle n'a parlé que de paix et d'amitié, de négociations et d'ordre ; ne pensant qu'à l'intérêt national, elle a pris soin de n'affaiblir en aucune façon le représentant des intérêts « légitimes » de la France. Chaque fois qu'il en avait plus ou moins besoin, elle a soutenu le Gouvernement, et l'a ainsi aidé à marchander cette paix, qu'elle prétend aujourd'hui lui avoir arrachée, s'enor-

gueillissant de son œuvre.

Belle œuvre, en vérité ! Car le résultat de cette insurrection abandonnée à elle-même, vendue par la Gauche attachée à ses seuls intérêts bourgeois nationaux, et non soutenue par le prolétariat trahi et désemparé, le résultat de la longue lutte héroïque du peuple algérien n'est rien d'autre qu'une révolution bourgeoise avortée. La révolution d'une bourgeoisie qui a remporté un succès *politique*, mais est incapable de s'élever à la hauteur des *tâches sociales élémentaires* qui lui incombent. Car une révolution, même bourgeoise, c'est tout de même autre chose que le remplacement de M. Morin par M. Farès ! C'est la résolution d'une crise sociale par la transformation radicale de toutes les structures sociales. Or la bourgeoisie algérienne, associée ou non à la France, est incapable d'entreprendre ce bouleversement, inapte à résoudre *même de façon bourgeoise*, l'effroyable crise de la société algérienne ; elle est incapable de donner la terre aux millions d'hommes arrachés à leur village, et tout aussi incapable de leur fournir un travail salarié. En Algérie, on voit poussées à l'extrême les contradictions qui, à l'ère de l'impérialisme, entravent la révolution bourgeoise dès ses débuts.

Aussi n'est-il rien de plus vain que le pacifisme béat de la Gauche. « *Les Algériens ont conquis le droit à l'indépendance nationale, tout est bien qui finit bien* ». Pauvres idéalistes, croyez-vous vraiment qu'ils ne se sont battus que pour « faire respecter leur dignité » ? Ne voyez-vous pas l'effroyable misère qui les poussait à la lutte ? Cette misère est toujours là ; la bourgeoisie algérienne ne pourra y remédier et les millions d'hommes déracinés et sans travail ne se laisseront pas payer de mots. Ils constituent une formidable force explosive, contre laquelle la bourgeoisie algérienne fourbit déjà ses forces de l'ordre. Qu'elle tremble, elle, et tous les chantres de la Paix : il n'y aura pas de paix sociale dans l'Algérie indépendante !

Le seul avantage de l'indépendance, c'est de lever une hypothèque. Bien que toujours liée à la France en vertu des accords, la bourgeoisie algérienne ne pourra plus opposer aux revendications sociales le « préalable » de l'indépendance nationale, et les questions se poseront sur leur véritable terrain : le terrain de classe. Poussées à la lutte par la détresse, les masses algériennes briseront tôt ou tard l'Union nationale et enflammeront la lutte de classes dans toute l'Afrique. Le prolétariat africain pourra alors trouver la jonction avec le prolétariat international, et par là, la solution de tous les problèmes des pays du Tiers Monde. Car aucune domination bourgeoise, quelle que soit la couleur de sa peau, ne pourra mettre fin à la crise sociale dans laquelle les a précipités l'irruption du capitalisme. Seule la dictature internationale du prolétariat, libérée de toutes les contradictions et des impératifs de l'économie capitaliste, y parviendra. ●

Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien

(*Programme communiste, n° 15, avril-juin 1961*)

Avant de passer à l'étude ci-dessous, il nous faut rappeler au lecteur les résultats essentiels de tous les articles déjà parus sur la question algérienne dans les précédents numéros de *Programme communiste*.

1) L'histoire de la société algérienne se caractérise par la longue persistance du communisme primitif, forme de production excluant la formation d'un État national centralisé. Les invasions romaine, arabe et turque n'étaient pas parvenues à détruire la propriété commune du sol, dont seule la conquête française finit par avoir raison. Encore fallut-il attendre les récents camps de regroupement, c'est-à-dire 130 ans, pour voir disparaître les derniers résidus de cette forme.

2) La forme économique importée par les Français, le capitalisme, s'est développée surtout dans l'agriculture, bouleversant l'économie algérienne primitive. Elle provoqua l'expropriation d'un grand nombre de producteurs immédiats, amenant la formation d'un important prolétariat dont une partie émigra en France et surtout d'une masse de sans-réserves réduits à une existence encore plus misérable et précaire que ce dernier.

3) En Algérie, le conflit de race l'a emporté sur le conflit de classe parce que, la bourgeoisie algérienne étant réduite et son influence politique négligeable, la domination et l'oppression de classe ont été essentiellement exercées par l'impérialisme français et toutes les couches sociales de la colonisation européenne.

4) Cependant, en Algérie comme dans d'autres colonies et semi-colonies du monde, la Révolution russe de 1917 n'alla pas sans un important contrecoup politique : le développement d'un fort mouvement d'indépendance nationale, dirigé par des forces prolétariennes cherchant la liaison avec le prolétariat français et la métropole. Cet aspect est historiquement donné par la constitution, en 1926, de l'Étoile Nord-Africaine par initiative de communistes algériens. Cette organisation représentait une condition politique favorable à une double révolution analogue à celle qui, en 1917, mit fin à la phase tsariste en Russie. Pour que cette condition politique subsiste, il aurait fallu que le prolétariat français et son parti répondent à cet appel, et surtout que l'Internationale reste sur les positions théoriques et pratiques définies au Congrès des peuples de couleur, à Bakou, en 1920.

Ceci ne s'étant pas réalisé, l'Étoile Nord-Africaine fut progressivement rejetée dans un cadre strictement

nationaliste et bourgeois.

5) En France, le Parti Communiste refusa tout d'abord de soutenir le mouvement algérien sous le prétexte que l'essentiel était de lutter contre le fascisme, puis il le sabota en traitant ses chefs de fascistes, et finalement réclama et justifia les massacres de 1945 dans le Constantinois pour « défendre la démocratie menacée ». Soucieux en réalité de grandeur française, il nia à l'Algérie la qualité de nation. Reconnaissant tardivement que cette nation était en train de se former, il ne fit rien en faveur du mouvement insurrectionnel, ni en 1954 lorsque la révolte générale éclata, ni plus tard lors des manifestations de rappelés. En revanche, il permit le vote des pouvoirs spéciaux en 1956.

6) Quant à l'Internationale, elle s'était liquidée, dès 1928, en adoptant à son VI^e Congrès la théorie et la pratique renégates du *Socialisme dans un seul pays*. Dans ces conditions, la révolution populaire algérienne devait fatalement tomber sous la direction de la bourgeoisie. Celle-ci ne s'y est ralliée tardivement que pour s'assurer le contrôle de la société dans la phase de l'indépendance politique, fruit inévitable de la lutte armée de la paysannerie pauvre. Le prolétariat algérien ne joue plus aucun rôle politique distinct dans cette révolution, sa fraction émigrée en France ne répudiant la direction nationaliste du FLN que pour tomber dans une action syndicale sans portée révolutionnaire.

7) L'intransigeance de l'impérialisme français, en prolongeant la guerre pendant sept ans, a achevé la destruction de la société algérienne. En ceci, la croyance gaulliste et ultra que la démocratie et la civilisation occidentale se défendaient dans le bastion algérien a eu des conséquences révolutionnaires dont le pacifisme bêlant du démocratisme stalinien et de la gauche en général est totalement privé.

8) L'incapacité de l'impérialisme français de réduire rapidement la révolte armée a provoqué en Algérie la colère de la petite bourgeoisie européenne, d'autant plus enragée à réclamer la victoire militaire que ses privilèges lui semblaient plus menacés. Le pouvoir gaulliste a mis cette petite bourgeoisie au pas, et peut-être prévenu l'extension de son mouvement en France. N'ayant pas eu à intervenir contre un prolétariat totalement passif, il put donc se poser en défenseur de la démocratie.

En réalité, comme son programme social est le développement du capitalisme, et que celui-ci ne va pas sans paupérisation de la petite bourgeoisie, ce pouvoir

s'exerce (et plus encore s'exercera) dans le même sens que les pouvoirs fascistes.

9) En Algérie, le grand problème politique était la passation des pouvoirs, puisqu'il n'y avait pas, comme en Tunisie ou au Maroc, un État capable de les recevoir, sans que toutefois le pays puisse devenir province française. Les événements de décembre ont ouvert la dernière phase de la guerre, en montrant qu'entre l'Algérie française et la poursuite de l'insurrection populaire, il y avait place pour une troisième solution : le compromis entre le grand capital français et le GPRA, gouvernement de la lâcheté bourgeoise érigé sur l'abnégation des fellaghas dans la lutte. Le ralliement des députés et sénateurs algériens à la position FLN, nuit du 4 août de l'insurrection algérienne, a apporté une preuve supplémentaire de la proximité du compromis.

10) Le compromis politique ne mettra pas fin aux antagonismes sociaux. L'Algérie restera une poudrière de l'Afrique, comme l'article ci-dessous le démontre. En France, son contrecoup sera tel que le prolétariat français aura à soutenir une dure lutte s'il veut maintenir son niveau de vie. Seulement, il aura devant lui un pouvoir capitaliste fascisé, sorti plus puissant de la crise, comme ce fut souvent le cas dans l'histoire. Cette situation, il la devra à tous les partis qui, depuis trente-cinq ans, n'ont fait que trahir ses intérêts, même les plus immédiats, et en premier lieu le PCF.

11) L'indépendance algérienne arrive à la fin de la lutte anticolonialiste armée qui a abouti, dans de nombreux pays arriérés du monde, à la fondation d'États nationaux indépendants visant à y développer le capitalisme. Or cette phase correspond en gros à celle qui fut nécessaire au capitalisme d'Europe, d'URSS et du Japon) pour réaliser sa reconstruction d'après-guerre à laquelle le prolétariat ne sut opposer aucun obstacle. Pour cette double raison, l'indépendance algérienne marque non seulement une fin, mais un commencement, le commencement d'une phase infiniment plus troublée que la précédente. Tout d'abord, parce que d'anciens grands déchus réapparaissent : c'est le Japon, c'est l'Allemagne, puissants protagonistes de la lutte commerciale dans le monde, en dépit du contrôle des impérialismes vainqueurs. Ensuite, parce que de nouveaux concurrents s'annoncent : l'URSS, et tous les nouveaux capitalismes qui vont se développant en Chine, dans l'Inde et dans mille contrées du monde. Pendant une certaine période, l'élargissement de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale peut bien (dans la mesure du moins où elle ne se fait pas derrière un rideau de fer) retarder la crise pour les fournisseurs super-industrialisés d'équipement. Mais d'une part, il prépare la plus gigantesque crise capitaliste de l'histoire ; et de l'autre, il ne va ni n'ira sans énormes difficultés dans une immense zone qu'on pourrait bien appeler les Balkans du monde.

Dans cette zone qui comprend les pays de l'Europe centrale, du Proche-Orient, de l'Asie du Sud-Est, de l'Amérique centrale et de la plus grande partie de l'Afrique noire, le développement des forces productives modernes apparaît directement conditionné par l'ins-

tauration de la *dictature du prolétariat*. Pour que celle-ci puisse s'instaurer, il faudra que, dans le monde entier et en particulier dans les pays avancés, le prolétariat se reconstitue en parti révolutionnaire, luttant pour le triomphe du programme communiste intégral. Mais la phase qui s'ouvre n'étant pas celle de la coexistence pacifique, et de l'harmonie du monde décolonialisé, mais celle de l'exaspération de tous les contrastes sociaux, elle offrira des conditions beaucoup plus favorables que la précédente à cette grande reconstitution de la force révolutionnaire du prolétariat, condition sine qua non de la victoire.

* * *

La lutte anti-impérialiste qui secoue l'Algérie tout entière a été déclenchée par les classes que l'indigence et l'unilatéralité du développement capitaliste de ce pays, sous la domination coloniale, avaient placées dans une situation intolérable. Les formes de la société algérienne et son mode de production s'expliquent non seulement par des conditions géographiques mais par l'histoire qui fut celle d'une série de colonisations. Ce sont ces conditions générales qu'il nous faut rappeler tout d'abord.

L'aire géographique

L'absence de propriété de la terre est la clé de voûte de tout l'Orient. Elle nous livre le secret de toute son histoire politique et religieuse. Or si les Orientaux ne sont pas parvenus à la propriété foncière, cela tient au climat, à la nature du sol et au fait que l'irrigation est dans cette aire géographique la condition essentielle de l'agriculture. Marx délimite comme suit l'aire orientale : « [...] surtout la présence de vastes espaces désertiques, qui s'étendent du Sahara, à travers l'Arabie, la Perse, l'Inde et la Tatarie, aux plateaux les plus élevés de l'Asie, ont fait de l'irrigation artificielle à l'aide de canaux et d'autres ouvrages hydrauliques la base de l'agriculture orientale. En Égypte et en Inde, comme en Mésopotamie et en Perse, les inondations servent à fertiliser le sol [...]. Cette fertilisation artificielle du sol, dépendant d'un gouvernement central et tombant en décadence dès que l'irrigation ou le drainage sont négligés, explique le fait suivant qui autrement aurait paru étrange : des territoires entiers qui, autrefois, furent admirablement cultivés, comme Palmyre, Petra, les ruines du Yémen, de vastes provinces de l'Égypte, de la Perse et de l'Hindoustan, sont actuellement stériles et déserts. Elle explique aussi pourquoi une seule guerre dévastatrice a pu dépeupler le pays pour des siècles et le priver de toute sa civilisation. Karl Marx, *La domination britannique en Inde*, *New York Daily Tribune*, 25 juin 1853, écrit le 10 juin 1853. In Marx-Engels, *Œuvres choisies*, tome 1, Moscou : Éditions du Progrès).

Une remarque s'impose évidemment : les conditions climatiques dont parle ici Marx indiquent seulement la possibilité d'un développement et non sa réalité. Nous constatons que les zones d'agriculture irriguée et d'élevage nomade ont les mêmes traits fondamentaux : le manque d'eau, soit en quantité (et il sera difficile

d'irriguer), soit en temps voulu. Ces conditions naturelles expliquent les traits spécifiques de ces économies de production, celui des zones de transition qui les relient, les invasions, les soi-disant dynasties nomades, le phénomène des Grandes Murailles et autres grands travaux effectués par des masses d'hommes. Les grandes sociétés nomades se développèrent en Afrique et en Asie au bord des sociétés agraires pratiquant l'irrigation, leur imposant de l'extérieur un élément militaire et politique. En Afrique, cette zone confine à la région tropicale, où il n'est pas possible aux économies primitives, ni d'ailleurs à l'économie capitaliste, privée et mercantile, de régulariser les eaux en vue de l'agriculture.

A côté du facteur naturel des précipitations intervient un facteur économique et social : l'ordre de grandeur des travaux hydrauliques nécessaires. Lorsqu'il faut endiguer les eaux sur une grande échelle (Fleuve Jaune, Nil, Euphrate, etc.), construire des barrages réservoirs, creuser des canaux, les moyens techniques dont disposent des individus ou, même des groupes locaux sont insuffisants : la régularisation des eaux doit être effectuée centralement ce qui favorise le développement de l'État. Dans les zones d'élevage et de nomadisme, par contre, la production peut être organisée dans les limites de la tribu où une appropriation individuelle des biens n'apparaît jamais spontanément.

Géographie de l'Algérie

L'Algérie ne possède pas de grand fleuve si bien qu'un puissant État central n'y était pas indispensable pour les travaux d'irrigation. Elle ne possède pas non plus une province intérieure assez vaste et prospère capable de devenir, comme dans d'autres pays riverains de la Méditerranée, le noyau de l'unité nationale. Même la Tunisie et le Maroc sont plus favorisés, car l'Algérie n'a comme arrière-pays que des étendues infinies de steppes et de déserts. Réduite à une plaine côtière prolongée au sud par l'étroit bourrelet montagneux de l'Atlas, l'Algérie proprement dite est resserrée entre la Méditerranée et le Sahara. Le morcellement du relief rend la circulation d'Ouest en Est très difficile ; qui plus est, la bande côtière est plus réduite à l'Ouest qu'à l'Est, où l'Atlas tellien occupe plus de place par rapport à la steppe. Cette inégalité se répercute sur la nature du peuplement, le genre de vie et l'activité économique : l'agriculture sédentaire s'étend jusqu'à l'Atlas saharien dans l'Algérie orientale, mais ne s'écarte guère de la côte dans l'Ouest du pays, où les Hautes-Plaines sud oranaises s'avance très loin vers le Nord. Ce déséquilibre entre Est et Ouest s'accroît encore du fait de l'opposition entre la zone côtière cultivée et l'arrière-pays nomade. Ces deux zones pourraient cependant se compléter harmonieusement et ont besoin l'une de l'autre – surtout le Sud du Nord – pour ne pas déperir. Les habitants des oasis du désert et les pasteurs nomades des steppes doivent demander aux sédentaires des régions plus favorisées par les pluies de l'orge et du blé, mais peuvent leur fournir un précieux appoint en laine, viande, lait, fromages, dattes, etc. Aussi les rois berbères choisissaient-ils toujours pour capitale une ville intérieure,

contrairement aux envahisseurs qui, n'occupant vraiment que la zone nord, ont par contrecoup miné le Sud et déséquilibré complètement l'économie du pays.

Courte histoire

Ce fut déjà le cas des premiers envahisseurs, les Romains, qui firent de l'Afrique du Nord leur grenier à blé. Ils isolèrent la zone du Sud par un cordon militaire et introduisirent dans l'étroite bande côtière leur système de production esclavagiste et de propriété individuelle. Kautsky explique que dans toute la région méditerranéenne la première forme de société de classes porta un coup terrible à la végétation, à la faune et au sol. En Algérie, la propriété privée introduite par les Romains a été relayée et étendue par l'implantation bien postérieure du capitalisme français.

L'invasion arabe (VIII^e siècle) tenta de réagir contre les effets de la propriété individuelle (les Arabes étaient maîtres dans l'art de l'irrigation). La résistance des autochtones dura plus de 70 ans. Plus tard, les rivalités au sein de ce trop grand Empire arabe et les attaques de l'extérieur eurent raison des tentatives d'unification de toute l'aire islamique. En Algérie même, ni les nomades (qu'il faut distinguer des envahisseurs arabes), ni les sédentaires, ne purent accéder à l'hégémonie sur tout le pays, bien que les seconds n'en aient pas été loin (947-984). Alors que les vastes pâturages des plateaux nord-africains demeuraient la possession indivise des tribus nomades qui les parcouraient, le système foncier développé chez les Kabyles sous l'influence arabe s'écartait déjà considérablement du type primitif de la propriété tribale (1).

Les Turcs (XV^e siècle), conformément à leurs lois, laissèrent généralement le pays entre les mains des tribus, mais une partie importante des terres non cultivées, qui appartenaient jusque-là à celles-ci, devint terre domaniale. Ces terres furent cultivées aux frais du gouvernement turc, sur les fonds des caisses d'État. A la fin de la domination turque, la situation foncière était la suivante :

Dans le Tell : Propriété domaniale : 1,5 million d'hectares. A la disposition de l'État, à titre de biens communs à tous les croyants : 3 millions d'hectares de terres en friche. Propriété privée (sans cesse menacée d'expropriation par les Turcs) : 3 millions d'hectares, dont 1,5 million d'hectares partagés entre les Berbères dès l'époque romaine et 1,5 million d'hectares qui s'y étaient ajoutés par appropriation privée sous la domination turque. En jouissance indivise des tribus arabes : 5 millions d'hectares.

Dans le Sahara : Seulement 3 millions d'hectares, situés à l'intérieur des oasis, en partie propriété familiale, en partie propriété privée ; le reste, 23 millions d'hectares étant désertiques.

Quelles étaient alors les hypothèses du marxisme sur le développement ultérieur de cette société ? Une lettre de 1886 d'Engels à Bernstein (2) permet de déduire qu'en Algérie, comme chez d'autres peuples soumis à la domination turque, les institutions gentiles auraient pu devenir un point de jonction avec le communisme moderne, si elles avaient survécu jusqu'à la révolution

socialiste européenne.

Comme, d'une part, la colonisation française les a largement détruites et que, d'autre part, la Révolution Communiste attendue au lendemain de la première guerre mondiale a tardé jusqu'à aujourd'hui, c'est la perspective posée dès 1853 par le marxisme pour l'Inde qui se présente, à l'heure actuelle, devant l'Algérie : « *Les Indiens ne récolteront pas les fruits des éléments de la nouvelle société semés de-ci, de-là parmi eux par la bourgeoisie anglaise, jusqu'à ce qu'en Angleterre elle-même les classes dominantes n'aient été supplantées par le prolétariat industriel, ou que les Hindous eux-mêmes ne soient devenus assez forts pour rejeter définitivement le joug anglais.* » (Karl Marx, *Les résultats éventuels de la domination britannique en Inde*, *New York Daily Tribune*, paru le 8 août 1853, écrit le 22 juillet 1853. In Marx-Engels, *Œuvres choisies*, tome 1, Moscou : Édition du Progrès).

« Coexistence » explosive dans l'agriculture

Les causes du conflit algérien résident dans les transformations apportées par le capitalisme français à la structure de la propriété foncière héritée de la domination turque, des débuts de la colonisation jusqu'en 1954. Bien que le mode de production soit essentiellement différent, les données montrent que le capitalisme n'a pas supplanté partout la propriété locale archaïque, qui subsiste dans des zones immenses sous des formes dégénérées et moribondes. Mais, à peine victorieuse, l'agriculture capitaliste elle-même décline, comme le montreront les chiffres sur la production agricole. Le domaine de la propriété privée s'est généralisé et a pris, du moins dans les grandes exploitations européennes et algériennes, un caractère pleinement capitaliste : ce n'est pas seulement la terre, les instruments de production, les produits qui sont devenus des marchandises, mais la force de travail elle-même. Sous la domination turque il y avait un large et florissant secteur de propriété communautaire, « formidable pont vers le communisme supérieur » ; sous la domination française celui-ci est ruiné : la propriété capitaliste a donné naissance à son fossoyeur, le prolétariat. C'est ce que prouvent les statistiques officielles. Nous donnons ci-dessous un tableau que nous lirons en distinguant un secteur de production pré-bourgeoise et un secteur capitaliste où nous mettrons côte à côte les Européens et les Algériens (on est généralement d'accord pour considérer comme capitalistes les exploitations algériennes dépassant 50 hectares).

Voir tableau « Exploitation » colonne suivante

En gros, le secteur capitaliste comprend 5 500 000 d'ha, et le secteur précapitaliste 4 550 000.

Toute la population européenne, active ou non, vivant de l'agriculture était en 1954 de 93 000 personnes. Elle se montait en 1911 à 221 230 et en 1948 à 123 000 personnes. Au début du siècle, elle repré-

Exploitation	Superficie en milliers d'hectares		
	Européens	Algériens	Totaux
Moins d'un ha	0,8	37,2	38,0
1 ha à 10 ha	21,8	1 341,3	1 363,1
10 à 50 ha	135,3	3 185,8	3 321,1
50 à 100 ha	186,9	1 096,1	1 283,0
Plus de 100 ha	2 381,9	1 688,8	4 070,7
Totaux	2 726,7	7 349,2	10 075,9

sentait plus du tiers de l'ensemble de la population européenne ; aujourd'hui, elle n'en constitue pas le dixième. Pourtant, la propriété européenne s'est accrue de plus de 50% depuis 60 ans, passant de 1 846 000 à 2 726 700 ha. Elle a ainsi atteint le maximum d'extension et de concentration, car elle occupe maintenant toutes les terres propres à son mode de culture et a comprimé, au-delà de ce qui est supportable, l'agriculture algérienne archaïque en précipitant partout le processus d'érosion du sol. « *Chaque jour qui passe*, écrit M. Dumont, *l'Algérie a en moyenne 100 ha de terre en moins.* » « *A partir de 1926, un programme d'ensemble de construction de barrages mieux adaptés aux conditions naturelles fut mis sur pied. Il est maintenant complètement achevé et plus de 100 000 ha de terres sont irriguées ; cette superficie doublera quand l'aménagement des périmètres irrigables sera terminé.* » (René Gendarme, *L'économie de l'Algérie*, A. Colin, 1959).

Non seulement la politique de construction de grands barrages réservoirs est freinée par la « terrible menace de l'envasement » (on calcule qu'un barrage doit être totalement amorti en 50 ans puisqu'en bout de ce délai il est entièrement envasé, ce qui oblige à une agriculture intensive qui dégrade le sol d'une façon le plus souvent irrémédiable en économie mercantile), mais encore elle ne profite en rien à l'énorme secteur de la petite agriculture indigène.

Avec l'extension et la concentration de la propriété foncière, la mécanisation avait fait des progrès spectaculaires. Entre 1939 et 1955, le nombre des moissonneuses-batteuses a augmenté de plus de sept fois : 500 en 1939, 3 730 en 1955. Celui des tracteurs et augmenté de près de quatre fois : 5 600 en 1939 et 20 508 en 1955. Cette situation se répercute évidemment sur la main-d'œuvre. L'archaïque *khamessat* (métayage à 1/5) a diminué rapidement, mais le salariat agricole n'augmente pas pour autant. En 1911, on dénombrait 207 707 salariés de plus de 15 ans. En 1951, le nombre des travailleurs agricoles permanents était de 171 232 dont 8 000 Européens, surtout ingénieurs et maîtrise ; il passait à 112 000 en 1954, où on dénombrait d'autre part 459 000 non permanents. Aucun des différents plans d'avenir ne prévoit une augmentation de la main-d'œuvre agricole.

Dans les secteurs de base de l'alimentation, la production agricole par tête d'habitant entre 1911, 1938 et 1953 a diminué d'une façon catastrophique. Nous ne distinguons pas ici entre la production européenne

et algérienne : c'est la production globale que nous considérons.

Voir tableau «Production» ci-dessous

La même baisse s'est produite dans le cheptel, dont l'élevage est essentiellement affaire des Algériens :

Voir tableau «Elevage» ci-dessous

Le tableau suivant établi à partir de l'étude récemment publiée par le Club Jean-Moulin *Les perspectives d'emploi des Européens en Algérie*, nous donne la si-

tuation (les différentes classes en présence. Il indique en outre le niveau des revenus en France et en Algérie, et pour ce dernier pays distingue entre Européens et Musulmans.

Classes sociales et intérêts de classe

Voir tableau «Groupes sociaux» ci-dessous

Ce tableau montre que l'Algérie a les caractéristiques

Production	1911		1938		1953	
En milliers de q :	Total	kg / hab.	Total	kg / hab.	Total	kg / hab.
Blé (dur et tendre)	9 080	163,0	9 560	132,00	11 360	119,2
Orge	9 680	174,0	7 220	99,80	7 907	83,0
Pommes de terre	437	7,9	1 453	10,58	2 442	21,8
Maïs	140	2,5	142	2,00	124	1,3
Légumes secs	392	7,0	332	4,60	579	6,0
Dattes			1 006	8,80	1 019	10,7
En millions d'hl :	Total	hl / hab.	Total	hl / hab.	Total	hl / hab.
Huile d'olive	179	3,2	174	2,4	289	3,0

Elevage	1911		1938		1953	
	Total	(1)	Total	(1)	Total	(1)
Bovins	1 113 952	200	794 313	110	864 000	91
Ovins	8 528 610	1 533	5 963 137	824	6 014 000	631
Caprins	3 861 847	694	2 736 546	378	2 231 000	339

(1) Nombre de bêtes pour mille habitants.

Groupes sociaux	Nb de famille	Nb d'individus	% de la population respective	Revenu par individu	Rapport même catégorie en France
1. Exploitants agricoles riches et dirigeants du commerce et de l'industrie.					
Européens	10 000	30 000	3,00	1 215 000	5 fois
Musulmans	4 000	21 000	0,25	434 000	1,8 fois
2. Cadres administratifs et techniques, commerçants moyens et aisés, professions libérales.					
Européens	77 000	277 000	26,6	365 000	1,5 fois
Musulmans	25 000	133 000	1,6	226 000	0,9 fois
3. Salariés permanents de l'industrie et du commerce, de l'administration, petits et moyens commerçants.					
Européens	168 000	638 000	61,3	119 000	0,5 fois
Musulmans	225 000	1 193 000	14,2	75 700	0,3 fois
4. Ouvriers agricoles permanents, ouvriers non-agricoles à emplois irréguliers, chômeurs, femmes de ménage, petits commerçants					
Européens	25 000	95 000	9,1	57 900	0,25 fois
Musulmans	310 000	1 653 000	19,6	34 600	0,14 fois
5. Exploitation agricoles travaillants sur de faibles superficies, journaliers agricoles, travailleurs saisonniers, familles des travailleurs en métropole					
Pas d'Européens	-	-	-	-	-
Musulmans	996 000	5 400 000	64,2	24 500	0,1 fois

d'une économie coloniale, et n'est pas la France. Les catégories privilégiées de la colonie et leurs homologues ou appendices indigènes sont ultra-riches (nos 1 et 2 du tableau). Leur intérêt est commun. Jamais la bourgeoisie algérienne, formée surtout de propriétaires fonciers, ne serait entrée en lutte pour l'indépendance nationale sans la pression irrésistible des masses populaires. Trop d'intérêts économiques la liaient à la bourgeoisie française. Trop grande était sa peur devant la masse énorme des expropriés et du prolétariat nés de la colonisation dont elle s'accommodait. L'obtention de l'indépendance signifierait pour elle la nécessité de rétablir le calme par ses seuls moyens. Seule, il lui faudrait exercer la terreur, puisqu'en tant que classe privilégiée elle ne pourrait pas réaliser la réforme agraire indispensable pour rendre aux expropriés la terre, base de leur existence économique.

Voilà pourquoi elle eut toujours tendance aux compromis, pourquoi aujourd'hui encore le GPRA pactise, au fond, avec l'impérialisme français.

Population	1900	1930	Augmentation 1900-1930	1959	Augmentation 1930-1959
1. Population urbaine	316 000	590 000	+ 90%	2 100 000	+ 260%
2. Population rurale	3 700 000	4 900 000	32%	6 700 000	+ 36%
Rapport 1. sur 2.	8.54%	12.00%		31.34%	

Dans la catégorie 5, nous ne trouvons que des indigènes : ceux dont le marxisme dit qu'ils sont plus opprimés et misérables encore que le prolétariat industriel. Les économistes bourgeois ont évalué leur situation en ces termes : « *En supposant que l'emploi moyen d'un agriculteur soit de 200 journées par an, ce qui constitue une évaluation fort modeste, c'est au moins 700 000 agriculteurs musulmans et leurs familles (environ 3 500 000 personnes donc), soit 45% des effectifs ruraux actuels, qui pourraient se retirer de l'agriculture sans que la production agricole diminue* ». Le regroupement de 1 500 000 à 2 000 000 d'Algériens (selon l'étude citée) n'a donc réussi à éponger que la moitié du « surplus ». Ce regroupement avait pour but la destruction de la base économique et sociale des formations militaires insurgées. Il a eu en outre pour effet la dislocation des dernières formes de propriété communautaire et la ruine de l'agriculture arabe.

Les catégories 3 et 4 de notre tableau montrent que le problème national et colonial touche directement le prolétariat. Les Algériens expropriés affluent dans les bidonvilles et concurrencent les ouvriers européens qui sont privilégiés, car ils touchent une « rente » et ont des droits que n'ont pas les Algériens. L'histoire de cette discrimination (embauche à 100% ou à 90% pour les seuls européens, maintien préférentiel du travail en période de crise, etc.), serait fort longue. La concurrence (tant en France qu'en Algérie) entre les travailleurs européens et l'immense armée constituée par les expropriés algériens de la terre aggrave le conflit entre les deux communautés et rejette jusqu'aux travailleurs européens dans le camp des colonialistes : plus la concurrence est âpre et plus cet antagonisme est grand. Ainsi tout

Européen se présente en principe comme un colonialiste, parce que c'est la société européenne et capitaliste, dans sa totalité, qui opprime l'indigène.

Dans ce pays où toute la race, toute la nation oppresseuse apparaît donc comme la classe privilégiée, la lutte de classe revêt fatalement la forme d'une lutte raciale et nationale (3). Voyons les faits : en 1954, alors que le chômage sévissait chez les Algériens et que le plein emploi était réalisé chez les Européens, on trouvait : en face de 65 120 employés de bureau et de commerce européens, 15 190 Algériens ; en face de 51 650 ouvriers professionnels européens 49 830 Algériens ; en face de 7 200 manœuvres européens, 141 130 Algériens ; en face de 33 890 domestiques et personnel de service européen, 47 400 Algériens.

Derrière ces concurrents, il se profilait plus de 200 000 chômeurs et demi-chômeurs des bidonvilles et tous les sans-travail affluant continuellement du bled. On sait que si 90,5% des Européens et seulement 19% des Algériens habitent dans les villes, les Algériens ont

pourtant depuis peu dépassé en nombre les Européens dans toutes les villes à l'exception d'Alger (où le rapport est de 43/57). Cette migration des Algériens vers les villes nous fournit un indice certain du rythme de l'expropriation, et il est impressionnant :

Ainsi, une très grande partie de la population algérienne ne rentre dans aucune classe définie, parce qu'elle a été privée de toute base économique d'existence par le capitalisme européen. C'est ce qui explique à la fois la violence de la révolte et la confusion de ses objectifs sociaux. Un prolétariat plus puissant, sous la conduite d'une Internationale révolutionnaire, aurait pu diriger la révolution devant laquelle la bourgeoisie algérienne reculait, c'est-à-dire refaire ce qu'avait accompli le prolétariat russe. La IIIe Internationale dissoute, les effectifs du prolétariat algérien n'ayant pas augmenté (ne se sont-ils pas amenuisés depuis l'avant-guerre ?), c'est la bourgeoisie qui, à son corps défendant, s'est transformée en direction du mouvement d'indépendance nationale. Or la bourgeoisie ne pourra pas réaliser la réforme agraire : le FLN l'exclut, puisque Ferhat Abbas a promis la coexistence pacifique de la grande agriculture capitaliste européenne et de la petite agriculture algérienne. Quel que soit l'accord que le futur État algérien essaie de se garder avec le capital financier français et international, elle ne pourra pas davantage développer l'industrie au point d'absorber tout l'excédent de la population rurale que des statistiques bourgeoises évaluent à 780 000 hommes et qui ne fera qu'augmenter avec la régression du secteur agricole par rapport au secteur industriel qui caractérise tout développement capitaliste.

Aucun pays de l'aire arabe n'a jusqu'à présent ré-

solu ce problème social de la surpopulation rurale qui, en Algérie, se posera avec toute son acuité précisément quand le problème national sera résolu.

A ce problème, ni la Russie néo-capitaliste ni la Chine des communes rurales n'apporteront de solution, quelle que soit la prétention des « communistes » à la russe ou à la chinoise de contribuer à la « libération » des peuples colonisés. Il n'y aura donc ni « équilibre », ni « paix ». Et, en 1961 comme en 1919, la seule perspective de libération effective reste celle que l'Internationale Communiste formula dès ses premiers Congrès : la libération des forces productrices de tous les pays des tenailles serrées par les États nationaux par l'union de tous les peuples avancés ou ex-colonisés et retardataires, dans une étroite collaboration économique conformément à un PLAN ECONOMIQUE COMMUN. Or le « plan économique commun », en politique, c'est la dictature universelle du prolétariat. ●

(1) Pour plus de détails, voir *Les fastes de la colonisation française en Algérie* (Rosa Luxembourg, trad. *Programme communiste*, no 5, 1958) [Ce texte est également édité dans cette brochure dans une version conforme à la traduction française de *L'accumulation du capital*, tome II, parue en 1976 aux Éditions Li-

brairie François Maspero] et Karl Marx, *Une étude inédite sur l'Algérie* (1880) dans *La nouvelle critique*, no 109, 1959.

(2) « *Les Bulgares se comportent jusqu'à présent d'une manière admirable (sur le champ de bataille). Ils le doivent au fait qu'ils sont restés si longtemps sous la domination des Turcs, qui leur ont tranquillement laissé leurs vieux restes de l'institution gentilice (c'est-à-dire communautaire) et n'ont entravé que le développement des éléments bourgeois – par les confiscations des pachas. Les Serbes, par contre, qui depuis 80 ans, sont libérés des Turcs ont assisté à la ruine de leurs institutions gentilices par la bureaucratie formée à l'autrichienne et par la législation : c'est pourquoi ils seront inévitablement battus par les Bulgares. Un développement bourgeois de 60 ans qui ne les mènerait à rien, rendrait les Bulgares aussi minable que les Serbes à l'heure actuelle. Pour les Bulgares, comme pour nous, il eût été infiniment préférable qu'ils soient restés Turcs jusqu'à la révolution socialiste européenne : les institutions gentilices eussent donné un fameux point de jonction à un développement ultérieur communiste tout comme le «mir» russe, que nous voyons se disloquer maintenant sous nos yeux.* »

(3) C'est exactement ce qui s'est produit en Irlande, première colonie de l'Angleterre, comme Marx l'a démontré.

Le communisme et les partis algériens

(Programme communiste, n° 11, avril-juin 1960, n° 12, juillet-septembre 1960 et n° 13, octobre-décembre 1960)

Lorsque les Français envahirent l'Algérie en 1830, le Dey prit facilement son parti de la situation et capitula le lendemain du débarquement. Le traité qu'il signa stipulait qu'il conservait ses biens personnels et était libre de se retirer où bon lui semblerait. Mais les Arabes et les Kabyles réagirent, eux, tout différemment : ils organisèrent aussitôt la lutte contre l'envahisseur et firent retentir le pays des échos de la guerre sainte. L'émir Abd el-Kader, reconstituant l'organisation militaire dont s'étaient servis les Turcs, devait, avec ses 6 000 combattants réguliers et ses 30 000 combattants irréguliers, tenir tête aux Français pendant dix-sept ans.

Il n'existait pas alors en Algérie de classes sociales distinctes, ni, par conséquent, de partis politiques représentant des intérêts opposés. Cette situation tenait au fait que l'Algérie était, après l'Inde, le pays où la forme communautaire archaïque de la propriété foncière s'était le mieux conservée. Aussi est-ce contre ce régime de la propriété, assise de la société algérienne, que l'impérialisme français fit porter ses attaques. Il utilisa pour réduire la propriété communautaire des tribus les formes de la propriété privée que laissaient les Turcs. Commencant par mettre la main sur la propriété domaniale, il s'appropriait ensuite les propriétés des institutions religieuses de bienfaisance, les *habous* ou *wakuf* (1). Il s'efforça de détruire l'organisation tribale communautaire, afin d'affaiblir, du même coup, la résistance de la population. Il lui fallut longtemps pour venir à bout de la propriété communautaire. Le député Didier avait beau déclarer, en 1851, dans un rapport à l'Assemblée nationale : « *Nous devons activer la destruction des communautés fondées sur le sang : c'est là que se trouvent les chefs de l'opposition contre notre domination.* » La tenace propriété communautaire ne laissait pas pour autant de représenter encore, en 1873, une forme « *qui encourage dans les esprits les tendances communistes et qui est dangereuse aussi bien pour la colonie que pour la métropole.* »

Et c'est en 1912, c'est-à-dire 40 ans plus tard, que Rosa Luxembourg écrivait : « *La mutilation de l'Algérie dure depuis quatre-vingts ans ; les Arabes y opposent aujourd'hui d'autant moins de résistance qu'ils sont, depuis la soumission de la Tunisie en 1881 et plus récemment du Maroc, de plus en plus encerclés par le capital français et lui sont livrés pieds et poings liés.* » [Citation reprise de : Rosa Luxembourg, *L'accumulation du capital*, t. II, Librairie François Maspero, 1976, p. 58].

La propriété communautaire devait être définitivement vaincue, lorsqu'avec l'implantation massive des colons français et la prédominance croissante de la propriété privée, elle se trouva spoliée de ses meilleures terres et inapte à assurer la subsistance d'une population qui, de 1830 à nos jours, est passée du simple au

triple. Sa défaite rendit donc plus aigu que jamais le problème de la simple subsistance des masses, et la victoire de la propriété privée bourgeoise, bien loin de résoudre la question agraire, ne fit que la rendre plus explosive. Elle est restée au centre de tous les problèmes que pose l'Algérie.

On peut pourtant se demander pourquoi, puisque sa situation agraire était analogue à celle de la Russie après 1861, l'Algérie n'a pas connu, elle, un mouvement qui aurait pu arguer de l'existence des communes rurales primitives pour prôner une réorganisation socialiste de la propriété foncière. Un tel mouvement aurait même pu, les circonstances aidant, évoluer vers le marxisme sinon vers le menchevisme. Cette différence s'explique si l'on pense que non seulement il y avait entre les différentes classes russes (et en particulier entre les prolétaires et les intellectuels) des rapports beaucoup plus étroits qu'en Algérie, mais qu'en outre celle-ci, intégrée dans l'Islam, était beaucoup plus fermée que la Russie à l'influence du socialisme européen. Le socialisme français ne paraît pas avoir influencé à cette époque les forces révolutionnaires existant en Algérie. Quoi qu'il en soit, le prolétariat algérien n'est vraiment entré en contact avec le prolétariat révolutionnaire européen que lorsque les travailleurs algériens émigrèrent en France, au lendemain de la guerre de 1914-1918 : la dégénérescence de la social-démocratie ne l'affecta donc pas. Ce prolétariat qui entra en scène au moment de la crise révolutionnaire ouverte en Europe par la Révolution russe représentait pour le colonialisme français un adversaire redoutable.

On sait quelle impulsion formidable l'Octobre russe avait donnée à la lutte anticolonialiste en Asie et principalement en Chine ; c'est là que le colonialisme européen, qui est actuellement sur le point de perdre ses dernières positions africaines, a subi ses premiers revers. On connaît moins l'influence de la Révolution russe sur l'Afrique du Nord en général et l'Algérie en particulier (2).

Nous allons voir qu'elle fut aussi importante sur le plan théorique que sur le plan pratique.

D'abord – tout au moins lors de ses premiers Congrès – l'Internationale Communiste, conformément aux positions authentiquement marxistes, engloba les mouvements d'émancipation des pays coloniaux dans la perspective générale du socialisme.

Étant donné que le pseudo-marxisme sévit de nos jours plus que jamais, il est indispensable de rappeler quelles sont les positions authentiquement marxistes sur cette question. On verra là qu'il faut que l'opposition communiste soit tout aussi incapable que le Parti Communiste officiel de se dégager de l'opportunisme et de concevoir la continuité du programme révolutionnaire, pour oser écrire : « (L'appel aux peuples de l'Orient lan-

cé par le comité exécutif de l'Internationale Communiste en juillet 1920) *devait porter peu de fruits immédiatement. L'ignorance qu'il manifestait des conditions réelles de luttes en Orient y était pour quelque chose sans doute. Mais surtout, les conditions objectives d'une révolution socialiste n'étaient pas réunies. De cette étape, le progrès du mouvement socialiste dans les pays arabes tirait bien peu. Bakou s'adressait surtout aux Persans et aux Turcs (sic !). Trois Arabes seulement figuraient parmi les 1 891 délégués. Aucun n'a signé le manifeste final.* » (*Voies Nouvelles*, n° 9, 1959, p. 18.)

Eh bien ! Le programme de Bakou, auquel *Voies Nouvelles* reproche, en d'autres termes, de n'avoir pas été assez opportuniste, n'est, comme nous allons le montrer, rien d'autre que le programme immuable du Parti communiste révolutionnaire, celui que défendirent aussi bien Lénine que Marx et Engels.

LES POSITIONS MARXISTES SUR LA QUESTION NATIONALE ET COLONIALE

Consultons d'abord la lettre qu'Engels écrivit le 12 septembre 1882 à Kautsky qui l'interrogeait sur cette question. Engels commence par y critiquer sévèrement l'attitude du prolétariat anglais : « *Il n'y a pas de parti prolétarien ici, il n'y a que des conservateurs et des libéraux-nationaux et les ouvriers mangent eux aussi avec ardeur leur part du monopole des colonies et du marché mondial de l'Angleterre.* »

Il répond ensuite au sujet de l'indépendance des pays extra-européens, qu'il classe en deux catégories bien distinctes : « *A mon avis, toutes les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays habités par une population européenne, Canada, Cap, Australie, deviendront indépendants.* » Mais c'est, d'après lui, au prolétariat, que les autres pays coloniaux devront leur indépendance : « *Par contre, les colonies habitées par les indigènes, telles l'Inde, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles, devront être prises en charge provisoirement par le prolétariat et conduites aussi rapidement que possible à l'indépendance.* » Engels nous dit pourtant qu'il y a « une solution meilleure pour nous » : « *Les Indes feront peut-être leur révolution – c'est même probable* » et « *la même chose pourrait bien se produire ailleurs encore, par exemple en Algérie et en Égypte.* »

Engels insiste vivement sur le fait que le prolétariat victorieux ne mènera pas de guerres coloniales : « *Nous avons suffisamment à faire chez nous en Europe et en Amérique* » et nous devons faire confiance au potentiel révolutionnaire des pays à « demi-civilisés » (l'histoire a amplement justifié ces prévisions). Il affirme, par contre, qu'il serait oiseux d'énumérer les phases sociales et politiques que ces pays devront traverser **après la révolution** lorsqu'ils recevront l'aide fraternelle des pays d'Europe et d'Amérique du Nord pour accéder à l'organisation socialiste.

Engels affirme que c'est le prolétariat révolutionnaire qui fera des pays coloniaux « de couleur » des États indépendants. Et nous verrons que le prolétariat algérien, sitôt l'Internationale debout, en 1919, a été prêt à assumer cette tâche et à travailler à la « solution la meilleure pour nous » au côté du prolétariat révolutionnaire

des métropoles.

Comme nous l'avons vu, Engels a établi une distinction entre l'indépendance des colonies de peuplement européen et celle des colonies habitées par des peuples de couleur, en montrant que le sort de ces dernières était plus intimement lié à celui du prolétariat. On sait que les colonies de peuplement européen menèrent, en leur temps, contre l'impérialisme réactionnaire européen une lutte que le marxisme apprécia à sa juste valeur. Mais elles ont un caractère bien différent de celui des colonies de couleur. En effet, les pays qu'elles occupent et d'où elles ont refoulé les indigènes sont souvent plus riches en ressources agricoles et industrielles aussi peut-il y avoir des capitalistes locaux qui font des affaires avec la métropole (capitalisme importé). Dans ces conditions, elles ont les plus grandes chances d'évoluer, après leur indépendance, à l'instar de la métropole, vers le classique capitalisme.

Engels ne s'est pas trompé dans ses prévisions de 1882 : ces colonies ont toutes aujourd'hui obtenu leur indépendance.

Si les colonies de peuplement sont dès le départ une sorte de prolongement de la métropole, dont elles reprennent les classes sociales et la division du travail – souvent ultramoderne – il en va tout autrement des colonies de couleur. L'impérialisme s'attaque aux modes de production et aux structures sociales existants et les désagrège. Les impérialistes, maîtres du pouvoir politique et des affaires, s'efforcent d'empêcher la formation de rivaux indigènes en ces domaines : ils tolèrent tout au plus des auxiliaires serviles qu'ils recrutent de préférence dans les couches réactionnaires (féodaux, propriétaires fonciers, *caïds*, etc.). Aussi la bourgeoisie indigène, ainsi réduite à l'impuissance, est-elle le plus souvent timorée et effrayée par cette masse énorme des paysans expropriés et affamés, prêts à se lancer dans le combat anti-impérialiste et révolutionnaire (3). Au contraire, le prolétariat qui, si faible soit-il numériquement, est pourtant très important par rapport à cette bourgeoisie (puisqu'il est exploité également par les capitalistes européens) est bien placé, proche comme il est de la masse pauvre, pour prendre la tête d'un mouvement révolutionnaire.

Il a fallu que les vieilles formes sociales et économiques aient le temps de se décomposer et que puissent mûrir les formes économiques et sociales modernes, pour que la question nationale se résolve dans ces colonies. Aussi ces mouvements n'ont-ils, en général, éclaté qu'après la dernière guerre et ces bourgeoisies se sont-elles bardées d'un appareil énorme de sécurité : bureaucrates, militaires et policiers. Entre les mouvements nationaux démocratiques et anti-impérialistes dirigés par la bourgeoisie indigène et le mouvement dirigé par le prolétariat indigène, il y a incompatibilité de but et il faut que l'une des deux classes triomphe de l'autre pour atteindre le sien. C'est ce point fondamental qui explique l'importance qu'auront les alliances conclues au cours de la lutte anti-impérialiste des colonies.

Lorsqu'Engels entrevoyait, dès 1882, la possibilité de la révolution notamment pour les Indes, l'Égypte et l'Algérie, c'était en fonction de deux données fondamentales. Un rapport de forces favorable au prolétariat mondial justifiait l'hypothèse d'une révolution socialiste

en Europe et en Amérique du Nord de sorte que l'interprétation qui suit, et que Marx avait donnée en 1850 de la situation européenne, apparaissait maintenant comme valable sur le plan mondial : « Si les travailleurs allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans passer par tout un développement révolutionnaire d'une assez longue durée, ils ont du moins cette fois la certitude que le premier acte du drame révolutionnaire coïncide avec le triomphe direct de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré. » (*Adresse du Conseil Central de la Ligue Communiste*, signé Engels et Marx).

C'est la même idée qu'exprime le Premier Congrès de l'Internationale Communiste de 1919 : « Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus seulement engagée sous le seul étendard de l'affranchissement national (bourgeois), elle prend tout de suite un caractère social, plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elle les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie économique régulièrement organisée par le socialisme. Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie : l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance. »

Ce qui, d'autre part, fait prévoir à Engels que la révolution éclatera sous peu dans les pays coloniaux les plus avancés, c'est que la masse des indigènes expropriés et déshérités constitue, en fait, un énorme potentiel révolutionnaire. Et le prolétariat indigène, qui exerce sur cette masse une très forte influence, est particulièrement bien placé, non pour la manœuvrer, comme on a dit que Lénine l'a fait avec les moujiks, mais la guider vers ses aspirations profondes, car ce à quoi elle aspire, ce n'est rien moins que la propriété privée, l'intérêt personnel et la jungle de l'individualisme économique du capitalisme.

Lorsque les liens féodaux ou les vieux liens économiques et sociaux de la tribu et du clan sont décomposés et que, par ailleurs, le prolétariat a remporté la victoire dans les pays les plus développés, l'érection d'un État national et l'application de mesures de transition permettent de passer à un mode de production supérieur. Mais, ces mesures de transition sont capables d'accélérer le processus même en l'absence de cette victoire, en l'attendant.

Il se peut même que la propriété rurale communautaire puisse encore être sauvée (à condition que le capitalisme ne l'ait pas décomposée trop) comme Marx et Engels l'ont si souvent répété. Nous citerons une préface de 1882 du *Manifeste* où le Parti donne les perspectives : « Si la révolution russe devient le signal d'une révolution prolétarienne à l'Occident de façon que les deux révolutions se complètent, l'actuelle commune russe peut devenir le départ d'une évolution communiste ». C'est ici qu'interviennent les notions-clés du marxisme que sont la conquête du pouvoir politique, la dictature, la centralisation et le Parti. Marx et Engels écrivent au sujet de l'organisation du Parti révolutionnaire dans la célèbre Adresse de 1850 : « L'attitude du parti ouvrier

révolutionnaire vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont il poursuit la chute ; il la combat sur tous les points où elle poursuit ses buts à elle. » [...] « Pour qu'il puisse constituer une menace pour ce parti qui trahira les travailleurs dès la première heure de la victoire et le contrer énergiquement, il faut que les ouvriers soient armés et organisés. » Loin d'inciter le prolétariat à s'enrôler sous la bannière de la bourgeoisie (dans les pays où la révolution bourgeoise n'est pas encore faite), Marx et Engels le pousse à revendiquer l'autonomie politique et organisationnelle du prolétariat.

Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste reprend entièrement les thèses de Marx et déclare dans les thèses supplémentaires sur les questions nationales et coloniales : « Il existe dans les pays opprimés deux mouvements, qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation **de toute espèce d'exploitation**. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies [...] L'Internationale Communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire. »

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET LE PROGRAMME MARXISTE

Ce n'est qu'en 1935 au Congrès de Villeurbanne, que le Parti Communiste d'Algérie obtint son autonomie, en se séparant organisationnellement du Grand parti frère français, mais son « arabisation » fut de courte durée (4). (Finalement le PCA s'est dissous en 1957 dans le FLN).

Dès 1921, l'unanimité des sections algériennes du Parti Communiste Français avait pris position contre toutes les formes du nationalisme indigène et cela en dépit du programme de révolution double clairement défini pour les pays coloniaux par le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste et les *Thèses générales sur la Question d'Orient* du Troisième Congrès : « La création aux colonies (Égypte et Algérie) d'organisations communistes européennes isolées n'est qu'une forme déguisée de la tendance colonisatrice et un soutien des intérêts impérialistes. Construire des organisations communistes d'après le principe national, c'est se mettre en contradiction avec les principes de l'internationalisme prolétarien. Tous les partis de l'Internationale Communiste doivent constamment expliquer aux multitudes travailleuses l'importance extrême de la lutte contre la domination impérialiste dans les pays arriérés. Les partis communistes agissant dans les pays métropolitains doivent former auprès de leur comité directeur des commissions coloniales permanentes qui travailleront aux

fins indiquées ci-dessus. » (Ibid.)

Au quatrième congrès de l'IC le délégué tunisien (5) critique l'inactivité du Parti Communiste Français ; celui-ci n'a pas de programme d'action coloniale et, à son Congrès de Paris, il a repoussé la discussion de la question coloniale **pour des raisons électorales**. Ce délégué rappelle que les cellules communistes organisées à Tunis après le Congrès de Tours (1919) avaient eu un tel succès que le gouvernement était intervenu pour les supprimer et interdire leurs publications en langue arabe. Lors des désordres d'avril 1922, le gouvernement n'avait pu compter sur les garnisons locales et avait été obligé de faire venir des soldats noirs. Ce même délégué adresse également de vives critiques aux « pseudo-communistes » d'Algérie, qui, selon lui, avaient trop d'influence sur le parti français. Ces pseudo-communistes prétendaient, en effet, que la libération ne pouvait venir que comme résultat de la révolution en France, non comme résultat de l'action locale des indigènes, et avaient condamné l'appel du Comintern comme une erreur, parce que la presse bourgeoise colonialiste l'utilisait pour monter l'opinion publique contre les communistes.

Cette fois-ci le PCF obtempéra, mais ce bureau servit de Comité Central au Parti Communiste d'Algérie (jusqu'à la guerre de 1939, le secrétaire du PCA y sera recruté et sera un français). Cela en dépit du paragraphe 5 des thèses du Deuxième Congrès sur « *le caractère indépendant du mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire* ».

Cette attitude du PCF d'ignorer les masses indigènes et de ne considérer que l'enclave bourgeoise et européenne en Algérie fait que le PCF détourne d'emblée la perspective sur le terrain des libertés démocratiques qui ne peut intéresser que les privilégiés européens et à titre accessoire les « évolués d'Algérie ». L'*Humanité* du 4 avril 1926 s'indigne des chicanes cherchées aux syndicalistes européens (les indigènes sont privés du droit syndical) : « *Nous ne pouvons admettre une pareille thèse dans un pays qui se dit « démocratie républicaine » et où les droits de l'Homme et du Citoyen sont proclamés, affichés dans toutes les écoles, dans toutes les mairies, dans toutes les préfectures.* »

En 1934, l'organe de la ligue de l'Islam relate que dans certaines entreprises l'embauche se faisait à 90% pour les Européens et 10% pour les Musulmans et que des entreprises fondaient des syndicats chrétiens, qu'il suffisait à un Musulman de dénigrer pour être renvoyé. Il conclut que les Musulmans algériens ne pourront avoir le droit syndical qu'en acquérant la Patrie algérienne, confirmant gravement les menées de division de la CGT [Confédération Générale du Travail] Les indigènes seront contraints de forger leurs propres syndicats et n'y parviendront qu'en 1955 sous les persécutions de la CGT et de l'Administration.

VERS LE FRONT POPULAIRE

La démocratie française, elle aussi, affirmait à sa façon la souveraineté sur l'Algérie par le vote accordé aux seuls Européens pour le Parlement. En 1928, les « Communistes » étaient là sur leur terrain favori et ne pouvaient s'empêcher de présenter leurs candidats. L'hy-

pocrisie et la surenchère électorale se fait ici en compétition avec le Parti Socialiste qui avait décliné les offres de Front unique. Voici quelques déclarations caractéristiques : « *Notre Parti ne partage pas les mêmes illusions et les mêmes préoccupations (que la SFIO), il estime que la véritable bataille de classe doit être menée avant tout hors du parlement.* » Le programme électoral s'adresse avant tout aux électeurs français (maintien intégral des 8 heures ; résistance à toutes les diminutions de salaires ; protection (sic) de la jeunesse ouvrière et de la femme. Un peu aux indigènes : droit syndical pour tous les salariés français et étrangers et « indigènes dans les colonies » et égalité du temps de service militaire des français et indigènes. Et surtout aux petits colons qu'il flatte basement.

Comme la bataille électorale ne souffre pas d'intermittence, le PCF ne manque pas une campagne. En 1932, son programme réclame l'égalité du temps de service militaire, mais aussi une Assemblée élue au suffrage universel par le peuple algérien : chacun son Parlement et une armée commune ! Et pour couronner le tout : les Soviets d'Algérie plébiscités par les Européens et les petits colons français ! Des promesses définitives avec les ouvriers socialistes : oui avec le Parti Socialiste, JAMAIS !

Les prochaines élections législatives devaient donner naissance au gouvernement du Front Populaire de Blum et de Thorez ! Barthel, secrétaire du PC d'Algérie écrit : « *180 000 citoyens français constituent le corps électoral et les six millions d'indigènes n'ont que le droit de souffrir et de se taire. Notre Parti Communiste d'Algérie a obtenu 2 139 voix en 1932 et 15 267 en 1936.* » Ce « notre Parti Communiste d'Algérie » représente qui donc ? Car ne vient-il pas de recevoir une orientation nouvelle, son autonomie et d'être arabisé ? Cette nouvelle orientation ne se fera comme nous le verrons que sur le plan organisationnel – et là encore elle ne sera qu'éphémère. Elle s'accompagne de thèses politiques nouvelles pour le Parti d'Algérie. L'activité passée du PC en Algérie est qualifiée de sectaire, « anti-front unique » contre l'impérialisme, d'irresponsable, de bluffeuse ; il contemplait de très haut la vie et la lutte des masses. La solution pour créer un puissant parti de masse : il faut le bolchéviser. La perspective politique : « *la révolution paysanne anti-impérialiste et antiféodale, et donc nationale, qui n'est pas une révolution prolétarienne* ». Les forces qui réaliseront la tâche en Algérie : « *Il y a environ 100 000 prolétaires industriels européens (relativement privilégiés) et 80 000 prolétaires industriels arabes et kabyles, les seuls à être liés étroitement à la masse de la paysannerie.* » Nous relevons un oubli de taille dans l'énoncé des forces pour la révolution anti-impérialiste paysanne, les 500 000 ouvriers agricoles et la masse des paysans expropriés. Évidemment, il n'est pas question de lancer la « parole socialiste parmi ces ouvriers » pour « obtenir un déplacement des forces qui porte en son sein toute une révolution » (6). Les faiseurs de programmes nouveaux ignorent évidemment que ce sont surtout les prolétaires agricoles qu'il faut conquérir. Ils ne tiennent d'ailleurs nullement à la révolution. L'aveu en est fait implicitement déjà pour les métropoles hautement capitalistes. En effet, il est nulle part question

dans ce programme de la révolution en France qui accélérerait les étapes en Algérie, au contraire celle-ci est abandonnée à elle-même, ce qui signifie qu'elle est réduite à des tâches purement locales avec des buts correspondants. C'est la thèse du socialisme dans un seul pays, qui transforme toutes les tâches des partis communistes en tâches bourgeoises. Et effectivement la conséquence immédiate de cette thèse de la révolution anti-impérialiste, c'est de mettre le PC d'Algérie à la remorque des groupements indigènes de la petite bourgeoisie algérienne francophile. Mais de ce sombre tableau, se détache une organisation, l'Étoile Nord-Africaine qui s'était formée au cours des années 1920 au sein et au contact du prolétariat français dans l'émigration algérienne de la région parisienne.

Comme il ressort de son programme de mars 1933, l'Étoile Nord-Africaine luttait non seulement pour l'indépendance totale de l'Algérie et partant pour le retrait total des troupes d'occupation, mais encore pour une série de mesures économiques à prendre, le pouvoir à peine conquis, qui rappelaient les « interventions despotiques dans l'économie » recommandées par le Manifeste de 1848 à la classe ouvrière victorieuse et contrainte d'assumer des tâches non encore complètement socialistes : nationalisations des banques, des mines, des chemins de fer, des ports et des services publics ; confiscation des grandes propriétés accaparées non seulement par les occupants français, mais encore par leurs alliés féodaux et transfert de celles-ci aux paysans ; retour à l'État des domaines forestiers dont s'étaient emparés les Français : réformes agraires de caractère radical, etc.

C'était donc par définition un de ces mouvements révolutionnaires d'émancipation coloniale pour lesquels l'IC avait prévu, dès 1920, l'appui du parti communiste organisé, sur la base de l'indépendance complète d'action et de programme – appui révolutionnaire et prolétarien, et non par conséquent d'inspiration démocratique et à base sociale petite-bourgeoise. Elle réalisait les prémisses de la soudure espérée entre le mouvement de classe et le mouvement national anticolonialiste et, avec l'aide d'un parti communiste décidé à suivre jusqu'au bout la voie qui lui était tracée par son programme fondamental, aurait ouvert à l'Algérie la perspective d'un saut de la lutte armée pour l'indépendance à la lutte armée pour le socialisme en empêchant en même temps au mouvement révolutionnaire indigène de glisser vers des solutions de compromis ou ouvertement bourgeoises.

Il n'en fut rien. C'était bien au contraire le Parti Communiste qui glissait vers la plus complète dégénération démocratique et parlementaire et lui livra une lutte acharnée, principalement sur les points les plus révolutionnaires de son programme.

Avant d'arriver au Congrès musulman convoqué par les notables religieux, les *Oulémas*, en juin 1936, établissons le tableau des forces politiques existant en Algérie. À côté des communistes et de l'Étoile Nord-Africaine, *La Lutte Sociale* du 1^{er} décembre 1935 (l'organe communiste) recense le mouvement **national-réformiste** : « Pourquoi national ? C'est parce que ses composants sont du pays même. Le mot **national** indique ici l'origine et non la tendance. Celle-ci est indiquée

par le mot **réformiste**. » (Quel langage de jésuite !) « Par conséquent, le national-réformisme est un mouvement – il n'est pas nécessaire pour qu'il existe qu'il soit organisé en un parti politique – qui veut réaliser quelques réformes par des proclamations, des demandes, des suppliques, des prières adressées à l'impérialisme. Ainsi en Algérie, quoique avec certaines nuances nous pouvons citer, par exemple, comme nationaux-réformistes MM. le Dr Bendjelloul, Fehrat Abbas, Kessous, et comme organes : « L'Entente Franco-Musulmane » (7), « La Défense », « La Voix Indigène » et « La Voix des Humbles » (8). Voilà en somme, le national-réformisme. »

Rappelons brièvement que le Deuxième Congrès de l'IC interdisait les alliances avec des partis autres que national-révolutionnaires (anti-impérialistes, ayant pour but de renverser par la force les vieilles structures archaïques). Quoi qu'il en soit le tableau est fidèle.

En Algérie, le but des communistes était alors de créer un autre Front Populaire antifasciste qui s'opposerait aux « fascistes Croix-de-feu » et au Front National de la droite. Leur première tâche fut « de faire sortir le mouvement populaire indigène de sa neutralité entre le Front National et le Front Populaire », le PC en étant l'animateur de ce mouvement. La position de Fehrat Abbas traduit la réaction de L'Entente à ce sujet : « Sur le terrain des revendications musulmanes, dit-il, les partis de gauche sont aussi conservateurs que les partis de droite » et « si les Français veulent être demain sous le régime de la royauté, des Soviets ou de la dictature du colonel de la Roque, c'est leur affaire, cela ne regarde pas les indigènes qui ne doivent en aucun cas interrompre leur collaboration avec la mère-patrie. » (L'Entente du 24 octobre 1935).

Il s'agit pour les communistes d'amener le mouvement algérien à se passionner pour les problèmes de la France et de la démocratie (les « élus indigènes » étaient cantonnés dans les menues affaires municipales) et de détourner les masses des problèmes proprement algériens qui exigent une solution révolutionnaire, l'indépendance en premier lieu.

Mais ils avaient des rivaux à droite. La question agraire avait déjà fourni à Fehrat Abbas et Bendjelloul un terrain d'action commune avec le Front paysan d'extrême-droite : les pétitions circulent dans toutes les communes de France et d'Algérie (voilà le plan national et français déjà atteint !) pour demander un moratoire des dettes, la suspension des saisies et des expropriations et la revalorisation des prix agricoles. Mais rapidement les gros colons, seulement intéressés par le dernier point, se mettront à la tête du mouvement, mais ne sauraient pactiser longtemps avec la petite propriété et la propriété indigène pour arrêter les expropriations. Ce serait mettre fin eux-mêmes à leur puissance incarnée par la Banque d'Algérie formée par les gros colons viticulteurs.

DE 1934 À 1939 : RECUK DEVANT L'ANTIFASCISME

C'est sur le plan électoral que les communistes vont entamer la collaboration avec les élus « indigènes ». Ils renient pour cela leur position d'hier sur le « Projet Viollette » qui accorde le droit de vote aux élections parle-

mentaires françaises à quelque 20 000 indigènes (anciens soldats décorés, élus, *caïds*, *aghas*, titulaires de la médaille du Travail, délégués de syndicats régulièrement constitués et détenteurs du certificat d'étude). Le 7 février 1934, en effet, *L'Humanité* avait écrit que ce projet n'était qu'une tentative de corruption politique visant à diviser les indigènes. C'est ce que l'Étoile Nord-Africaine affirmera toujours. Mais comme la lutte pour l'aboutissement du Projet Viollette, qui se heurte à la résistance des colons, durera plus de quatre ans (jusqu'à la guerre), les communistes ont le temps de changer leurs batteries et de mener campagne pour la démocratie. Ils finissent par devenir des partisans fanatiques dudit projet : « 10 000 auditeurs acclament le Projet Viollette. Quelques provocateurs de l'Étoile Nord-Africaine sont expulsés de la salle. » (9) Finalement, *La Lutte Sociale* demande que des mesures de police soient prises contre les maires qui démissionnent pour protester contre ce projet (10).

Les « élus indigènes » sont évidemment pour l'octroi des droits politiques à l'« élite » définie par le Projet Viollette. A. Kessous écrit le 3 octobre 1935 : « Une élite musulmane numériquement faible, mais appuyée par l'ensemble du pays, veut accéder à la dignité civique, parce qu'elle le mérite et sait qu'elle y trouvera le moyen d'accomplir son devoir social. La lui refuser, c'est risquer de la rejeter hors de la Nation et maintenir chez elle le découragement. C'est en fait porter atteinte à l'intérêt de la France. » (11).

La bassesse monstrueuse et la servilité de cette « élite » qui se prétend appuyée par l'ensemble du pays apparaissent ici : « Napoléon III, en octroyant aux indigènes la nationalité française, érigeait l'Algérie en province de l'Empire. Nous sommes les derniers à le regretter. La troisième République confirma tacitement cette décision par toutes sortes de mesures, dont celle de 1912 sur le recrutement indigène était la conclusion fatale. » (12).

Le Congrès musulman convoqué le 7 juin 1936 par les notables religieux, les *Oulémas*, marque une date importante dans l'histoire de l'Algérie. Il annonce l'apparition sur la scène politique de toutes les forces réformatrices et francophiles, qui prétendent représenter par leur union le peuple algérien. Jusque-là, aucun mouvement politique algérien n'avait demandé de son propre gré le rattachement de l'Algérie à la France. C'est ce rassemblement informe et sans principes – hormis l'esprit de collaboration avec l'impérialisme – qui était le plus à même, grâce à sa démagogie et aux puissants moyens dont il disposait, de contrecarrer l'action que la petite organisation de l'Étoile Nord-Africaine devait mener en Algérie.

Lors de ce Congrès, les « communistes » poussent à la roue. Ali Ben Bourat écrit dans *La Lutte Sociale* du 8 août 1936 : « Que nous soyons communistes, socialistes, nationalistes, nationaux-réformistes ou sans parti, nous devons apprendre que nous appartenons à un même peuple et que nous avons des revendications communes. Il ne s'agit pas aujourd'hui de savoir si un tel est communiste ou non, socialiste ou non, collaborationniste ou non. Il ne s'agit pas d'une dissertation sur telle ou telle doctrine. **Il s'agit pour nous tous de lutter pour l'abolition de l'odieux régime de l'Indigénat**

et de toutes les mesures d'exception desquelles nous souffrons ; il s'agit de lutter ensemble pour notre tous les droits et à toutes les libertés démocratiques dont jouissent les citoyens français, mais avec la conservation de notre statut personnel. »

Ce sont eux qui savent le mieux mettre à profit l'union du Congrès pour lui donner l'apparence de la représentation « nationale » : « Nous communistes algériens, nous ne permettrons à quiconque de dresser les militants contre les Élus, les Élus contre les Oulémas ou réciproquement. Et nous considérons comme un crime de vouloir détacher, de cette union une partie du peuple. » (13).

Ferhat Abbas adopte les motions du Congrès (14), mais il a l'habileté de ne pas lier son sort à celui du Front Populaire.

Il manque évidemment pour que l'union soit totale l'Étoile Nord-Africaine, dont le programme **nord-africain** (15) était incompatible avec celui du Congrès Musulman. Aussi les communistes exploitent-ils toutes les équivoques pour lier l'Étoile Nord-Africaine au Congrès et bénéficier de son radicalisme, tandis que l'absence de Messali au Congrès tranquillise les plus francophiles des participants. On voit l'utilisation que *La Lutte Sociale* (8 août 1936) peut faire en ce sens de la déclaration de Messali : « Mais je dois dire que si nous sommes d'accord avec l'ensemble des revendications immédiates du Congrès, il est deux points du Congrès, il est deux points de désaccord, deux revendications que nous ne pouvons approuver. C'est, d'une part, le rattachement à la France, et, d'autre part, la représentation des indigènes au Parlement. » Son nationalisme intransigeant lui vaut d'être porté en triomphe et applaudi par 10 000 Algériens au stade d'Alger, lors d'une tournée de propagande. Lâchée par le prolétariat international tombé sous la coupe de Moscou, l'Étoile Nord-Africaine ne peut échapper à de dangereuses oscillations, mais sa fermeté sur les points fondamentaux la ramène toujours à des positions révolutionnaires. C'est ainsi que, malgré l'interdiction de l'Administration, Messali Hadj se présente aux élections cantonales ouvertes aux indigènes à seule fin de se faire plébisciter : il est condamné et emprisonné.

Les condamnations pleuvent d'ailleurs sur l'Étoile Nord-Africaine : « infraction à la loi sur les associations », « reconstitution illégale d'association dissoute », « provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste », « menées antifrançaises » et, naturellement, « atteinte à l'intégrité du territoire français » (16). Les communistes lui reprochent une « campagne d'une violence inouïe contre le Front Populaire, la CGT, le Parti Communiste, le Projet Blum-Viollette, le Congrès musulman, les Oulémas, etc. » (17).

A ce propos, au moment de la guerre d'Espagne, nous lisons dans *El Ouma*, organe national de défense des intérêts des Musulmans algériens, tunisiens et marocains : « Profitant de l'absence de Messali, une délégation de la Commission coloniale du Parti Communiste, présidée par A. Ferrat, s'est présentée devant le Comité Central de la Glorieuse Étoile Nord-Africaine. Elle lui a présenté un programme de collaboration qui n'était ni plus ni moins que le « noyautage » du Comité Central de l'Étoile et l'accaparement pur et simple d'**El Ouma**.

Ferrat accompagné de Deloche, ont soulevé un tollé général au sein de notre comité. L'Étoile Nord-Africaine, qui lutte pour l'indépendance de l'Afrique du Nord, ne pouvait et ne voulait pas recevoir d'ordres de Ferrat ou de Deloche et manquer d'indépendance dans son organisation interne. Voilà la raison de notre divorce avec les communistes. Divorce qui devait s'accroître à propos de la question d'Espagne. Le PC avait tâté le terrain pour savoir si l'Étoile Nord-Africaine pouvait le soutenir dans l'organisation d'une « Légion algérienne », cette légion devait aller combattre en Espagne auprès du gouvernement régulier. Il était entendu que des sommes très importantes devaient être mises à sa disposition et que le ministre des Affaires étrangères d'Espagne signerait un document reconnaissant l'indépendance du Maroc espagnol... une fois la victoire acquise. L'Étoile Nord-Africaine, respectant la non-intervention, s'est refusée poliment, mais nettement contre la « Légion algérienne », malgré toute sa sympathie pour la République à laquelle elle a manifesté sa solidarité agissante par la suite (souscription, etc.). Et effectivement, il n'y a jamais eu de « Légion Algérienne ». C'est là la véritable raison de la haine que nous voue le Parti Communiste. Il a juré la perte de l'Étoile Nord-Africaine. Il a obtenu sa dissolution. »

Cet épisode illustre bien le caractère que donnaient les « communistes » à la lutte contre le fascisme. Si l'Étoile Nord-Africaine ne donna pas dans le panneau pour l'essentiel, elle tint sa partie dans le concert antifasciste, les souscriptions, les meetings de protestation : il lui était difficile de se séparer des partis ouvriers dégénérés de la métropole.

D'une façon tout aussi ambiguë, elle proteste, fraternellement, contre l'agression de l'Éthiopie, mais dans ce « nid de brigands » de la SDN, durant les quatre minutes que lui accordent les diplomates, elle met en cause tous les impérialismes, aussi bien « démocratiques » que fascistes.

L'extrait suivant d' *El Ouma* nous montre les méthodes d'agitation de l'organisation et ses efforts pour unifier le mouvement dans toute l'Afrique du Nord : « *Devant ses juges, Messali a su dénoncer l'immonde complot. L'accusation elle-même, a été obligée de reconnaître que la main de l'Allemagne, l'œil de Moscou et le glaive de Mussolini sont complètement étrangers à un mouvement qui traduit avec tant de franchise et d'exactitude les aspirations de notre peuple... Lentement et discrètement, dans les douars les plus reculés, notre propagande saura dévoiler les atrocités d'une administration affolée. Malgré le retard de ce tract (imprimé à l'intérieur), nos militants doivent autour d'eux répandre notre doctrine. Ils doivent signaler au peuple un événement que nous considérerons comme particulièrement important : le parti-frère, le Néo-Destour, vient de décider une **grève de solidarité** pour protester en faveur des martyrs algériens et marocains. C'est la première fois que semble se dessiner un plan d'action qu'il sera possible dans l'avenir d'unifier et de coordonner. Contre le Front impérialiste, constituons le Front unique de lutte entre Tunisiens, Algériens, Marocains.* » (*El Ouma*, décembre 1937).

Dans *L'Entente* du 16 septembre 1935, Ferhat Abbas écrivait cependant, à propos des travailleurs maro-

cains en Algérie : « *Nous demandons que les pouvoirs publics appliquent à leur sujet les règlements formels qui limitent l'emploi de la main-d'œuvre étrangère* ».

Mais en France, on voit les 7 000 Algériens, Tunisiens et Marocains groupés par l'Étoile Nord-Africaine manifester à la queue des défilés des organisations ouvrières. L'Étoile Nord-Africaine s'accroche désespérément au prolétariat de la métropole (et, par ce biais, au prolétariat international), sans lequel elle ne peut parvenir au socialisme, et ne se résigne pas à adopter une solution bourgeoise.

C'est le Front Populaire qui porte le coup fatal à l'Étoile Nord-Africaine. Lorsque le gouvernement de droite de Laval, utilisant la loi contre les factieux, introduit l'action en dissolution de l'Étoile Nord-Africaine, Messali en appelle à toutes les organisations du Front Populaire. Mais c'est le gouvernement du Front Populaire qui l'interdit, par le décret du 26 janvier 1937 (18). Quinze jours après la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine, le « communiste » Deloche écrivait hypocritement dans *L'Humanité* du 12 février 1937 qu'il eut été « plus indiqué d'appliquer la loi de dissolution aux ligues fascistes », mais que l'attitude de « certains dirigeants » de l'Étoile « à l'égard du Front Populaire, du gouvernement et de notre parti » avait été inquiétante. Et de conclure effrontément qu'il fallait « étendre à l'Algérie les bienfaits du Front Populaire ». (Cité d'après *Voies Nouvelles*).

Ainsi, comme le prolétariat français ne s'est pas ressaisi, les messalistes – et pourtant ils ne s'en feront pas faute – ne pourront-ils plus désormais parler de solidarité internationale du prolétariat et de socialisme, sans se payer de mots, et paraître – il faut bien le dire – pitoyables.

Le voile est dès lors déchiré : le Parti Communiste condamne le nationalisme algérien et devient le défenseur de l'impérialisme français. *La Lutte Sociale* titre le 24 septembre 1938 : « *Pour l'indépendance de la France et la sécurité de l'Algérie, il faut maintenir l'intégrité de la Tchécoslovaquie* » ; le 9 décembre 1938 : « *L'Afrique du Nord veut une politique vraiment française* ». Cette politique vraiment française est évidemment celle de l'antifascisme. C'est Thorez qui le déclare et en tire lui-même la conclusion pour les peuples assujettis au joug colonial français : « *Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie, le Maroc sous le joug de Mussolini et de Hitler.* » (19).

Dans toute l'Afrique du Nord, les communistes se font les gardiens vigilants de la cause française :

« *Les chefs néo-destouriens invoquent la non-réalisation des promesses faites par les gouvernants français depuis deux ans. Certes il est hors de doute qu'en Tunisie, comme dans tous les pays coloniaux, une profonde et légitime déception a fini par gagner le peuple et nous examinerons plus loin ce problème, qui est d'ailleurs la clef de la situation en Tunisie comme ailleurs. Mais cela ne justifie pas que le Néo-Destour et son programme se soient complètement modifiés en un an et demi au point de devenir, en avril 1938, l'admirateur du fascisme ita-*

lien et l'ennemi acharné de la Démocratie française. La réalité, c'est que certains chefs néo-destouriens, comme d'autres chefs nationalistes en Afrique du Nord, ont commis la faute, l'erreur capitale, de penser qu'au fur et à mesure que s'aggravaient les difficultés extérieures de la Démocratie française, ils devaient augmenter l'importance de leurs revendications en allant jusqu'à chercher l'appui des nations fascistes que celles-ci s'empres seraient de leur accorder. » (20).

Une revue de l'« opposition communiste » (c'est-à-dire, en réalité, du réformisme communiste), *Voies Nouvelles*, suggère que Thorez n'agissait pas pour le compte de l'impérialisme français, mais sur les directives de Moscou : « A la même époque, on s'inquiète en URSS des intrigues mussoliniennes en Afrique du Nord et on dénonce les collusions de l'Étoile Nord-Africaine et du Néo-Destour avec l'Italie Fasciste. » Cf. par ex. S. Ignatov dans le *Journal de Moscou*, 26 avril 1938. On ne va pourtant pas encore jusqu'à dire que c'est la faute à Staline ! En réalité, nous pouvons montrer que cette attitude n'avait rien de nouveau de la part du PCF puisqu'elle date, au contraire, comme on l'a vu, de longtemps. Et *Voies Nouvelles*, qui relate une polémique où la question est clairement posée, démontre sans le vouloir que la lutte contre le fascisme servait à Thorez à masquer la défense de l'impérialisme. En 1938, les dirigeants indigènes des PC syrien et libanais engagent une polémique contre l'attitude des dirigeants du PC français, qui, sous prétexte de lutter contre le fascisme, soutiennent le colonialisme de la métropole. Khâled Bagdache prétend que, loin d'y faire obstacle, la lutte contre le fascisme favorise au contraire celle pour l'indépendance de la Syrie, du Liban et de l'Afrique du Nord. Effectivement, la France est amenée à signer le traité franco-syrien, ce qui fournit aux dirigeants du PCF l'occasion de montrer une fois de plus qu'ils n'ont en vue que les intérêts de l'impérialisme français : « La ratification du traité franco-syrien est... le seul moyen pour conserver à la France les bénéfices sociaux, économiques et l'influence qu'elle a acquis dans ces pays. » (Déclaration de V. Barel et J. Grésa, reproduite dans *Voies Nouvelles*, 1959, n° 9, p. 20).

Dans un discours radiodiffusé, du 29 décembre 1937, Thorez proclame : « Nous répétons à nos camarades d'Algérie, à nos camarades tunisiens, à nos camarades de Syrie et du Liban, qui sont venus à cette tribune, nous répétons à tous nos frères de toutes les colonies qu'il faut que la France du Front Populaire fasse droit aux revendications, dans l'intérêt de ces peuples et dans l'intérêt de la France, afin d'assurer contre le fascisme qui provoque à la rébellion et la guerre civile dans les colonies, l'union libre, confiante, fraternelle des peuples coloniaux et de la France démocratique. » (Reproduit dans *La Lutte Sociale* du 8 janvier 1938.)

Pour les « communistes » français, le nationalisme est désormais synonyme de fascisme quand il s'agit de l'Afrique du Nord. Le socialisme ne sert plus qu'à justifier l'abandon des positions d'antan sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Seul le socialisme libérera les Algériens : « Ce n'est que par une collaboration franco-algérienne confiante et fraternelle que l'Algérie pourra connaître le bien-être et la justice et aller dans la voie du socialisme libérateur. » (*La Lutte*

Sociale, 15 janvier 1938).

Ce n'est donc pas ici par la voie nationale, mais mieux, par la voie coloniale, que passe le socialisme !

Il faut que l'impérialisme français soit aux abois pour que ses défenseurs étalent ainsi leur jeu. C'est que la guerre imminente va donner l'occasion à l'Algérie d'arracher son indépendance, ainsi que le prévoient les différents partis en présence, et principalement l'Étoile.

Il convient de faire ici un parallèle entre la situation de l'Algérie lors de la première et de la seconde guerre mondiale, afin de montrer le chemin parcouru. Peu avant le premier conflit mondial, l'affaire du Maroc, parachevant l'étranglement de l'Algérie, aboutissait au renforcement de la position française. C'est une des raisons pour lesquelles Rosa Luxembourg avait vivement attaqué la défaillance de la social-démocratie européenne dans l'affaire où le Maroc perdit son indépendance (21). Elle montrait que toute cette série de défaillances se termina par le triomphe complet de l'impérialisme dans la tuerie de la guerre de 1914. Après la guerre, les vainqueurs anglais et français dominèrent tout le bassin méditerranéen. Et la Turquie, dont le marxisme considérait l'existence comme vitale pour la cause révolutionnaire faillit même perdre son indépendance. L'Angleterre se sentit assez sûre d'elle-même pour prôner l'unité arabe avec la prétention de dominer à elle seule tout le Moyen Orient. L'Afrique du Nord étant une zone d'influence purement française, ce n'est qu'au Liban et en Syrie que pouvaient se produire des frictions entre les deux impérialismes. La situation du colonialisme était donc puissante au lendemain de la première guerre. Pourtant, en Algérie même, la crise s'était approfondie : le recrutement de la chair à canon avait provoqué dans l'intérieur une vive résistance, et le prestige français avait subi dans les tranchées un choc violent. La reprise de la lutte révolutionnaire à l'échelle internationale, après l'Octobre russe, avait enflammé la masse algérienne et l'avait gagnée à la cause révolutionnaire. Les quelques députés communistes qui tinrent des meetings en Algérie rencontrèrent un enthousiasme indescriptible. Un autre, communiste également, revint atterré d'Algérie, car, disait-il, ne sommes-nous pas en train de soulever les masses contre la France ? Ce mouvement révolutionnaire s'affaiblit évidemment avec les défaites subies en Europe centrale par le prolétariat révolutionnaire et la dégénérescence des partis communistes, français en particulier. La courageuse Étoile Nord-Africaine continua néanmoins la lutte envers et contre tout, comme nous l'avons vu. Ce ne sera qu'avec la guerre de 1939 que l'Algérie aura l'occasion, et la force, de passer à l'attaque, sans l'aide de mouvements révolutionnaires extérieurs. On voit qu'en dépit de l'inertie du mouvement prolétarien, la crise avait prodigieusement mûri entre les deux guerres.

LA GUERRE IMPÉRIALISTE ET LA CRISE EN ALGÉRIE

Dans son livre *L'Afrique du Nord en marche*, A. Julien écrit : « À la veille de la guerre, on estimait les membres du PPA [Parti populaire algérien] à environ 3 000, mais il apparaissait qu'il était de beaucoup le parti le plus populaire, celui dont l'action traduisait le

mieux les aspirations des masses indigènes. L'administration s'en rendit si bien compte qu'elle accrut ses rigueurs après la libération de Messali, le 27 août 1939, dont l'action risquait de compromettre la défense nationale : le PPA fut dissous le 29 septembre. El Ouma interdite. Messali et des dizaines de ses partisans furent emprisonnés ou internés en même temps que les communistes. »

Le 10 avril 1941, Ferhat Abbas, de son côté, se fait la main : il adresse au maréchal Pétain un rapport lui demandant de prendre des mesures pour la reconstitution du paysannat, le développement de l'enseignement et l'égalité des fonctionnaires musulmans. Le maréchal répond qu'il tiendra compte de ces suggestions. Lorsque les Américains débarquent le 8 novembre 1942, ils ne trouvent plus aucun gouvernement en Algérie, et il semble bien qu'un gouvernement nationaliste et décidé aurait pu s'imposer à ce moment-là. La Syrie où les Anglais ayant débarqué, les Français avaient été évincés, constituait un dangereux précédent. Les colons s'étaient compromis avec le pétainisme. Ce n'est que grâce à une magistrale manœuvre que les Français rétablissent la situation en leur faveur. Les gaullistes et les communistes emprisonnés en Algérie sont libérés et quittent leur lieu d'incarcération la Marseillaise aux lèvres. Messali, lui, subit un sort spécial : d'abord astreint à résider à Baghari. Il est déporté en décembre 1943 dans le Sud algérien et transporté en janvier 1944 à Reibell. Après l'armistice, et alors qu'il était toujours en prison, Vichy avait sollicité sa collaboration. Ayant repoussé ces avances, il fut déféré le 17 mars 1941 devant le tribunal militaire d'Alger, qui le condamna à seize ans de travaux forcés. Le tribunal avait retenu contre lui, comme à l'accoutumée, les motifs politiques d'« atteinte à la souveraineté française et à l'intégrité du territoire ». Les dirigeants de l'Étoile libérés ne reconstituent pas leur organisation comme à l'accoutumée : ils s'efforcent cette fois de rallier toutes les tendances politiques et toutes les personnalités algériennes auxquelles est soumis le *Manifeste du peuple algérien*. Le résultat, dont il importe de tirer la leçon, fut que tandis que le parti gonflait démesurément (jusqu'à 600 000 adhérents !), l'organisation politique, instrument indispensable de la révolution, s'effrita. C'est la fin de l'Étoile Nord-Africaine.

C'est donc à Ferhat Abbas et à des personnalités qui avaient participé au Congrès Musulman qu'ont affaire les Alliés. Ferhat Abbas fait avec son *Manifeste* le tour de tous les représentants américains et français : chacun a le temps de souffler.

Ce *Manifeste* est un compromis et fait l'objet de tracasseries actives. En vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (c'est-à-dire suivant un point de vue wilsonien à la sauce Roosevelt), il réclame l'octroi à l'Algérie d'une **Constitution propre** garantissant la liberté et l'égalité absolues de tous les habitants ; la suppression de la propriété féodale par une grande réforme agraire et le droit au bien-être de l'immense prolétariat agricole ; la reconnaissance de la langue arabe ; la liberté de la presse, du culte et le droit d'association ; enfin « la participation immédiate et effective des Musulmans algériens au gouvernement de leur pays, ainsi que cela a été fait par le gouvernement de Sa Majesté britannique et le général Catroux en Syrie et par le gouvernement du

maréchal Pétain et les Allemands en Tunisie. Ce gouvernement pourra seul réaliser, dans un climat d'unité morale parfaite, la participation du peuple algérien à la lutte commune ». Trois mois plus tard, le *Manifeste* reçoit un additif, qui constitue, sur le papier, à la fois un pas en avant et un pas en arrière. Le titre I déclare : « À la fin des hostilités, l'Algérie sera érigée en **État Algérien**, doté d'une Constitution propre qui sera élaborée par une **Assemblée algérienne constituante** élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie ». On lit dans le préambule : « Le corps expéditionnaire organisé sous le commandement du général Giraud, en vue de participer, aux côtés des troupes anglo-américaines, à la libération de la France et des peuples opprimés est composé dans la proportion de 90% de soldats musulmans. C'est donc en réalité l'Algérie musulmane qui supporte et supportera les plus grands sacrifices. Cette Algérie doit avoir la certitude que, en versant son sang aux côtés des Alliés pour la libération du monde, elle contribue pour le moins, et par là même, à sa propre libération ». Ceux qui signent cet additif sont évidemment ceux qui naguère réclamaient la nationalité française pour le sang versé en 1914. Mais l'additif revient en arrière sur un autre point, et constitue un avertissement pour les paysans pauvres et les expropriés : il ne réclame plus la suppression de la « féodalité », qui constituait une menace non seulement pour les gros colons et les gros propriétaires musulmans, mais aussi pour les fonctionnaires et les *caïds* musulmans, fidèles serviteurs des premiers.

De son côté, de Gaulle frappe un grand coup le 22 décembre 1943 : plus fort que Viollette, il décide à Constantine d'accorder la citoyenneté française à quelques dizaines de milliers d'Algériens musulmans, nonobstant leur statut personnel. Le nouveau statut accorde le droit de vote aux assemblées indigènes à environ 1 600 000 hommes et l'effectif des élus algériens dans les assemblées est porté aux 2/5 de l'effectif total (que ces « élus » se réjouissent donc !). C'est la répétition du coup de la guerre précédente où, pour compenser les sacrifices du peuple algérien dans la guerre impérialiste, on avait promulgué une réforme fixant à un tiers d'Algériens contre deux tiers de colons et de Français la composition des conseils municipaux. Pour les modérés, c'est la réalisation d'un rêve. Les communistes, eux, se contentent de surenchérir en demandant l'octroi aux indigènes de tous les droits politiques.

Les conséquences de l'échec du mouvement d'indépendance furent graves. Aidée des *caïds*, des marabouts et autres administrateurs, l'armée put recruter de la chair à canon indigène pour redorer le blason militaire français dans les campagnes d'Italie et du Rhin, alors que les communistes français participaient au gouvernement provisoire d'Alger, et tenaient les syndicats. L'antifascisme jetait le masque, et se révélait, à l'Est comme à l'Ouest, sous son vrai jour en participant à la guerre impérialiste.

ENTRÉE DES MASSES DANS LA LUTTE NATIONALE

Les masses, qui prennent au mot les leaders du *Manifeste*, se jettent dans la lutte pour l'indépendance dès

la fin de la guerre. Ce sont les tragiques événements de Sétif. La propagande nationaliste avait été active, mais il manque un solide parti révolutionnaire. Au moment de la victoire de l'antifascisme, les musulmans vivent dans un état de misère et de famine épouvantables. Le 12 mai 1945, *L'Humanité* annonce les troubles survenus en Algérie, spécialement à Sétif, elle signale « le rôle de quelques éléments provocateurs au sein de la population algérienne » : « *La population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'administration* ». Rappelons que c'est l'époque où, en France, le Parti Communiste est au pouvoir avec le MRP [Mouvement Républicain Populaire] et la SFIO [Section Française de l'Internationale Ouvrière] et que ce gouvernement, grâce à la participation des communistes, est le plus apte à endiguer le mécontentement surgi après la guerre, à reconstruire l'unité et l'économie nationales, et à maintenir les colonies dans l'Union française, à un moment où l'Europe colonialiste est elle-même occupée par des forces étrangères en décadence. Les communistes lèvent le masque. *La Liberté*, organe du PCA en Algérie, écrit le 17 Mai 1945 au sujet des événements de Sétif : « *Les instruments criminels, ce sont les chefs PPA, tels Messali et les mouchards camouflés dans les organisations qui se prétendent nationalistes, qui lorsque la France était sous la domination fasciste, n'ont rien dit, ni rien fait et qui maintenant réclament « l'indépendance » au moment où la France se libère des forces fascistes et marche vers une démocratie plus large. Il faut tout de suite châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs de trouble, passé par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute* ».

Et le Parti Communiste de mobiliser toutes les organisations dont il dispose, dont la CGT, qui diffuse un tract où nous lisons : « *La CGT appelle les travailleurs musulmans et européens à déjouer les manœuvres criminelles du PPA, au service des ennemis du peuple. Travailleurs, restez unis au sein de la grande Confédération Générale du Travail... Tous ensemble, nous irons vers le bien-être, dans la liberté ; nous ferons une Algérie amie de la France nouvelle, plus belle, plus démocratique, plus heureuse* ». Le colonialisme étouffe la révolte dans le sang, le feu et la mitraille : il fait environ quarante mille victimes.

Il était fatal que cette crise, qui depuis la guerre n'avait fait que s'aggraver, aboutît à l'insurrection : elle éclata en 1954. La situation, politiquement confuse, n'avait pas été clarifiée. C'est au cours de la lutte que s'opposèrent messalistes et frontistes, sans que leur opposition prenne vraiment un caractère de classe (et il va de soi que l'impérialisme met à profit la surenchère qu'ils se font). Seule l'absence d'un mouvement révolutionnaire du prolétariat, qui interdit à cette lutte toute issue internationale, explique cette confusion.

Comme ce ne sont, cependant, pas les hommes, mais les facteurs économiques et sociaux qui déterminent le cours des événements, la crise ouverte en Algérie est objectivement révolutionnaire. Non seulement pour l'Algérie, mais également pour la France, qui, incapable de la résoudre, doit en subir les conséquences. La gravité de ces conséquences apparaîtra, lorsque nous aurons

vu ce que représente l'Algérie au point de vue économique aussi bien que social.

LA SOMBRE PÉRIODE DÉMOCRATIQUE

L'abandon, durant la guerre, du programme et de la forme de lutte de l'Étoile Nord-Africaine et l'entrée en scène de tous les éléments nationalistes modérés, plus ou moins conciliateurs et collaborationnistes, s'étaient soldée pour le mouvement nationaliste algérien par une lourde défaite : la France maintenait sa domination et recrutait des masses de chair à canon musulmane pour s'assurer, en redorant son blason militaire dans les sanglantes campagnes d'Italie et du Rhin, un strapontin parmi les « Cinq Grands ». Rappelons qu'avant de faire leur sale besogne à Paris, les communistes avaient contribué, au gouvernement provisoire d'Alger, au succès de cette opération.

Comme les masses prirent leurs chefs « nationalistes » au mot et revendiquaient, le jour de la « victoire », cette indépendance qu'ils avaient fait miroiter à leurs yeux en récompense de leur « effort de guerre », 40 000 Algériens inorganisés furent massacrés lors de la répression à laquelle participa l'aviation (ministre communiste Tillon).

L'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA) (22) de Ferhat Abbas, qui se présente comme l'héritier du mouvement créé en 1943 sous le nom des « Amis du Manifeste et de la Liberté » (AML) trouve cependant que tout va pour le mieux : pour elle, ces masses, abandonnées et dupées par leurs nouveaux chefs, ont simplement été victimes de provocations policières (des nationalistes fascistes du PPA, disent les staliniens) : « *Le succès de ce mouvement (AML) fut tel, que pour le dissoudre, l'administration colonialiste eut recours à des provocations qui eurent pour résultat les émeutes de Sétif et de Guelma. Mais les AML étaient solidement installés dans la légalité républicaine, si sincèrement acquis au progrès dans l'ordre, que leurs adversaires durent battre en retraite. Le mouvement fut réhabilité.* » (*Manifeste à la République algérienne*, publié par l'UDMA, Alger 1948, p. 69).

C'est avec de telles vues que ce parti entre dans l'arène politique en se présentant aux élections législatives du 2 juin 1946. Il s'agissait pour lui de battre le fer tant qu'il était chaud pour transformer les « 500 000 adhérents des AML » du temps de guerre en solides électeurs. Sur 13 sièges, il s'en voit attribuer 11. « *Et encore faut-il dire que les deux autres sièges lui ont été soustraits grâce à l'arithmétique spéciale du préfet d'Alger, M. Pérellier* » (*ibid.*, p. 69).

L'expérience historique, nous a appris que la démocratie alterne nécessairement avec le bonapartisme et les « dictatures », le fascisme, avec les truquages de toutes sortes, les pressions de l'appareil politique, juridique, policier, économique, etc. La démocratie politique qui se substituait en Algérie à la violence révolutionnaire représentait un atout majeur pour l'impérialisme français, auquel elle permettait de mettre en place une certaine structure autochtone et de trouver les meilleurs interlocuteurs possibles parmi les élus, les fonctionnaires et les notabilités religieuses.

Nous allons voir, en effet, que le truquage des élec-

tions, que les partis de gauche ou d'opposition ont si souvent dénoncé, fait en réalité partie intégrante du jeu démocratique. Quant à ces partis (qui, d'ailleurs, ont tous participé au gouvernement à un moment donné sans que « cela change »), ne sont-ils pas eux-mêmes un élément de l'alternance trique et carotte ?

L'analyse de cette sombre période du mouvement algérien apporte encore une fois la preuve que, loin d'être en contradiction avec le système électoral, le truquage le soutient et le renforce. Expliquons-nous en quelques mots : en l'absence de tout concurrent nationaliste, un parti, l'UDMA par exemple, se présente aux élections avec le programme le moins « dur » possible, vu les circonstances. Tous les électeurs nationalistes, de quelque tendance qu'ils soient (MTLD [Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques – ex PPA], *Oulémas*, etc.) voteront pour l'UDMA afin de faire barrage aux candidats des colons. Le truquage des résultats et les manœuvres de l'administration s'effectueront aux dépens des « durs » de l'UDMA. En outre, on met en lice le PCA qui, grâce à un programme démagogique et à ce radicalisateur magique : le mot « communiste », attirera à lui une partie des « petits blancs » mécontents et une partie de la clientèle électorale nationaliste. Il suffira aux élections suivantes d'entraîner un autre parti, disons le MTL, dans la course aux bulletins de vote et de mettre au contraire hors-jeu l'une des formations précédemment élues : la confusion qui existait déjà dans la « base électorale » gagne dès lors les formations politiques elles-mêmes qui tantôt marchent ensemble, tantôt se combattent. Jusqu'en 1954, tous les partis algériens se sont trouvés liés entre eux à un moment donné, si bien qu'au nom du nationalisme algérien ils forment une sorte de parti unique, ou plutôt pas de parti du tout. On voit comment le virus démocratique gagne sans cesse de nouvelles organisations.

En 1945, les élus du Parti Communiste Algérien recueillent 21% des voix au second collège, « *les militants du PPA (messaliste) n'ayant pu présenter de candidats, votent pour les premiers* » (*Interafricaine Presse*, n° 168-169, p. 3).

Comme le montre la citation suivante, les partis algériens sont conscients du jeu de l'impérialisme, mais le « crétinisme parlementaire » les empêche d'en tirer les conclusions. Dans la brochure susmentionnée de l'UDMA, nous lisons : « *Si l'UDMA était définitivement écartée de la faveur publique (sic !), l'administration, qui tolère actuellement le MTL pour s'en servir contre nous, se retournerait immédiatement contre lui et le frapperait en le poursuivant pour reconstitution de ligue dissoute. C'est en prévision de cette éventualité que l'administration se refuse à réhabiliter le PPA bien que cinq députés MTL siègent à l'Assemblée nationale depuis quatorze mois. L'hypocrisie du régime colonial est incommensurable* » (p. 133).

Le PPA que les communistes traitaient de fasciste en raison de son activité nationaliste ne fut pas « réhabilité » par le gouvernement de la Résistance. Ainsi était-ce à présent le MTL qui succédait à ce parti, qui lui-même n'avait pris la suite de l'Étoile Nord-Africaine qu'avec un programme allégé. En même temps, le mot d'ordre « chercher un appui auprès de la classe ouvrière » devait de plus en plus faire place à celui, vide de sens, de

« chercher un appui auprès des démocrates français ». Et sur le terrain de la démocratie, tout s'arrange naturellement pour l'impérialisme français et ses laquais : « *Au moment où le MTL avait encore cinq représentants à l'Assemblée nationale française, on pouvait observer que ces derniers votaient constamment comme le groupe communiste. Ce fait amena souvent une confusion dans l'esprit des observateurs* » (23). Et, ajouterons-nous, dans le MTL lui-même.

Bien qu'ils aient participé aux élections, les messalistes ont ensuite rejeté toute élection organisée dans le cadre du régime colonialiste imposé à l'Algérie, mais cela uniquement en vertu d'une conception démocratique et parce qu'ils déniaient le droit à l'impérialisme de légiférer pour le peuple algérien (24).

La Nation Algérienne, organe des exclus du MTL, connus sous le nom de « centralistes » et de « Comité Central », écrivait : « *Oui ou non, faut-il participer aux élections ? Messali n'a-t-il pas dit dans ses messages durant la crise que l'une des grandes fautes du Comité Central avait été de participer à certaines élections ? Pourquoi fait-il aujourd'hui ce que le Comité Central a fait et dans des conditions bien déterminées ?* » (n° 4, 24 septembre 1954).

Il est temps de clore cet épisode pourri par le démocratisme pour passer à celui de la préparation de l'insurrection.

LE DÉCLENCHEMENT DE L'INSURRECTION

Une activité intense, tout autre qu'électorale, prépara l'insurrection qui devait se déclencher le 1^{er} novembre 1954, à 1 heure. Depuis déjà quelques années, des divergences profondes se manifestaient avec une certaine confusion au sein du MTL. Parallèlement à son organisation de masse légale, ce parti possédait une organisation paramilitaire qui devait intervenir en force pour arracher l'indépendance. Le conflit qui opposait l'une à l'autre les deux organisations était en fait plus important que celui qui aboutit à la rupture de la direction, c'est-à-dire de Messali, avec le Comité Central : les éléments les plus énergiques et les plus radicaux, fatigués des attermoissements et des hésitations, ruaient dans les brancards et pensaient que le moment était venu de passer à l'action directe. Rappelons-le, la position impérialiste de la France subissait alors des chocs violents : en avril 1954, l'armée française avait été vaincue dans une bataille en règle à Diên Biên Phu ; la Tunisie et le Maroc étaient en lutte (on se souvient des ratissages et des innombrables « opérations de police »). L'Algérie, qui depuis le début de la colonisation, avait été le théâtre de tant de luttes, ne connaissait plus la paix depuis la répression de 1945. Les régions de Bordj Menail, Abbo, Dellys et Mirabeau avaient fait l'objet de vastes opérations militaires et policières ; en 1948, ce fut la région d'Haussonvilliers ; en 1949, celle de Sidi Ali Bounab et de Mascara. En 1950 et 1951, eurent lieu d'innombrables expéditions dans l'Aurès ; en 1953 et 1954, ce fut au tour de la Kabylie, et derechef de l'Aurès.

Deux ans avant l'insurrection de 1954, Krim Belkacem dirigeait déjà un maquis dans les Aurès, et il semble bien que ces combattants étaient plus ou moins en liaison avec ceux du reste du Maghreb et la métropole, notam-

ment le CRUA. La plupart des membres du CRUA avaient appartenu à l'organisation paramilitaire secrète du MTLD, reconstituée après l'opération de police de 1950 qui l'avait durement touchée. Le CRUA (Comité Révolutionnaire d'Union et d'Action) qui s'était formé après la scission de Hornu, intervenue en juillet 1954 dans le MTLD entre le Comité Central et les Messalistes, et voulait unifier à nouveau les deux tendances, décida finalement à l'insu des uns et des autres le déclenchement immédiat de l'insurrection.

Le CRUA était dirigé par Ben Bella et Khider ; au moment de l'insurrection, ils se trouvaient au Caire en tant que représentants du MTLD en Orient. C'est là aussi que se forma ensuite le FLN (Front de Libération Nationale) qui, sous la direction du CRUA et de Krim Belkacem du maquis des Aurès, finit par regrouper les *Oulémas*, l'UDMA, le Comité Central et les Indépendants. Mais ce regroupement ne se fit pas tout de suite. L'opération menée le 1^{er} novembre ne fut pas reconnue par ces organisations comme le montre, par exemple, la déclaration suivante de l'UDMA en décembre 1954 : « *En ce qui concerne les événements, il y a lieu de distinguer la rébellion des maquisards de l'Aurès déclenchée dans la nuit du 30 au 31 octobre, et dont les premiers symptômes remontent à plusieurs semaines, sinon à plusieurs mois, et les attentats, au nombre d'une soixantaine, qui ont eu lieu du 31 octobre au 1^{er} novembre. S'il est incontestable que la rébellion des Aurès est l'œuvre d'Algériens musulmans parfaitement conscients et organisés qui ont choisi « l'action directe » parce qu'ils ont estimé que c'était dans la conjoncture actuelle, la seule issue, et sans aucun doute la seule efficace, on ne peut en dire autant de la série d'attentats qui se sont déroulés dans les trois départements, tout au long de la bande côtière, sans épargner le centre même de la ville d'Alger.*

Il y a dans l'organisation minutée de ces attentats qui, pour la plupart, n'ont pas miraculeusement atteint leurs objectifs, une telle concordance dans le temps qu'il nous est difficile d'écarter, pour une large part, de la provocation policière.

Cette provocation avait des buts très précis : faire avorter toutes les promesses du gouvernement actuel, liquider dans tout le Nord africain la politique dite des « réformes », provoquer la chute du gouvernement Mendès France et, localement, justifier le dispositif militaire que, depuis plusieurs mois, l'administration algérienne, la colonisation et bien entendu les chefs militaires étaient impatients d'installer.

Une bonne partie de ces objectifs est déjà réalisée. Principalement en ce qui concerne le dispositif militaire. Pour l'heure, l'Aurès est bombardé. Une population de 120 000 habitants est terrorisée. Un espace, grand comme trois départements métropolitains, est soumis aux servitudes de l'état de siège, aux perquisitions brutales, à l'épouvante, au feu et aux larmes... Il importe pour l'avenir de la Communauté franc-musulmane, selon le vœu de textes solennellement reconnus et signés par la France, que l'autochtone participe à la gestion de ses affaires. » (Interafrique Presse, n° 248-249, pp. 2 et 3).

Les députés de l'UDMA continuèrent de siéger dans les Assemblées françaises et participèrent aux élections

municipales d'avril 1955 boycottées aussi bien par le FLN que par le MNA [Mouvement national algérien] : « *A la faveur de la déclaration de M. le Gouverneur Général, appelant les pouvoirs publics au respect de la liberté de vote et à la stricte application de la loi française, l'UDMA est entrée dans la lutte électorale.* » Ce n'est que plus tard que les dirigeants de l'UDMA rejoindront le FLN (en avril 1956).

Mais quelle était l'attitude des partis communistes tant algérien que français ?

L'*Humanité* du 3 novembre 1955 reproduit une déclaration du Parti Communiste Algérien, selon lequel il fallait rechercher « *une solution démocratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie sans distinction de race ni de religion et qui tiendrait compte des intérêts de la France* ». Le fait que, tandis que certains groupes de militants de la base vont prendre le maquis, le Bureau politique prend en considération les intérêts de la France, jette un jour curieux sur l'unité politique qui règne au sein de ce parti stalinien et monolithique !

Un an après le début de l'insurrection, le PCA fut dissous par l'administration française, et son journal *Alger Républicain* mis sous séquestre. Il passa à la clandestinité et poursuivit son action par l'intermédiaire de ses cellules secrètes et par la propagande du journal clandestin *Liberté*. Il semble qu'assez tôt des militants isolés aient rejoint les maquis où la *Liberté* prêche l'unité : « *Fidèles à leur tradition d'union, les communistes soutiennent et soutiendront les patriotes armés quels qu'ils soient, qui agissent dans le sens de l'action libératrice : que ce soient des groupes armés du Front, des groupes dirigés par des communistes, des combattants de la Libération, ou par le MNA ; que ce soient des combattants isolés ; ils doivent tous avoir notre soutien, tandis que nous ferons tout pour unifier et coordonner leur action* » (n° 8, reproduit par *Interafrique Presse*, n° 168-169).

Au moment du Front Populaire, le PCA se vantait d'être, avec ses 5 000 adhérents, le parti le plus puissant d'Algérie. Avant l'insurrection, il comptait 15 000 adhérents, dont de nombreux européens. Le FLN a souvent exprimé son mépris pour l'activité des communistes : dans le numéro spécial de *El Moudjahid*, diffusé à Paris en automne 1956 pour rendre compte du Congrès du 10 août, on peut lire un article qui démontre que le « communisme est absent » dans le combat de la Révolution Algérienne, et définit l'activité des membres du PCA comme « *certaines initiatives émanant à titre individuel de certains communistes s'efforçant de s'infiltrer dans les rangs du FLN et de L'ALN [Armée de Libération Nationale]* ». (*Interafrique Presse*, n° 168-169, p. 12). Il est absurde de croire à un noyautage idéologique du FLN par des éléments communistes : dans ses tractations avec le PCA, le FLN doit bien plutôt tenir compte des liens de ce parti avec l'URSS aux gigantesques réalisations « socialistes » : alors se pose le problème de l'« aide » que pourrait lui apporter l'URSS, comme n'importe quelle autre puissance d'ailleurs, et de la dose d'aide voulue... Mais le mépris du FLN ne se comprend que trop bien quand on voit ce parti communiste qui s'accroche aux basques d'organisations révolutionnaires, autant pour

redorer son blason, que pour pouvoir placer ceux de ses membres qui ont isolément pris parti pour l'insurrection algérienne. Tandis que les groupes de combat communistes sont, vu leur peu de poids, intégrés à ceux du FLN, le PCA s'efforce cependant de conserver son autonomie politique. Tel est l'aboutissement d'une longue série de trahisons et de reniements, et il n'y a là rien qui purifie ou rachète quoi que ce soit, ni quelque communiste que ce soit.

Surtout qu'il se pose encore une question : est-il faux qu'au cours de ces tractations, les communistes ont marchandé au FLN leur influence dans la CCT, c'est-à-dire la possibilité pour le futur gouvernement algérien d'avoir, comme tous les pays arabes, un syndicat inféodé à l'État et, par-là, de tenir les masses travailleuses solidement en mains pour les exploiter le jour venu ?

Voyons maintenant comment se comportaient les communistes dans le camp impérialiste. Quand éclate l'insurrection algérienne, le Parti Communiste Français avait d'autres chats à fouetter : c'est la période de la CED [Communauté européenne de défense] et le réarmement de l'Allemagne occidentale est la question-clé de la politique française ; le PCF s'allie avec les adversaires du réarmement allemand (Debré, Soustelle et Cie). Il voit dans l'insurrection « *des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils ne sont pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits.* » Puis, reprenant le vieil argument d'avant-guerre revenu à la mode : « *Les travailleurs s'opposeront d'autant plus vigoureusement à la politique féroce colonialiste pratiquée en Algérie et dans toute l'Afrique du Nord qu'elle est étroitement liée à la politique de réarmement du militarisme allemand. Elle tend à faciliter l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain.* » (*L'Humanité*, 9 novembre 1955). Le 13 avril 1956, *L'Humanité* se prononce pour « *l'existence de liens durables entre la France et l'Algérie dans l'ordre politique, économique et culturel au sein d'une véritable Union Française* » (25).

Lorsque les communistes se préoccupent de l'Algérie, c'est en parti bourgeois d'opposition qui n'a pas d'autre perspective que l'intérêt national et peut, si l'équipe au pouvoir fait faillite, se présenter avec un bon petit programme de rechange, comme candidat gouvernemental : « *Ceux qui accordent leur confiance au gouvernement à l'issue de ce débat auront accepté en fait une politique qui postule l'éviction de la France d'Afrique du Nord, ou qui s'accommoderont pour elle du rôle honteux du chargé d'affaires d'un super-syndicat d'exploiteurs colonialistes dirigés par les USA, sans même avoir l'assurance que d'autres commis ne leur seraient pas préférés. En enfonçant la France dans la guerre, vous lui ferez tout perdre. Voilà la vérité. Ce n'est pas seulement l'intérêt national que vous ne savez plus reconnaître en Algérie. Ce sont les intérêts d'État les plus simples, intérêts militaires, économiques et culturels que vous ne savez plus garder. En ce sens, les défaitistes sont au gouvernement.* » (Laurent Casanova, porte-parole communiste à la tribune de l'Assem-

blée nationale, le 20 mars 1957). Mais on aurait tort de croire que le PC veuille en faire accroire. Nous allons voir que son action concrète est encore plus éloquente et on ne peut plus convaincante.

L'ÉVOLUTION DU RAPPORT DE FORCE DANS LA LUTTE

Contrairement aux affirmations de l'UDMA et des communistes, la vague d'attentats qui déferla sur toute l'Algérie le 1^{er} novembre 1954 n'était pas une provocation policière, mais le début de la longue guerre d'Algérie. En effet, les maquis s'étendirent à toute l'étendue du territoire : dans l'Aurès et une partie du Nord-Constantinois, dans l'Est et l'Ouest Constantinois et la Grande-Kabylie. Dans l'Oranais, les maquis, solidement armés, étaient soutenus par le Rif et le Maroc. Le Maroc et la Tunisie en lutte apportaient à ce moment-là une aide importante à l'Algérie. Le dispositif français n'était pas encore en place, et malgré la disproportion énorme des forces en présence, la superindustrialisation de la France et son armée numériquement écrasante, le rapport des forces évoluait en faveur des insurgés.

Aussitôt après le déclenchement de l'insurrection, les cellules du MTLD-CRUA organisèrent activement et systématiquement les collectes de fonds pour les maquis aussi bien que le passage des travailleurs qui rentrent en Algérie. D'importantes manifestations algériennes ont lieu jusque dans la métropole ; à Paris même, dix mille Nord-Africains partent de la mosquée avec le drapeau algérien en tête. Mais déjà les laquais de l'impérialisme interviennent. Le 1^{er} mai 1955, au bois de Vincennes, des milliers d'Algériens sont rassemblés ; les dirigeants de la CGT refusent la parole au leader nationaliste et la donnent à un Algérien de leur choix : bagarres, suivies de 200 arrestations. En septembre-octobre 1955, ont lieu les grandes grèves de Nantes et de Saint-Nazaire. Des grévistes prennent d'assaut les bureaux de la direction patronale de Rouen.

Il est néanmoins faux d'affirmer, comme le font des trotskystes, que les « *conditions les plus favorables étaient réunies pour une lutte de masses et révolutionnaire contre la guerre d'Algérie, pour des actions efficaces de solidarité internationale du prolétariat envers le peuple algérien* ».

Tout d'abord, une action révolutionnaire du prolétariat n'est possible que s'il mène une politique autonome, rompt avec tous les partis bourgeois et opportunistes, bref a **son organisation et son programme propres**. Or quel est le parti de gauche ou d'extrême-gauche qui ne mêle pas les mots d'ordre les plus bourgeois et les plus chauvins aux phrases pseudo-révolutionnaires ? Sûrement pas les trotskystes : ils militent dans ou avec tous les partis possibles et imaginables.

Ensuite, s'il est vrai qu'Edgar Faure, Président du Conseil d'alors, aurait déclaré à une délégation du comité de grève de Nantes qu'il recevait : « *Mais vous rendez-vous compte de ce que vous faites ? Vous m'obligez à dégarnir le front algérien en prélevant dix mille CRS d'Algérie pour les concentrer dans la région de Nantes !* », et que l'alliance spontanée du prolétariat avec les peuples luttant pour leur indépendance ait de quoi enthousiasmer, ce n'étaient pas ici, contrairement aux af-

firmations des trotskystes, de larges masses du prolétariat qui, conscientes des intérêts de la politique autonome de leur classe, exprimaient une volonté déterminée de soutenir un peuple qui se séparait de la nation qui l'opprime. Car pour que cette volonté soit ferme et non éphémère, il faut, encore une fois, qu'elle s'exprime dans un parti. Il est étrange que ceux qui croient voir se manifester à tout moment l'action révolutionnaire des masses, ne reconnaissent pas qu'elles ont besoin d'un programme socialiste propre.

Enfin, alors que, conformément à toute la politique marxiste, l'Internationale Communiste exigeait que dans tous les pays coloniaux le parti prolétarien ne fusionne jamais avec d'autres partis, et conserve toujours « le caractère indépendant du mouvement prolétarien, même dans sa forme embryonnaire », toute la gauche et l'extrême-gauche actuelles ont ceci de commun qu'elles renoncent même dans les métropoles hautement capitalistes à toute forme d'organisation autonome du prolétariat qui ait son programme politique propre.

LES STALINIENS À LA RESCOURSSE DE L'IMPÉRIALISME

Tous les « partis » et groupuscules de gauche se font les supporters de la négociation pour la paix en Algérie ? Faut-il donc rappeler qu'après la honteuse capitulation de la social-démocratie en 1914, Lénine s'était empressé de bien souligner contre les pacifistes qu'il n'était pas favorable à la conclusion de la paix, quelle qu'elle fut, la plus rapide possible, mais pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. En effet, la guerre ou la paix constituent une alternative de la politique bourgeoise, tandis que la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile se place, elle, sur le terrain révolutionnaire, le terrain de classe du prolétariat. Il suffit d'ailleurs de gratter quelque peu le vernis qui recouvre les positions de tous ceux qui prêchent la négociation, et embrouillent le prolétariat par des mots d'ordre qui conduisent à une impasse, pour voir aussitôt qu'ils n'ont en vue que les intérêts de la France. Ils prétendent par exemple que le budget de la guerre pourrait être affecté à la construction d'écoles, d'hôpitaux, ou à l'aménagement de la Sécurité Sociale, etc. Ils s'imaginent autrement dit que, si on les laissait faire, ils pourraient embellir et transformer le capitalisme français en un capitalisme régénéré et baptisé République socialiste. Même les opposants authentiquement bourgeois sont plus réalistes, car les partisans de gauche de la paix en Algérie se comportent en vrais anarchisants ou idéologues petits-bourgeois qui n'ont – apparemment du moins – pas la moindre idée de la marche du grand capitalisme et de l'impérialisme.

La période que nous étudions montre que le prolétariat n'a rien de commun avec cette gauche qui l'accuse d'inertie et de passivité (comme si le prolétariat pouvait mener une action révolutionnaire avec un autre programme que celui de sa classe, le sien par exemple !). Et s'il est juste que l'impérialisme français s'est servi avant tout des grands partis « ouvriers » tels que le PCF et la SFIO pour tromper les masses, ceux qui prétendent s'opposer à ces deux partis et les réformer, trotskystes, UGS

[Union de la Gauche Socialiste], PSU [Parti Socialiste Unifié] et autres confusionnistes, les valent bien. Il n'en reste pas moins vrai que le PCF et la SFIO s'arrangent toujours à merveille pour limiter les difficultés de leur bourgeoisie. Ainsi, ils ont activement contribué à faire échouer les grèves de Saint-Nazaire, de Nantes, etc. Leurs méthodes sont connues : isoler ces mouvements, et si des grèves de soutien éclatent tout de même, les étaler dans le temps et l'espace. Même tactique, lorsque les rappelés refusaient de partir en Algérie ; malgré l'ampleur des mouvements spontanés, les organisations dégénérées eurent tôt fait, là aussi, d'étaler et d'isoler les initiatives (stratégie des grèves échelonnées, dans les transports parisiens, chez les cheminots, meetings en ordre dispersé).

En fin de compte, cependant, et pour que la farce soit complète, le Front Républicain de la Gauche en faveur de la paix en Algérie demanda aux masses d'abandonner toute cette agitation et de lutter pour la paix démocratiquement : avec leurs bulletins de vote pour arme. De sorte que lorsque Guy Mollet, muni de sa provision de bulletins, s'en alla annoncer la paix aux ultras d'Algérie, ce ne fut en réalité pas lui qui reçut les tomates, mais ceux-là même qui, se gaussant pourtant de la couardise du socialiste de profession, avaient voté pour la négociation en Algérie.

Le 12 mars 1956, les députés staliniens abattaient leurs cartes et votaient la loi sur les pouvoirs spéciaux présentée par le même Guy Mollet. Cette loi permit à l'impérialisme de mettre sur pied le dispositif politique et juridique nécessaire pour mobiliser 500 000 jeunes hommes et reprendre la situation en mains en Algérie. Les partisans de la négociation, les communistes, avaient ainsi fourni au colonialisme français le moyen de pacifier l'Algérie (et montré à quelle négociation et à quelle indépendance ils aspirent).

On se souvient aussi des grandes grèves faites par les Algériens au début de la guerre. Là encore, les organisations ouvrières dégénérées les isolèrent complètement. En Algérie, le FLN menace alors jusqu'aux villes : c'est plus tard que Massu et Bigeard s'assureront leur prestige avec le quadrillage d'Alger. Dans les jours qui précèdent la discussion du problème algérien qui devait avoir lieu le 28 janvier 1957, le FLN organise en Algérie une grève de huit jours, qualifiée par certains d'insurrectionnelle. Une vague d'attentats est déclenchée pour appuyer cette action. L'impérialisme français concentre sur les principales villes, et en premier lieu sur Alger, des forces de répression extraordinaires. De son côté, le MNA messaliste déclenche tant en Algérie que dans l'émigration une grève générale limitée à 24 heures. Le premier jour, la grève est à peu près totale parmi les Algériens. Le second jour, le puissant dispositif français brise la grève par les moyens les plus violents. Le MNA accusa le FLN de cet échec : le but de l'action ne tenait pas compte du rapport des forces, sacrifiait les éléments les plus combattifs et décourageait les masses. Le FLN accusa, lui, non sans raison, le MNA d'avoir brisé l'élan et l'unité du mouvement en arrêtant la grève le second jour, ce qui affaiblissait la résistance de ceux qui la poursuivirent et fuirent en butte à la répression. Quoi qu'il en soit, la première période des grandes grèves est close.

Le rapport des forces va se modifier légèrement au profit de l'impérialisme français, bien secondé par ses laquais. Le demi-million de rappelés va être mis en place, les frontières de la Tunisie et du Maroc, indépendants à présent, vont être bouclées. C'est la période des règlements de comptes entre MNA et FLN qui s'étendent parfois jusqu'à une lutte entre maquis. Cette lutte n'a rien d'une lutte de classes, dans laquelle le MNA représenterait le prolétariat, et le FLN la future bourgeoisie algérienne, ainsi qu'on peut d'ailleurs le voir aux buts que s'assignaient ces deux organisations.

En gros, le MNA réclamait que la parole fût donnée au peuple algérien ; que des négociations fussent menées, sans exclusive ni préalable, avec toutes les tendances du peuple algérien dans la perspective d'une Constituante algérienne, élue au suffrage universel, direct et secret ; enfin, qu'un gouvernement algérien fût élu par cette Constituante.

Le FLN définissait ses revendications politiques en termes simples : reconnaissance du droit de l'Algérie à l'indépendance (le fameux préalable aux négociations) ; formation d'un gouvernement algérien ; négociations avec le FLN exclusivement.

Ce dernier programme était le plus net et se fondait sur la lutte. Nous verrons, s'il y a des négociations, si le FLN le maintiendra. En attendant, ce qui est inquiétant, c'est que ni l'une ni l'autre de ces organisations n'a un programme économique et social nettement défini. En ce qui concerne le MNA, il est certain qu'il a abandonné le programme de l'Étoile Nord-Africaine et renoncé aussi bien à la nationalisation des industries-clés et des transports qu'à la réforme agraire, toutes mesures qui devaient, en développant les forces productives, transformer la structure archaïque qui subsistait dans ce pays. Dans ce domaine, la dégénérescence du MNA, à laquelle les partis français de la gauche et de l'extrême-gauche ont fortement contribué (l'effet du stalinisme se répercutant sur son opposition), est particulièrement visible. Ces revendications auraient exigé l'appui de forces sociales bien définies, beaucoup mieux que ce « peuple » que l'on se plaît tant à évoquer aujourd'hui. Il est révélateur qu'alors que l'agriculture et l'industrie se sont fortement développées depuis les temps héroïques de l'Étoile Nord-Africaine, le MNA, tout comme les autres organisations, a abandonné le programme de l'Étoile en matière économique et sociale. Faut-il dire qu'il s'agit là d'un affaiblissement réel du camp de l'insurrection, d'un atout pour un compromis en faveur de la France, et d'une menace d'un développement futur mesquin pour l'Algérie que garantissent par leurs solutions petite-bourgeoises tous les partis réformistes et en premier lieu le PCF ?

Cette guerre a contraint l'impérialisme français lui-même à porter, **pour se maintenir**, le dernier coup à la propriété tribale et au nomadisme (d'où l'internement de plus d'un million d'habitants dans les fameux camps de regroupement) et à développer la grande industrie dans le Sahara et dans le cadre du Plan de Constantine. Il détruit, ce faisant, les bases du colonialisme.

Mais, lorsque la bourgeoisie algérienne prendra le gouvernail, le cycle du colonialisme sera clos dans toute l'Afrique, et c'est alors le prolétariat qui fera entendre

sa voix et qui sapera les positions des classes dominantes, suivant le mouvement qui accroît et aiguise sans cesse les antagonismes sociaux. Pour qu'il intervienne avec sa politique de classe, il suffira dès lors que soient balayés tous les faux partis ouvriers – dont la dégénérescence suit, comme nous le savons, une courbe inflexible – et que l'organisation prolétarienne revendique l'intégralité de son programme. Mais c'est au Parti Communiste Français et à l'Internationale de Moscou qu'incombe la responsabilité du sabotage de toute liaison entre le mouvement d'indépendance des peuples coloniaux et du mouvement communiste du prolétariat des métropoles. ●

(1) Les Turcs, ne faisant d'ailleurs que suivre en cela l'exemple des Romains, avaient déjà privé les tribus d'une partie appréciable de leur propriété communautaire. La propriété privée était passée principalement aux mains des *habous*, car le poids des impôts et le danger d'une confiscation toujours menaçante incitaient les propriétaires à se désister au faveur de ces institutions collectives. Ces données sont tirées des *Notes de Marx sur l'Algérie* tirées du livre de Kovalevsky (cf. *La Nouvelle Critique*, 1959, n° 109). Rosa Luxembourg utilisa le même auteur pour son étude sur l'Algérie dans *l'Accumulation du Capital*, étude publiée dans *Programme Communiste*, n° 5 que l'on consultera utilement dans cette brochure.

(2) Les Ho Chi Minh, Nehru, Hatta et Messali Hadj étaient tous présents au Congrès anti-impérialiste contre l'oppression et pour la libération des peuples opprimés qui s'était tenu à Bruxelles le 25 février 1927.

(3) A ce sujet, Fehrat Abbas déclarait, en 1934, ces phrases caractéristiques : « *Le plus grand danger qui nous menace, nous qui voulons collaborer avec le peuple français, c'est la révolte des fellahs qui sont prêts à prendre les armes. Le seul moyen de nous sauver de cela, c'est de permettre l'accession des fellahs à la petite propriété en lui facilitant le rachat des terres.* » Et dans le n° 1 de l'*Entente Franco-Musulmane*, le journal le plus représentatif de la « bourgeoisie algérienne » (auquel collaborait le même Fehrat Abbas), nous lisons : « *Rémunérée à des taux de misère, ou chômant, sans percevoir aucune indemnité, cette classe, qui voudrait être laborieuse et stable, mais qui constitue, par suite de la crise une population flottante susceptible de devenir une charge et un danger pour l'avenir, a besoin de voir sa condition matérielle améliorée, ne serait-ce que pour la protéger contre elle-même.* »

(4) En 1931, l'IC rappelle encore qu'il faut assurer aux partis communistes des colonies une forme autonome, pour dépasser les frontières politiques établies par l'impérialisme qui divisent artificiellement les peuples arabes : « *En Tunisie et en Algérie, les organisations communistes s'affaiblissent du fait que les communistes ont été incapables de présenter aux masses la question de la lutte contre l'impérialisme.* » (*Programme dokumenty kommunisticheskikh partii Vostoka*, p. 169). Il faut « *prendre des mesures urgentes pour organiser et unifier les communistes en Algérie, en*

Tunisie et au Maroc et, à l'avenir, détacher l'organisation de tous ces pays du Parti communiste français et en former des unités indépendantes. » (Ibid.) Ce n'est qu'en mars 1932 que Thorez proposa au PCF de créer un Parti Communiste Algérien (PCA). Nous verrons que ce n'est qu'en septembre 1934 que l'organe du Parti Communiste d'Algérie, *La Lutte Sociale* publiera le mot d'ordre. La proposition ne sera finalement adoptée qu'en 1935 par le Congrès de Villeurbanne et ne sera réalisée qu'en 1936, mais avec un secrétaire français. On constate que l'IC liait l'autonomie organisationnelle des PC arabes à l'indépendance de ces pays. Les réticences du PCF à appliquer cette politique s'expliquent par leur refus d'accepter l'indépendance des pays d'Afrique du Nord soumis par la France. Voir à ce propos l'article paru dans le n° 6 de notre revue sous le titre *Encore le PC et la question coloniale*. [Également publié dans cette brochure].

(5) Le passage est tiré de : *The Communist International, 1919-1943, Documents / Vol. 1, 1919-1922*, by Jane Degras.

(6) Voir la brochure d'Engels écrite pour enrayer les effets du programme opportuniste des socialistes français en 1884 : *La question paysanne en France et en Allemagne*, (p. 30).

(7) A l'offre de collaboration du PC d'Algérie voilà quelle fut la réponse de *L'Entente Franco-Musulmane* de Fehrat Abbas et Bendjelloul : « *Tout d'abord nous tenons à faire remarquer que si nous sommes des réformistes, nous ne sommes pas des nationalistes. Nous pouvons, pour notre part, assurer le Parti Communiste qu'il ne parviendra pas à nous entraîner dans son orbite. Le communisme est trop éloigné de nous pour que nous nous en rapprochions ; ses méthodes violentes s'opposent à notre action qui se poursuit dans le calme, et son dogme antinational ne peut se concilier avec notre respect de la patrie.* » (24 octobre 1935). *La Voix des Humbles* des instituteurs indigènes leur répond qu'elle tient « *à rester à l'écart de tous ceux – y compris les communistes – qui tentent de détourner l'attention des masses des réformes réalisables pour les orienter vers un idéal nationaliste chimérique et démodé qu'eux-mêmes ont abandonné* ».

(8) A plusieurs reprises, il est question dans les journaux indigènes (*Entente*, 28 novembre 1935, *La Défense* de Bernier, vers la même époque) de constituer des partis politiques musulmans. Mais il semble qu'on s'en tînt à des projets. Ferrat qualifia, en 1935, les *Oulémas* de « club politico-religieux » et ajouta que le mouvement « national-réformiste » n'a pas de véritable système d'organisation de base, « *étant donné que les Fehrat Abbas et autres étaient des rationalistes opposés à tout mouvement de forme mystique* ». (*Cahiers du Bolchévisme*).

(9) *La Lutte Sociale*, organe du Parti Communiste d'Algérie, 30 Janvier 1937.

(10) *La Lutte Sociale*, 12 mars 1938.

(11) *L'Entente Franco-Musulmane*, journal du Dr Bendjelloul, Ferhat Abbas, 3 octobre 1935.

(12) *L'Entente Franco-Musulmane*, 4 octobre 1935.

(13) *La Lutte Sociale*, 8 août 1936.

(14) Voici la première motion issue du Congrès Musulman : « *Le Congrès algérien musulman réuni à Alger, le 7 juin 1936, estime que la seule politique musul-*

mane possible en Algérie consiste dans l'octroi de tous les droits de cité aux Algériens musulmans, avec la préservation de leur statut personnel ; il opte pour la représentation parlementaire unique avec collège universel commun et maintien du statut ; il donne mandat et fait confiance aux élus indépendants et aux représentants qualifiés pour la réalisation de leurs revendications. » En outre, le Congrès Musulman exprime sa gratitude au Congrès socialiste qui s'était tenu vers la même époque à Paris, ainsi qu'à M. le Ministre Viollette pour faire aboutir les « réformes vitales que l'Algérie attend toujours ».

(15) Le programme de l'Étoile Nord-Africaine du 28 mai 1933, qu'aucun mouvement ne revendique plus actuellement, s'apparente étroitement tant dans sa partie politique qu'économique et sociale à celui des « Revendications du Parti Communiste en Allemagne » du 1^{er} avril 1848 (cf. *Le Manifeste Communiste*, édit. 1953, trad. Molitor et préface d'Engels aux *Révélations sur le Procès des communistes*, éd. Costes). Nous avons tracé dans la première partie de l'article le programme de l'Étoile Nord-Africaine. Le lecteur peut s'y reporter.

(16) *El Ouma*, n° 28, décembre 1937.

(17) *La Lutte Sociale*, sous la plume de Deloche, 20 novembre 1937 (reproduit dans *El Ouma*, décembre 1937).

(18) Nous appelons toujours cette organisation « L'Étoile Nord-Africaine », bien qu'elle ait été dissoute à plusieurs reprises et contrainte à changer de nom (« La Glorieuse Étoile Nord-Africaine », « L'Union des Musulmans Nord-Africains » et en Mars 1937 « Parti du Peuple Algérien »). En fait, ce fut constamment le même programme qu'elle revendiqua jusqu'à la crise, c'est-à-dire jusqu'au débarquement américain en Afrique du Nord (1942).

(19) *Œuvres*, livre III, tome 14, p. 280.

(20) *La Lutte Sociale*, 18 juin 1938.

(21) Voir ses interventions dans le débat sur la question du Maroc au Congrès de la Social-démocratie allemande les 14 et 15 septembre 1911, son tract sur le Maroc (pp. 375-403 in *Ausgewählte Reden und Schriften*, Rosa Luxemburg, Dietz, Berlin : 1955).

(22) L'UDMA était formée d'une équipe d'hommes politiques et d'intellectuels (MM. Abbas, Boumendjel, Saadane, Francis, Mostefaï, Sator, etc.). Les *Oulémas*, groupant les notabilités religieuses, s'appuyaient sur l'UDMA comme moyen d'expression politique. En paroles, l'UDMA demandait la création d'une République algérienne autonome, associée à la République française et dépendant de cette dernière pour la Défense nationale et les relations extérieures. En pratique, l'UDMA se plaçait dans la perspective du Statut de 1947 (qui ne fut jamais appliqué, pas plus que le projet de Viollette d'avant-guerre !), lequel impliquait que l'Algérie était française. Nous citons ici un article extrait du *Populaire* (les socialistes cherchent des alliés musulmans !) du 13 juin 1946, au sujet du programme (intéressant, même aujourd'hui) de Ferhat Abbas, élu à l'Assemblée Constituante le 2 juin 1946 : « *Comme préface à tout programme, nous réclamons la libération de Hadj Messali et de tous les détenus politiques musulmans, la liberté du culte musulman et de l'enseignement en langue arabe... Les 80% des votants du 2*

juin dernier nous ont mandatés pour demander la constitution d'un État algérien fédéré au sein d'une grande Communauté française. Nous voulons que la France ne soit plus une nation colonisatrice, mais un grand peuple émancipateur, avec lequel seront librement associés les peuples jeunes jouissant de leur autonomie intérieure. Ces peuples seraient représentés avec la France dans un parlement fédéral dont la compétence s'étendrait aux questions relevant de la défense nationale, de la politique étrangère et des grands intérêts économiques communs à tous les peuples de la Communauté [...] Les Algériens d'origine française « deviendraient des citoyens algériens comme nous. Nous voulons forger une véritable communauté algérienne, où tous les habitants sans distinction de race seraient égaux et frères. Si, conformément à ces principes, le collège électoral unique, dans lequel musulmans, chrétiens et juifs seraient réunis, doit être le but final à atteindre, nous comprenons cependant que, pour l'instant, des aménagements doivent intervenir. Ils seront destinés à préserver les intérêts légitimes – mais non les privilèges – de la population européenne, pour amener progressivement la fusion d'intérêts nécessaires à la vie commune ».

(23) *InterAfrique Presse* (p. 2), qui ajoute que, pour éviter de fournir « le prétexte habituellement utilisé en matière de répression coloniale, à savoir : la collusion des nationalistes et des communistes, lors de ses défilés du 14 juillet [!...] et du 1^{er} mai à Paris, le MTLD tenait à marquer sa séparation d'avec les communistes ». Nous retrouvons, transposée sur un nouveau terrain, la politique de « faire un petit bout de chemin » tantôt avec l'un,

tantôt avec l'autre : on vote avec les communistes qui vous traitent de fasciste et vous mettent hors-la-loi, et l'on donne des assurances aux anti-communistes en se séparant des premiers aux défilés. Cette politique mène, comme on le voit, à toutes les compromissions et à une confusion totale.

(24) Les messalistes sont restés enferrés dans l'argument démocratique, comme le montre leur programme qui prévoit que le peuple algérien se prononcera et décidera de son sort dans une compétition électorale avec l'impérialisme. L'internationale Communiste avait défini avec précision les mouvements que les communistes devaient soutenir dans les pays coloniaux et qu'elle appelait « nationaux-révolutionnaires » : ils devaient user de la violence pour balayer le colonialisme et les structures archaïques de leurs pays. On voit que la question du préalable à l'indépendance a une importance essentielle, puisque qu'elle suppose que l'indépendance est arrachée par la force, les élections ayant lieu ensuite dans le cadre national déjà fixé. La question se pose actuellement de savoir si le GPRA [Gouvernement provisoire de la République algérienne] renoncera lui aussi à ce préalable lors d'éventuelles négociations. On voit combien pèse lourdement sur le mouvement algérien la sombre période de collaboration électorale qui a précédé le déclenchement de l'insurrection.

(25) Rappelons qu'en 1947, le PCF avait pris parti pour le Statut de l'Algérie qui consacrait l'Algérie comme trois départements français et établissait le double collège, c'est-à-dire une représentation paritaire de la minorité européenne et de la majorité musulmane, huit fois plus nombreuse.

Quelques remarques sur la question coloniale

(Programme communiste, n° 9, octobre-novembre-décembre 1959)

Le manque de place, la périodicité trop longue de notre revue ne nous ont pas permis jusqu'ici de consacrer à l'analyse systématique de la « question coloniale » et la place qu'elle mérite. De plus, les textes que nous avons déjà publiés (1) se trouvent, par la force des choses « éparpillés ». Enfin certaines études historiques sur l'évolution des pays afro-asiatiques n'ont pas encore pu être publiées. Le texte qui suit essaye de suppléer à cette carence. Présenté sous forme de « thèses », il a pour but de donner une vision d'ensemble sur notre position programmatique et politique fondamentale vis-à-vis des révolutions anticolonialistes, sans prétendre, évidemment, épuiser tous les aspects de la question. Au contraire, de nombreux points de ce texte devront être repris par la suite dans des études spéciales. Les divers points sur lesquels portent ces « thèses » n'ont pas été choisis au hasard, mais en fonction d'une polémique objective avec les positions les plus couramment défendues aujourd'hui.

* * *

1° La révolution qui se développe actuellement dans les colonies, ou dans les ex-colonies, s'insère étroitement dans le cadre historique général de l'époque actuelle, où les formes économiques et sociales du capitalisme ont cessé de se développer comme un processus historique nécessaire, tandis que les formes économiques et sociales du socialisme sont déjà implantées potentiellement à l'intérieur du corps social. Le pouvoir bourgeois, concentré dans de monstrueux appareils d'État, n'a d'autre but et d'autre objet que d'empêcher l'écroulement de la dictature de classe de la bourgeoisie. En d'autres termes, en l'absence d'un assaut révolutionnaire du prolétariat, la phase historique que Lénine a définie comme *impérialisme* et dont il situait le début à la fin du XIX^e siècle, se perpétue.

2° Le mode de production et l'organisation sociale du capitalisme apparaissent, à l'échelle mondiale, comme développés de façon inégale et discontinue. Ainsi, alors que dans certains pays le capitalisme a parcouru toutes ses phases et atteint la phase finale impérialiste, dans d'autres il s'est développé incomplètement, et dans d'autres encore il n'est présent que sous la forme d'un noyau isolé au sein d'un corps économique différent, de formation plus ancienne.

Dans le premier cas, on se trouve dans l'aire du capitalisme impérialiste, limitée géographiquement à l'Amérique du Nord et à l'Europe, Russie comprise. Dans le second, il s'agit de l'aire d'un capitalisme sous-développé et retardataire, dans laquelle l'économie sociale est incontestablement dominée par la forme capitaliste de production, mais où cette dernière ne s'est développée que dans certains secteurs, laissant en arrière des bran-

ches importantes de la production. Un tel secteur géographique, dans lequel les phénomènes désormais classiques de la monoproduction et de la monoculture apparaissent au grand jour, constituant la base économique de l'assujettissement des petits États aux super-États impérialistes, est représenté par les pays de l'Amérique latine. Dans le troisième cas, enfin, on a le secteur du précapitalisme, qui comprend les pays coloniaux, ex-coloniaux ou para-coloniaux de l'Afrique et de l'Asie.

3° Vis-à-vis des formes économiques existant dans le monde, le capitalisme est la forme de production et d'organisation sociale dominante. Ceci signifie, non seulement que le capitalisme détient les moyens les plus puissants de la production et de l'accumulation de la richesse sociale, mais aussi qu'il empêche que d'autres formes de production en cours de développement dans le secteur non capitaliste dépassent le stade capitaliste. Le capitalisme, en l'absence de la révolution prolétarienne communiste, est le plafond infranchissable vers lequel tendent les formes arriérées de production des pays du secteur précapitaliste. En d'autres termes, les centres mondiaux de l'impérialisme, dont le colonialisme est un aspect de la domination, ne peuvent empêcher l'évolution sociale consécutive à la lutte victorieuse contre le colonialisme ; mais ils peuvent, tant que le capitalisme demeure le mode de production dominant à l'échelle mondiale, empêcher que la révolution économique et sociale mise en mouvement par la révolte anticolonialiste débouche sur le socialisme.

Les pays du secteur précapitaliste peuvent espérer passer au socialisme à la seule condition que le prolétariat des pays de l'aire impérialiste conquiert le pouvoir politique et brise les formes de production capitalistes. C'est seulement si la révolution prolétarienne réussit à vaincre dans les principaux pays du secteur impérialiste, que les pays coloniaux ou ex-coloniaux (qui, sous nos yeux, procèdent à la suppression des vieux rapports de production hérités de la domination coloniale) peuvent espérer « sauter » la phase capitaliste et passer directement au socialisme.

Dans l'hypothèse d'un retard de la révolution prolétarienne communiste qui doit intervenir dans le secteur capitaliste, les nouveaux régimes politiques surgis des ruines du colonialisme, malgré tous les efforts généreux qu'ils peuvent tenter, ne pourront éviter de conduire leurs plans d'industrialisation sur la base du salaire et du despotisme de fabrique, qui constituent les caractères fondamentaux du capitalisme.

4° Les formes juridiques et politiques présentes dans les pays du secteur précapitaliste ont leur cause et leur origine dans le stade atteint localement par les formes économiques et sociales. A chacune d'entre elles (la vaste propriété rurale semi-féodale indienne, la propriété tribale de la terre en Afrique, etc.) correspondent des formes

sociales appropriées. Ces formes sociales représentent le stade de développement auquel étaient parvenus, à l'époque de la conquête coloniale, les pays qui, aujourd'hui, en conservent de larges survivances. Bien plus, dans de nombreux cas, l'implantation du régime colonial a signifié, outre la destruction de l'impulsion évolutive, le retour en arrière, à des formes dépassées de l'existence de l'espèce humaine (esclavage).

Le colonialisme a entraîné une interruption brutale et violente du développement social des pays assujettis, ainsi que le démontrent les événements de l'histoire des pays d'Asie et d'Afrique, dans lesquels le stade de la barbarie apparaissait comme dépassé plusieurs siècles avant la conquête coloniale. L'évolution de l'État et de la société « frôlait », au moment de la conquête, le niveau atteint par les pays conquérants.

Il découle de tels faits que la présente évolution des pays coloniaux et ex-coloniaux doit être expliquée non seulement par les conséquences internationales de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi et surtout en tenant compte de l'évolution historique passée et de la longue tradition révolutionnaire que les peuples coloniaux alimentèrent inlassablement durant leur résistance à l'oppression coloniale, et continuent d'alimenter en luttant énergiquement contre l'impérialisme. La révolution anti-coloniale, comme du reste tous les grands bouleversements historiques, est déterminée par des causes d'ordre international et local, externe et interne.

5° La révolution nationale des peuples coloniaux est le complément de la révolution antiféodale, commencée il y a cinq siècles environ, c'est-à-dire à l'époque des grandes découvertes géographiques et de la formation du marché mondial qui en découla – événements d'une importance décisive, et qui mirent virtuellement fin au moléculisme féodal. L'énorme retard des pays coloniaux, qui avaient pourtant déjà éliminé de leur propre corps social, au moment de l'introduction du colonialisme, certains aspects particuliers des économies de type féodal et avaient ébauché des formes spécifiques au capitalisme (Chine, Inde, Perse, États du Soudan occidental, etc.), peut être attribué à la façon dont s'est développé la révolution antiféodale en Europe. Le retard des pays coloniaux est étroitement lié à la lutte que conduisit la bourgeoisie européenne contre le féodalisme, à l'époque du déclin du Moyen Âge.

L'histoire du colonialisme démontre amplement la thèse marxiste selon laquelle chaque progrès accompli par la bourgeoisie capitaliste sur la réaction féodale n'a été possible qu'au prix d'énormes souffrances des classes sociales inférieures. Le colonialisme a catalysé le développement, puis la victoire du capitalisme dans le sein de la société féodale. La conquête des terres d'outre-mer, rendue possible par la suprématie navale des États européens, ainsi que la saisie et la mise en esclavage de leurs forces productives, ont été un puissant instrument de l'accumulation capitaliste.

La bourgeoisie européenne, avant même d'exploiter la main-d'œuvre salariée, a trafiqué des esclaves et saccagé les nations d'outre-mer, de la même façon qu'elle expropria, sur le vieux continent, les communautés agraires héritées du Moyen Âge. Ce n'est pas autrement que la bourgeoisie européenne (qui fut seulement la première à opérer la transformation du mode de production social dans le sens capitaliste : des éléments d'une bourgeoisie

commerciale sont présents également dans les sociétés afro-asiatiques de la période coloniale), la bourgeoisie européenne donc, a réussi à accumuler des capitaux monétaires considérables, puis les a réinvestis dans les premières manufactures. Il serait antiscientifique de se mettre à imaginer dans quel sens se seraient développés les États de l'aire extra-européenne, au cas où ne serait pas intervenue la conquête coloniale. Mais il est certain que la révolution antiféodale en Europe, dont la bourgeoisie occidentale s'est attribuée tous les mérites, a été rendue possible, par un processus dialectique, du fait des conséquences décisives de l'assujettissement et du pillage des pays d'outre-mer. Il est plus que sûr que le développement rapide des principaux États d'Europe (Espagne, Portugal, Hollande, France, Angleterre) qui, les premiers, entreprirent des conquêtes coloniales, a été payé de l'immobilisation et de la décadence des pays colonisés, qui étaient presque toujours le siège de civilisations importantes.

Même en tenant compte de la dureté et des infamies de la domination bourgeoise, le marxisme reconnaît que la bourgeoisie capitaliste a rempli une fonction révolutionnaire. Mais cette étape de son développement est désormais close depuis longtemps. Le rôle de « force motrice » de l'histoire qui, pendant une période historique, a été dévolu à la bourgeoisie, a cessé avec la destruction du féodalisme en tant que forme économique et sociale dominante. Aujourd'hui le féodalisme ou, en général, les formes précapitalistes qui subsistent encore dans le monde, même si elles continuent de régner sur des zones étendues, sont un obstacle réactionnaire de loin mineur comparé au capitalisme. C'est le capitalisme impérialiste qui barre réellement la route aux forces révolutionnaires : lors de son écroulement, tout autre obstacle contre-révolutionnaire devra nécessairement s'effondrer à son tour. Il en résulte que la seule classe véritablement révolutionnaire, c'est-à-dire capable d'ouvrir une nouvelle ère historique, c'est le prolétariat.

La liquidation de l'aire précapitaliste, et donc des résidus féodaux qui se maintiennent dans les pays ex-coloniaux, ne redonnent pas pour autant le moindre rôle révolutionnaire à la bourgeoisie, qui demeure une classe réactionnaire et donc contre-révolutionnaire, en dépit de tout réformisme démagogique. Il n'est pas possible non plus de soustraire à ce critère d'appréciation générale les bourgeoisies qui continuent de naître dans les pays qui se sont récemment libérés du joug colonial.

6° Le déclin du colonialisme et la naissance des États indépendants afro-asiatiques ramène la discussion sur les rapports entre État national et capitalisme. Le mouvement doctrinal et politique du communisme a toujours eu des idées claires sur cette question. L'État national est la forme du pouvoir politique qui se concilie le mieux avec les intérêts de la classe bourgeoise. Pour le comprendre, il faut examiner sous l'angle historique la question des rapports entre État national et capitalisme. La revendication de l'État national, drapeau idéologique et programmatique des révolutions bourgeoises passées, a été imposée à la bourgeoisie par les conditions dans lesquelles se développait la lutte contre les ordres féodaux. La bourgeoisie mercantile et industrielle appuyait, sous les monarchies absolues, la formation de l'État unitaire ayant pour hase l'unité ethnique de la nation, en opposition au particularisme du pouvoir féodal qui se base sur

le fief seigneurial. Un État unitaire national est la forme du pouvoir qui favorise le mieux, et même la seule qui favorise vraiment la lutte de la bourgeoisie contre l'éparpillement politique féodal, obstacle à l'expropriation capitaliste et à la concentration des moyens de production. En conquérant l'État national, la bourgeoisie capitaliste parvient à mettre en déroute les ultimes résistances féodales. Mais ceci ne signifie nullement que le capitalisme économique se développe dans le cadre étroit de l'État national.

L'État national est l'arme politique de la révolution antiféodale et constitue, au terme du cycle historique bourgeois, la barricade contre-révolutionnaire qui s'oppose au prolétariat. Mais le marché national, à l'intérieur duquel le capitalisme fait ses premiers pas, est déterminant pour le développement du capitalisme à la condition qu'il soit solidement et largement lié au marché mondial. Ceci est valable pour l'histoire passée, pour ce qui se passe présentement, et tant que le capitalisme parviendra à se maintenir en vie. Faut-il en administrer des preuves ? Nous avons montré dans le paragraphe 5 comment, en substance, le capitalisme occidental est né avec les découvertes géographiques et la formation du marché mondial qu'elles ont provoquée.

Une nouvelle preuve nous est fournie par l'expérience historique de deux puissances, très différentes tant par leurs dimensions physiques que par les particularités de leur développement historique, la République de Venise et la Chine médiévale. L'une était parvenue à se placer sur la voie d'une large expansion politique et économique lorsque, à la suite des découvertes de routes interocéaniques, les États atlantiques d'Europe occidentale se sont lancés à la conquête de la suprématie maritime. La seconde avait déjà liquidé, à la même époque, une grande partie des formes féodales et avait introduit, spécialement dans le domaine du commerce, des formes typiques du capitalisme. Pourtant, l'une et l'autre de ces puissances ne purent continuer de se développer, et durent même à la longue abandonner des positions déjà conquises. Et tout cela parce que, pour différentes raisons, elles furent écartées du marché mondial.

Le capitalisme économique ne se forme donc pas dans la chûsse close de l'État national, qui sert uniquement à la conservation du pouvoir de la classe bourgeoise.

7° La question de savoir si, une fois libérés du colonialisme, les pays afro-asiatiques croupiront dans un immobilisme respectueux des formes économiques et sociales actuelles, ou bien réussiront à pousser vers l'avant la révolution antiféodale en déblayant la voie aux formes modernes de production – cette question doit être résolue en tenant compte tant des traditions historiques des diverses nations ou agrégats plurinationaux, que de leur évolution politique actuelle.

La domination mondiale des grands États impérialistes n'a pas empêché, dans le passé, que des pays arriérés se développent pour devenir, d'instruments passifs de la politique impérialiste qu'ils étaient, des concurrents sur le marché mondial. Au cours du siècle dernier, l'Angleterre et la France, puissances hégémoniques à l'échelle mondiale, ne purent empêcher la révolution économique de l'Allemagne arriérée. Dans notre siècle, en pleine phase impérialiste, l'Angleterre, la France, les États-Unis et la Russie ne purent empêcher qu'un pays asiatique encore

englué dans un semi-féodalisme, le Japon, ne devienne une grande puissance économique et militaire. Les profonds bouleversements politiques, les crises, les conflits militaires produits par les changements du rapport des forces sur le marché mondial, n'ont pu, en aucun cas, être évités.

La théorie révisionniste qui prétend que l'impérialisme tend à comprimer la production capitaliste est intégralement fautive. L'impérialisme, au contraire, est caractérisé par sa folie hyper-productive, continuellement alimentée par la nécessité de faire front au phénomène historique inéluctable de la baisse du taux de profit. La dilatation monstrueuse de branches entières de la production qui ne répondent à aucune véritable exigence sociale, la consommation forcée, ne s'expliquent pas autrement. Le volcanisme de la production comporte nécessairement une intensification inouïe de l'exploitation de la main d'œuvre et un durcissement inhumain de la peine physique résultant du travail. La réduction du volume des produits économiques, qui ne peut être obtenue que par la destruction radicale des branches de production factices engendrées par la pathologie capitaliste, sera l'objectif fondamental du socialisme qui, sur le terrain économique-productif, visera à réduire à son minimum la prestation forcée de travail humain.

L'expérience « anticolonialiste » des grandes puissances qui ne disposent pas d'empires coloniaux – les États-Unis et la Russie – s'insère bien dans ce cadre théorique. En fait, la rupture des barrières protectionnistes qui barricadaient les anciens Empires coloniaux des puissances européennes et l'apparition des États afro-asiatiques indépendants sur le marché mondial, délimitent les conditions indispensables à l'élargissement de la sphère économique et politique de ces États « anticolonialistes », dont l'économie est en expansion, tandis que les États colonialistes sont dans une phase de déclin irrémédiable. L'évolution économique des États afro-asiatiques, en l'absence de la révolution prolétarienne internationale, se trouve enfermée dans une des alternatives suivantes :

a) Une solution « nippo-germanique », c'est-à-dire comparable à la situation historique de pays qui, comme le Japon et l'Allemagne, partant d'un état d'extrême arriération, ont réussi à se donner une structure capitaliste moderne, tout en tombant continuellement dans des conditions de précarité économique et politique déterminées par le déséquilibre entre la capacité productive et la consommation.

b) Une situation « latino-américaine », comparable à celle des pays latins de l'Amérique, dans lesquels la structure capitaliste s'est développée d'une manière unilatérale, les condamnant à la sujétion économique vis-à-vis des puissances mondiales dominantes.

c) Une situation « russe », c'est-à-dire comparable à celle de la Russie staliniste qui, de pays semi-féodal, est parvenue – au travers d'une exploitation intensive du salariat – à atteindre le rang de grande puissance économique.

Naturellement, on ne doit pas exclure le cas où l'obtention de l'indépendance ne changerait rien aux conditions léguées par la domination colonialiste.

Le fait que telle ou telle de ces solutions se trouvera effectivement réalisée en un lieu donné ne dépend évidemment pas de facteurs subjectifs sur lesquels la volonté pourrait agir, mais d'un enchaînement de circons-

tances objectives, dont la force réelle de la tradition historique propre aux pays considérés n'est pas la moins importante. En fait, il est possible que l'évolution soit plus sûre et plus féconde là où la suppression de la domination coloniale ou para coloniale reconstruit l'assemblage des grands Empires plurinationaux qui, au moment de la conquête impérialiste, avaient déjà derrière eux une expérience séculaire. Des États comme la Chine et l'Inde, qui disposent d'un vaste territoire, de populations très nombreuses et de ressources naturelles importantes, jouissent de plus d'une longue tradition étatique que le colonialisme n'a pas réussi à annihiler. Il est clair, donc, qu'ils ne surgissent pas du néant. Sous de nombreux aspects, tant économiques que politiques, ils reprennent la voie interrompue par l'obstacle du colonialisme.

Dans tous les cas on ne peut nier que le déclin du colonialisme a ouvert une période d'instabilité qui devra se répercuter sur l'alignement des forces mondiales, aggravant les crises et les contradictions de l'impérialisme. Une fois de plus, les centres mondiaux de la contre-révolution se trouvent pris dans une insoluble contradiction entre l'intérêt suprême de la classe bourgeoise qui commande la conservation des structures existantes, et la nécessité inéluctable de participer à l'accroissement cancéreux de la production capitaliste, qui ne peut elle-même s'étendre sans déterminer de profonds déséquilibres du marché et, en conséquence, des conflits politiques et militaires.

8° La critique marxiste a fait justice depuis longtemps de la théorie de la conquête simultanée du pouvoir dans les divers pays. Le Parti communiste doit assumer le pouvoir partout où la lutte des classes se conclut par la défaite de la bourgeoisie et de ses agents opportunistes au sein de la classe ouvrière. Mais, comme le confirme l'involution stalinienne, il ne doit jamais perdre de vue qu'il est impossible d'introduire les formes complètes du socialisme tant que l'ennemi de classe n'a pas subi une défaite décisive à l'échelle mondiale.

Le socialisme ne se « construit » pas, ni dans un seul pays, ni dans un groupe de pays, comme le prétendent les faux communistes de Moscou, mais il commencera à surgir dans le monde dès que le prolétariat, organisé en classe dominante, aura étendu son pouvoir sur les principaux pays capitalistes de l'aire Europe-Amérique du Nord. Cela signifie que la révolution socialiste commence bien à l'échelle nationale, suivant le principe marxiste qui veut que le prolétariat combatte avant tout sa propre bourgeoisie, mais se conclut inévitablement à l'échelle internationale.

Malgré le reniement du faux communisme moscovite, il en découle l'exigence d'une organisation internationale de l'action communiste, identique à celle qui fut fondée pour la première fois par les communistes du *Manifeste* ou à la glorieuse Internationale communiste née de l'explosion révolutionnaire d'Octobre 1917.

Entre le camp de la révolution communiste et celui de la conservation capitaliste, toute « coexistence » est impossible. Comme le démontrent les féroces répressions que le capitalisme fit subir à la révolte prolétarienne et à la première et héroïque tentative d'instauration de l'État ouvrier que fut la Commune de Paris ; comme le prouve la sanguinaire contre-révolution stalinienne qui devait détruire la dictature prolétarienne issue de la Ré-

volution d'Octobre, entre le pouvoir révolutionnaire et les centres impérialistes rien ne peut exister d'autre que la guerre de classe, la lutte jusqu'au dernier souffle, le conflit sans trêve ni armistice.

Le mouvement révolutionnaire communiste repousse toute forme de pacifisme ou d'antimilitarisme petit-bourgeois, en affirmant non seulement l'exigence historique de l'État ouvrier, mais encore le principe de la guerre révolutionnaire portée éventuellement au-delà des limites politiques que le rapport des forces impose momentanément à la dictature du prolétariat.

9° Le socialisme restant le seul et l'irremplaçable objectif de la lutte internationale des communistes, il est clair que la réalisation complète du programme communiste est strictement liée au déroulement de la lutte des classes dans le monde, et en particulier dans les principaux pays capitalistes. Le communisme ne pourra réaliser intégralement son programme social que lorsque la contre-révolution bourgeoise aura été définitivement abattue, et que l'État ouvrier sera devenu la puissance mondiale dominante. Alors seulement, la dictature prolétarienne pourra entreprendre à fond la transformation révolutionnaire de la structure économique héritée du capitalisme et ouvrir la voie au processus historique proprement socialiste qui a comme point d'arrivée la liquidation de la division de la société en classe et la dissolution de l'État.

Entre la conquête du pouvoir, tout d'abord dans les centres les plus faibles du front de la classe bourgeoise, suivie immédiatement des premières « interventions despotiques » dans les rapports économiques, politiques et sociaux, et la victoire complète sur le capitalisme mondial, doit s'insérer, comme nous le montre la Révolution russe, la lutte armée entre le camp révolutionnaire et les États capitalistes. Ou la guerre des classes entre capitalisme et socialisme se conclura par la victoire du prolétariat, et le programme communiste pourra alors se réaliser intégralement ; ou bien la contre-révolution bourgeoise et l'opportunisme réussiront à battre le prolétariat – comme cela se produisit en Russie en 1926, le stalinisme agissant comme l'instrument objectif de la contre-révolution anticommuniste internationale – et dans ce cas même les mesures immédiates prises par la dictature prolétarienne lors de sa constitution seront contraintes de disparaître.

10° Le programme immédiat de la classe ouvrière concerne la conquête et la conservation du pouvoir. Contre toutes les écoles opportunistes, y compris celle des faux communistes moscovites, il faut insister sur le fait que la conquête du pouvoir par le prolétariat ne peut être obtenue au travers des voies légales offertes par les constitutions bourgeoises, mais seulement par l'assaut armé contre les structures étatiques qui exercent la dictature de la classe bourgeoise. Contre toutes les versions de l'Anarchisme, on doit rappeler que le prolétariat ne peut refuser de s'organiser à son tour en classe dominante, et qu'il accepte donc de se forger un appareil d'État pour l'utiliser contre l'ennemi de classe. Contre les hésitations des « Gauchistes » qui plient sous la pression du démocratism, nous devons réaffirmer énergiquement que l'agent qui assume l'exercice de la dictature prolétarienne sur la bourgeoisie détrônée ne peut être que le Parti communiste organisé à l'échelle internationale.

Il en découle que la conservation du pouvoir politique arraché des mains de la bourgeoisie et de ses valets opportunistes ne peut être assurée que par une forme dictatoriale qui exclut non seulement les forces politiques de la bourgeoisie, mais aussi les partis politiques nés de la dégénérescence opportuniste. Conquis par la force, le pouvoir doit être défendu et conservé par la force et, s'il le faut, par la terreur politique appliquée aux classes dépossédées. Mais tant que la dictature prolétarienne est en guerre contre les forces de la contre-révolution bourgeoise, la suppression économique et sociale – et non pas seulement politique – du capitalisme ne peut être réalisée intégralement. Les transformations post-révolutionnaires destinées à abolir le cloisonnement de la vie productive sur la base de l'entreprise, le mercantilisme, la division du travail, etc., de même que les formes juridiques qui régissent la production de l'espèce humaine sous le capitalisme, ne peuvent que suivre la victoire politique définitive sur le capitalisme.

11° Le passage du programme immédiat à la réalisation intégrale du programme communiste n'est pas lié seulement au déroulement de la guerre des classes qui, localement et internationalement, suit la conquête du pouvoir par le prolétariat. Il dépend également étroitement du niveau social atteint par les divers pays.

Dans les pays de capitalisme développé de l'Europe et de l'Amérique du Nord, dans lesquels le capitalisme a entièrement parcouru son cycle historique, le socialisme peut directement s'implanter sur la structure économique et sociale existante, dès qu'elle est passée sous le contrôle de la dictature prolétarienne. Les classes intermédiaires, qu'il n'est pas possible d'exproprier à coup de décrets, mais qui disparaîtront au fur et à mesure que seront éliminées les bases de la petite production, survivront nécessairement à la disparition de la grande bourgeoisie. Quant à celle-ci, il est possible de l'expulser dès la conquête du pouvoir, des leviers de commande de l'appareil productif industriel. Dès lors, la classe ouvrière, disposant d'un appareil industriel hautement concentré, est en mesure d'en utiliser toute la puissance pour concentrer les moyens de production éparpillés entre les mains des petits producteurs.

Dans les pays de capitalisme sous-développé, comme ceux de l'Amérique latine, dans lesquels il n'existe pratiquement pas d'industrie et où l'agriculture est basée sur d'antiques pratiques manuelles, l'élimination de la petite production constituera un problème plus difficile pour l'État ouvrier. En fait, la grande propriété capitaliste, telle qu'elle est pratiquée par les entreprises monopolisatrices énormes (dont le type est l'*United Fruit Company*) ou par les propriétaires fonciers détenant des domaines immenses (comme les *estancieros* argentins), si elle diminue la sphère d'application de la petite production moléculaire, ne comporte pas pour cela un degré très important de mécanisation de l'appareil technique. En conséquence, toute lutte visant à exproprier les grandes propriétés foncières porte en elle le germe du partage des grands domaines, qui est actuellement la solution réactionnaire des « progressistes » locaux, et contre laquelle l'État ouvrier ne pourra lutter que dans la mesure où il pourra résoudre les graves problèmes posés par l'absence d'une industrie.

Une autre question se pose, celle de savoir s'il conviendra de créer localement des noyaux industriels ou

bien de laisser subsister l'actuelle géographie économique intercontinentale, en supprimant naturellement le rapport mercantile qui, sous le capitalisme, réduit les pays de l'Amérique Latine à une réserve de chasse pour les monopoles industriels *yankee*. Quoiqu'il en soit, la transformation économique dans un sens socialiste impliquera de plus grands efforts et une lutte plus dure dans les pays sous-développés que dans ceux qui sont complètement évolués dans le sens capitaliste.

Dans les pays de l'aire précapitaliste, comme les colonies afro-asiatiques, les problèmes sont encore plus complexes. Ici, non seulement l'industrie moderne est absente – en négligeant quelques complexes qui, dans tous les cas, sont en rapport avec l'industrie de transformation des matières premières –, mais, de plus, les prémisses historiques de l'industrialisation font défaut. C'est aujourd'hui seulement que surgissent dans ces pays – et dans certains seulement – des mouvements innovateurs qui tendent à débarrasser les grandes masses humaines de structures rurales archaïques (le village indien, l'association tribale africaine, etc.) avec lesquelles tout progrès est impensable. Il faut pourtant affirmer énergiquement que le communisme marxiste se garde bien de se laisser influencer par la rhétorique sur le « progrès de la civilisation » : il découvre dans le mode de vie des soi-disant « primitifs » des traces profondes du premier communisme qui, certainement, opposerait aux transformations économiques du communisme moderne une résistance bien moindre que celle de certains monstrueux préjugés fomentés par l'idéologie actuellement dominante. Mais cet avantage ne pourra certes contrebalancer la difficulté fondamentale des pays précapitalistes, à savoir l'absence ou le faible poids social du prolétariat.

En laissant de côté la lutte pour la conquête du pouvoir et en supposant même que les résistances de la contre-révolution bourgeoise aient été vaincues à l'échelle internationale, il n'en reste pas moins que les transformations économiques post-révolutionnaires connaîtront des difficultés considérables. En conséquence, les périls de restauration contre-révolutionnaire seront bien plus grands dans les pays arriérés que dans les pays dont le capitalisme est parvenu à la phase ultime de son cycle historique. ●

(1) « Physionomie sociale des révolutions coloniales » : *Programme communiste*, n° 2, janvier-mars 1958 / « Les causes historiques du séparatisme arabe » - « La question coloniale : un premier bilan » : *Programme communiste*, n° 4, juillet-août-septembre 1958 / « La question algérienne : a) Les fastes de la colonisation française (R. Luxembourg) ; b) Compléments statistiques ; c) L'avant-garde et l'Algérie ; d) Le PCF et la question coloniale » : *Programme communiste*, n° 5, octobre-novembre-décembre 1958 / « Promotion de l'Afrique » - « Encore le PCF et la question coloniale » : *Programme communiste*, n° 6, janvier-février-mars 1959 / « Particularités de l'évolution historique chinoise » - « Aspects de la révolution africaine » - « Sidérurgie, pétrole et sous-développement » - « Le Congo belge entre dans le front anti-impérialiste » : *Programme communiste*, n° 7, avril-mai-juin 1959.

Le parti communiste français (PCF) et la question coloniale

(Programme communiste, n° 5, octobre-novembre-décembre 1958)

Que le PCF n'ait pas « aidé » sérieusement la « cause algérienne » c'est un fait bien connu aujourd'hui. Nous n'en voulons pour preuve que cette courte citation extraite d'un document publié par la Fédération de France du FLN (Front de libération nationale) algérien : « *Il est de notre devoir de préciser un certain nombre de points d'ordre historique et politique sur lesquels le PCF n'a pas eu jusqu'ici le comportement que lui commande le principe dont il se réclame : le soutien inconditionnel de la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme.* » Sans commentaires...

Aussi bien le but du présent article n'est pas de démontrer cette vérité mais de mettre en évidence l'optique petite-bourgeoise et réformiste que le PCF... n'a jamais dépassé dans cette question, que ce soit dans ses critiques sur les « excès de la répression » ou dans les solutions envisagées. Précisons en outre que ces dernières ont un caractère chimérique parce que fondées sur une conception idyllique des rapports entre États dans le mode capitaliste de production.

Disons tout de suite que cette attitude est en connexion directe avec la dégénérescence de la III^e Internationale Communiste et la conséquence logique de ses grands « tournants » qui sont autant d'abandons des vrais principes communistes et de trahisons des intérêts du prolétariat. La position actuelle du PCF qui en est l'aboutissement ne s'explique pas seulement par des impératifs tactiques du parti mais bien par la perte complète de toute aptitude à reconnaître les éléments des conflits sur leur plan de classe et leur inéluçabilité historique.

Dès 1926 s'amorce le grand tournant au sein de la III^e Internationale avec la théorie stalinienne du « Socialisme dans un seul pays ». De ce sujet développé dans notre revue sous le titre *La tactique du Komintern de 1926 à 1940* nous extrayons les courts passages suivants : « *L'asservissement du Komintern aux intérêts de l'État russe était désormais vérifié et les partis communistes des diverses nations, au lieu de se mouvoir vers l'objectif unique et réel de la lutte révolutionnaire contre leur capitalisme, furent manœuvrés comme des pions du jeu diplomatique engagé par la Russie avec les autres puissances et amenés, lorsque les circonstances le requéraient, aux compromissions les plus désastreuses avec les forces de l'opportunisme centrisme et de la bourgeoisie [...]. Évidemment ce tournant de l'État russe n'était possible qu'à deux conditions :*

1°/ *que les partis communistes cessent de représenter une menace pour le capitalisme ;*

2°/ *qu'à l'intérieur de la Russie le principe de l'économie capitaliste – l'exploitation des travailleurs – soit définitivement consacré (1).* »

En descendant le cours des ans depuis cette époque nous allons voir que l'évolution de la tactique du PCF

(ex SFIC [Section française de l'Internationale communiste]) sur la question coloniale est en tous points conforme à ces affirmations.

On lit dans les thèses complémentaires du II^e Congrès de l'Internationale (1920) (*Thèses de Bakou*) : « *La plus-value obtenue par l'exploitation des colonies est un des appuis du capitalisme moderne. Aussi longtemps que cette source de bénéfices ne sera pas supprimée, il sera difficile à la classe ouvrière de vaincre le capitalisme [...] l'impérialisme européen a réussi, dans ses propres pays, à faire des concessions toujours plus grandes à l'aristocratie ouvrière. Tout en cherchant à maintenir les conditions de vie des ouvriers dans les pays asservie à un niveau très bas, il ne recule devant aucun sacrifice et consent à sacrifier la plus-value dans ses propres pays, celle des colonies lui demeurant. La suppression par la révolution prolétarienne de la puissance coloniale de l'Europe renversera le capitalisme européen. La révolution prolétarienne et la révolution des colonies doivent concourir, dans une certaine mesure, à l'issue victorieuse de la lutte.* »

Le manifeste que lut Zinoviev, alors Président de l'Internationale Communiste, en conclusion des travaux, lançait ce cri de guerre : « *L'Internationale Communiste invite les peuples d'Orient à renverser par la force des armes les oppresseurs colonialistes ; dans ce but elle proclame contre eux la guerre sainte...* »

Cette proclamation vouait aussi bien la France que l'Angleterre et l'Amérique à la haine des communistes.

* * *

Lors de la guerre du Rif (mai 1925), un an avant le grand tournant stalinien, le parti fut mis pour la première fois à l'épreuve de la guerre coloniale. Sa position, conforme aux *Thèses de Bakou*, fut nettement révolutionnaire. Voici, à ce sujet, le mot d'ordre lancé par le Comité central le 17 mai 1925 aux ouvriers de France et des colonies : « *[...] soutenez et propagez partout les mots d'ordre du Parti communiste. Paix immédiate avec le Rif ! Fraternisation des soldats Français et Rifains. Reconnaissance de la république rifaine. Évacuation immédiate du Maroc.* »

De même, un « Comité d'action » dont le Comité central fut présidé par Maurice Thorez lança un appel (20 mai 1925) adressé « aux soldats et aux marins » : « *[...] Vous ne serez pas les valets de la Banque. Vous vous souviendrez que les bolcheviks russes, les glorieux marins de la Mer Noire, les soldats d'Odessa, les soldats espagnols du Rif ont su arrêter la guerre par la fraternisation. Fraternisez avec les Rifains. Arrêtez la guerre du Maroc.* »

Si nous comparons ce langage sans équivoque par-

ce que strictement classiste, au bla-bla-bla de nos stalinistes actuels (que nous verrons plus loin) nous pourrions mesurer le chemin parcouru par le PCF sur le terrain glissant, ô combien ! de la dégénérescence et de la décrépitude. Point n'était question en 1925 de « liens culturels », « d'intérêts supérieurs de la France », de « négociation avec la métropole », « d'indépendance au sein de l'Union française », et d'autres balivernes du même genre, mais tout simplement de « fraternisation des combattants », « d'évacuation des territoires occupés » et d'indépendance tout court. Quant à « l'intérêt bien compris » de la France, on laissait cela aux bons patriotes petits-bourgeois. Il est vrai que depuis nous avons connu le front unique avec la démocratie, le front populaire, l'antifascisme, le patriotisme de la résistance, le « retrouvez vos manches » de la libération, autant d'étapes qui jalonnent la route du PCF jusqu'à nos jours.

Reprenons donc cette route au cours des ans pour en arriver (1934-1935) à la naissance de « l'antifascisme » avec son corollaire, sur le plan politique, du « Front populaire ». C'est l'époque où l'Allemagne, dont les contrastes économiques sont exacerbées par les dispositions du traité de Versailles, réclame un repartage des colonies, imitée en cela par l'Italie.

La politique coloniale du PCF est alors orientée vers la défense de l'intégrité de l'empire colonial contre ce qu'il appelle les « menées du fascisme ». Pour le moins qu'on puisse en dire, voilà une bien curieuse position pour un parti « communiste » qui, ne réclamant plus l'indépendance vis-à-vis de la métropole pour les peuples coloniaux, leur conseille face à la « botte fasciste » d'opter pour le « coup de pied au cul » démocratique. Quant au contenu de cette creuse formule « fascisme ou démocratie » le lecteur nous dispensera de la développer à nouveau (2). Nous sommes loin du Comité d'action contre la guerre du Rif de 1925 et voici ce qu'écrivait Maurice Thorez en décembre 1937 : « *Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit aux camarades tunisiens qui nous ont approuvés, que le **droit au divorce** ne signifiait pas l'**obligation de divorcer**. Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer, par exemple, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini ou de Hitler, ou faire de l'Indochine une base d'opération pour le Japon militariste. Créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ?* ».

C'est l'époque du Front populaire qui consacre l'alliance du PCF avec les partis de « Gauche », et le subtil distinguo entre le « droit au divorce » et « l'obligation de divorcer » n'est qu'une figure de rhétorique dont le but est de faire accepter par les masses l'alignement de la politique du PCF avec celle des partis « frères » (SFIO [Section française de l'Internationale ouvrière] - Radical) dont le réformisme et le programme petit-bourgeois ne sont plus à démontrer.

Dans la pratique, l'abandon de la revendication du « droit au divorce » se traduit par le soutien d'un pro-

gramme de réformes, tel le projet Blum-Viollette, assorti de promesses sur une problématique égalité de droits entre Français et Musulmans. Leur abdication ne s'arrêta pas là, ils combattirent dans le mouvement nord-africain la tendance la plus radicale restée fidèle à l'indépendance, cessèrent de soutenir l'*Étoile nord-africaine* et contribuèrent même à faire exclure Messali Hadj du II^e Congrès musulman (1937).

Si nous nous reportons à notre affirmation du début au sujet de l'asservissement du Komintern aux intérêts de l'État Russe, et bien que dans ce cas on ne puisse pas dire que le PCF fut manœuvré par la Russie comme un « pion de son jeu diplomatique » sur l'échiquier international, la position de ce dernier illustre parfaitement le rôle de bon serviteur de la bourgeoisie française que ce « jeu diplomatique » devait nécessairement en faire.

La politique coloniale du PCF inaugurée avec le « Front populaire » durera jusqu'en 1945, année qui vit la défaite militaire des États « fascistes ».

Ce nouveau bond de 10 ans nous amène au lendemain de la libération, et nos « super-patriotes communistes » non content d'avoir entraîné le prolétariat dans la grande tuerie impérialiste de 1939-1945 s'attèlent à l'infâme besogne de reconstruction nationale. Le mot d'ordre était alors « travailler d'abord, revendiquer ensuite » et la compromission « Front populaire » fut dépassée par le « tripartisme » où l'on vit le PCF siéger au gouvernement. Dans une telle ambiance et avec de tels objectifs il est bien évident que l'indépendance des colonies était moins que jamais à l'ordre du jour ; Maurice Thorez ne nous laisse aucun doute là-dessus, après avoir rappelé que le « droit au divorce » ne signifiait pas « l'obligation de divorcer », il proclamait tout bonnement (juin 1945) : « *Nous n'avons jamais cessé de montrer que, par exemple, l'intérêt des populations de l'Afrique du Nord était dans leur union avec le peuple de France. Les Nord-africains dont beaucoup sont morts depuis la Tunisie jusqu'aux champs de bataille de l'Allemagne pour la libération de la France, l'ont admirablement compris* ». On ne peut être plus explicite !

Malheureusement pour nos stalinistes, l'histoire n'a que faire des beaux discours, même s'ils émanent de Maurice Thorez : elle poursuit sa marche inexorable. Ils ont sans doute oublié que : « [...] *Si les hommes font leur histoire, ce n'est nullement afin de suivre une voie de progrès tracée d'avance, ni parce qu'ils doivent se soumettre aux lois d'on ne sait quelle évolution abstraite. Les hommes font leur histoire en cherchant à satisfaire leurs besoins* [...] » (3). Oubliée aussi, cette phrase de Marx : « *Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité, c'est au contraire la réalité sociale qui détermine leur conscience* » (4). Lamentable parti « communiste » qui, ayant perdu de vue toute conception matérialiste de l'histoire va se montrer incapable de situer sur leur plan de classe les conflits coloniaux et se livrer à toutes sortes de contorsions oratoires afin d'adapter ses mots d'ordre à chaque situation nouvelle. Qu'il soit passé maître dans l'art des pirouettes et des volte-face cela ne fait aucun doute, mais le prolétariat aura payé cher pour le savoir.

Lorsqu'éclatèrent les émeutes de Constantine (mai 1945) dues à la misère dans les campagnes d'Afrique du Nord, le PCF ne trouva rien de mieux que de ressortir le

cliché, par trop usé pourtant, de « l'antifascisme » et de mettre ces événements sur le compte de provocateurs « hitlériens » et des « trusts sans patrie ». Partant de là, les mesures à prendre étaient évidemment fort simples : donner à manger aux populations musulmanes, mettre hors d'état de nuire les tueurs hitlériens, relever de leurs postes les hauts fonctionnaires participant à ce complot, cesser toutes répressions, car... « *toute autre mesure ne pourrait que dresser les populations qui espèrent en la France et faire aboutir les menées, séparatistes des quelques hitlériens à la Abbo Serda Borgeaud et autres fascistes algériens* (5) ».

Or, quelques mois auparavant, la Conférence des trois (partis communistes d'Afrique du Nord (26 février 1945), si elle dénonçait la famine dans les campagnes nord-africaines en la mettant également sur le compte d'éléments fascistes, c'était surtout pour mettre en garde les populations musulmanes contre la répression qu'auraient **justifiée** [*sic*] les mouvements de colère suscitée par le sabotage des « hitlériens » et des « trusts sans patrie ». Elle affirmait : « *Il est clair que l'intérêt de l'Algérie n'est pas de demander le divorce avec une France démocratique qui se forge dans la lutte contre les trusts sans patrie* ».

En ce qui concerne plus particulièrement le Parti communiste algérien (PCA) une telle position devait immanquablement le couper du mouvement nationaliste algérien. C'est ce que constate A. Marty qui, après avoir souligné le brillant succès obtenu par le PCA après le vote de l'amnistie (1^{er} mars 1946), est obligé de convenir que « [...] *ayant reculé sur sa ligne en estompant sa position nationale, comme le constate le Comité Central des 20 et 21 juillet, il apparut comme un parti non algérien* (souligné dans le texte) *et ses suffrages tombèrent de 135 000 à 53 000 au profit des Amis du Manifeste. Les résultats du 2 juin ont donc révélé l'ampleur du courant national algérien* (6) ».

Pour le PCF, il fallait évidemment faire cadrer cette réalité avec son « interprétation » et du même coup la misère en Afrique du Nord n'était plus le fait de provocateurs nazis mais « [...] *la cause essentielle de la misère et de la famine réside en ce que l'Algérie est encore traitée en colonie* (7) ».

A nouvelle interprétation, nouvelles mesures ! Voici donc ce que propose le PCF pour « abolir » le colonialisme : « *Abolir les méthodes colonialistes. Éliminer la malfaisance des trusts. Nationaliser les banques d'émission coloniales [Indochine]. Nationaliser les industries clés. L'union des forces vraiment démocratiques de la métropole [...] aux forces progressives des territoires encore assujettis* ».

Abolir des **méthodes** ! Éliminer une **malfaisance** ! Quel charabia ! Comme si l'impérialisme était simplement le fait de méthodes plus ou moins malfaisantes. Quant aux nationalisations il reste encore à démontrer que l'État français, sous le contrôle duquel seraient passées les banques et les industries clés, n'était pas un État bourgeois ...malgré le « tripartisme » ! De même, sans doute, que par la grâce de ce « tripartisme » la France avait cessé d'être un État impérialiste pour permettre à nos stalinistes d'affirmer : « [...] *toute tentative de sortir de l'Union française ne pourrait qu'amener, avec une pseudo-indépendance, le renforcement*

de l'impérialisme (8) ».

Nous nous abstenons de tout commentaires sur l'union des **forces vraiment démocratiques** avec les **forces progressives** entièrement vide de sens, pour constater simplement que toutes ces bouffonneries seraient du plus haut comique si elles n'avaient pour résultat d'escamoter aux yeux du prolétariat français le fait économique et social de l'exploitation impérialiste en limitant le colonialisme à l'action des trusts et à ses méthodes... « malfaisantes ».

Afin de mieux comprendre la « stratégie coloniale » du PCF, nous pensons qu'il ne sera pas inutile d'ouvrir ici une parenthèse sur l'Indochine.

En Extrême Orient, il ne s'agit plus d'une simple révolte coloniale, mais bel et bien d'une guerre qui va secouer brutalement l'Empire colonial français sur son déclin.

Quelle était la position du PCF au début de la lutte du Viêt Nam ? Laissons à J. Duclos le soin de nous le préciser lui-même (février 1947) : « [...] *les ministres communistes en ne rompant pas la solidarité ministérielle ont montré à quel point le PCF a le souci des intérêts du pays et un sens aigu de ses responsabilités. Espérons que sur le problème du Viêt Nam lui-même on comprendra en haut lieu qu'il est temps d'ouvrir la voie aux négociations en vue de rétablir au plus vite de fraternels rapports avec le peuple vietnamien que nous voulons voir étroitement uni au peuple français dans le cadre de l'Union française.* (9) »

Comme l'on voit, nous sommes, tout comme pour l'Algérie, bien loin encore de l'indépendance, et s'il n'est plus question ici de « provocations fascistes » c'est uniquement du fait de l'appui Russe et Chinois au Viêt Minh.

Dans les années qui suivirent, la lutte en s'intensifiant vit croître l'antagonisme Russo-américain en Extrême-Orient, et, si sur le plan international les accords de Yalta et de Postdam s'estompaient de plus en plus devant la rivalité des deux grands impérialismes mondiaux, sur le plan intérieur nous assistions à la fin du « tripartisme ». Revenu dans l'opposition, le PCF pouvait plus facilement se livrer, au sujet de la « sale guerre », à une agitation aussi stérile que démagogique ayant surtout pour but de reconquérir la confiance des masses que son passage au gouvernement avait quelque peu émoussée. Ils découvrent enfin le réveil national en Asie, mais n'en sont pas moins pour la négociation, au nom de l'intérêt national... toujours !

Lorsqu'après la défaite de Diên Biên Phu, les négociations pour un cessez-le-feu s'ouvrirent à Genève, les stalinistes présentèrent cet événement comme un succès de leur campagne contre la « sale guerre ».

Si certains ont pu se laisser abuser et croire que l'agitation autour de cette « paix » pouvait constituer un succès de classe, la déclaration du groupe communiste au moment de l'investiture du gouvernement Mendès France vint en effet tout à propos pour rappeler au contraire que ce parti, qui ose encore se réclamer du marxisme et de la révolution, est bien dans la lignée des « conciliateurs » et parfaitement décidé à sacrifier à la « paix capitaliste » la révolte des peuples de couleur en Asie, tout comme il lui a déjà sacrifié la lutte ouvrière dans la métropole. En soutenant le nouveau gouvernement parce que celui-ci avait promis

d'« œuvrer à la paix en Indochine », les stalinistes lui ont donné un appui bien plus considérable que les quelques cent voix qu'ils apportèrent à une majorité déjà acquise. Ils lui ont fourni la meilleure des garanties de tranquillité sociale, de **paix sociale**, et lui ont ainsi laissé les mains libres pour traiter en Indochine et sauver ce qu'il était encore possible de sauver de la débâcle du colonialisme français. En effet, voyons dans quel sens le gouvernement entendait traiter, et à quelle « paix » ces « communistes » ont souscrit : « *La France n'a pas à accepter et n'acceptera pas des conditions de règlement qui seraient incompatibles avec ses intérêts les plus vitaux. La France restera présente en Extrême-Orient* » déclara Mendès France. C'était là une pétition de principe qui n'était certes pas faite pour déconcerter nos « nationaux-communistes » qui en ont vu bien d'autres depuis qu'ils sont devenus les champions de la production nationale et les « super-patriotes » que l'on sait. Mais le malheur pour eux c'est qu'elle démasquait leur adhésion à un plan qui n'avait pas d'autre objectif que de stopper cette « émancipation des peuples » qu'ils évoquent à tout propos.

On voit bien par-là quel rôle déterminant joue ce mouvement international de conservation sociale qui a pour centre Moscou. Tandis que « l'allié » russe du Viêt Minh s'est attaché à plier ce dernier au jeu diplomatique et à la stratégie mondiale opportuniste du Kremlin, s'efforçant même de négocier la guerre d'Indochine contre une révision des alliances en Occident, sa succursale politique en France a œuvré de son côté pour faciliter la voie du compromis, par l'offre de son appui parlementaire et l'implicite proposition d'une « mise au pas » de l'agitation sociale, facile à faire cadrer d'ailleurs avec la propagande antérieure de « défense de la production » et de souci de « l'intérêt national ».

Comme il était à prévoir, la paix signée à Genève (1954) apporta au Viêt Nam une systématisation nationale bâtarde obtenue sur un plan de totale collaboration de classe. Non seulement le Viêt Minh n'a jamais lancé à l'égard de la France l'anathème révolutionnaire sur l'impérialisme, mais il a toujours prêché la « conciliation », la « sauvegarde des intérêts respectifs » ...comme en fait foi cette déclaration de Pham Van Dong, Chef de la délégation vietnamienne à Genève : « *Nous voulons établir avec la France des liens économiques avantageux pour les deux parties.* »

Le résultat fut, que le nouveau gouvernement n'obtint pas l'indépendance de toute l'Indochine mais seulement du Nord et du Centre alors qu'il contrôlait militairement, après Diên Biên Phu, d'importantes zones dans le sud. Le Sud Viêt Nam, resté isolé de la république vietnamienne a donné le spectacle de l'anarchie et de la décomposition de ses partis politiques, il n'est que la tête de pont américain sur la péninsule.

L'objectif de la révolution nationale en Indochine – la réunion des trois Ky (Tonkin, Annam, Cochinchine) – ne fut point obtenue, non pas à cause du succès incomplet de la lutte révolutionnaire, mais du fait de la diplomatie défaitiste imposée au Viêt Minh par ses alliés Russes et Chinois. Si nous voyons là une totale trahison des intérêts nationaux vietnamiens, ce ne sont certes pas les « clowns stalinistes » qui nous contrediront, car dès avril 1947 ils affirmaient par la plume de

J. Guillou : « *Détacher la Cochinchine du Viêt Nam, c'est d'une part exercer le chantage de la famine sur le reste du Viêt Nam car cette région est le grenier à riz de l'Indochine, c'est d'autre part, sauver les meilleures positions des trusts* (10). »

Cette parenthèse sur la question d'Indochine, en nous faisant parcourir quelques années, nous aura surtout éclairé sur le comportement du PCF face aux problèmes coloniaux.

En 1954, tandis que la paix est signée au Viêt Nam, se développe peu à peu la même crise en Afrique du Nord. Si pour le PCF les causes ne varient pas, « pensées de l'impérialisme américain », « comportement criminel de certains coloniaux », les « remèdes » proposés non plus : « *Reconnaître solennellement au peuple tunisien et au peuple marocain le droit de gérer leurs affaires [...] Entreprendre une discussion avec les représentants qualifiés du peuple marocain et du peuple tunisien...* (11). »

Même la timide revendication pour le Maroc et la Tunisie du « droit de gérer leurs affaires », ne change en rien son optique bourgeoise de la question et son rôle de « défenseur de l'Empire français » ; c'est ce qui ressort de ces quelques lignes empruntées à *L'Humanité* : « *Les manifestations de terrorisme colonialiste qui se déroulent au Maroc et en Tunisie constituent un facteur de désintégration de l'Union Française* (12). »

Par contre, on ne souffle pas un mot sur l'Algérie, comme toujours ; ce ne sera fait que sous la poussée des événements.

Ceux-ci ne se firent point attendre, dès le 1^{er} octobre 1954 la lutte nationale commença en Algérie par une série d'attentats, et un mois après, le 8 novembre 1954, le PCF publiait un communiqué dans lequel, après avoir reconnu « qu'un problème à caractère national » (bel euphémisme) se posait en Algérie, il était dit : « *Fidèle à l'enseignement de Lénine, le PCF qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et la défense de ses droits* (13). »

Non seulement c'était dénaturer le caractère national de la lutte menée par les Algériens, mais encore désavouer la lutte elle-même, la mettant (invariablement) sur le compte de provocateurs, les « **pires colonialistes** ».

Les mois passent, la guerre s'intensifie, mais le PCF restera sur cette position, l'assortissant de-ci de-là de revendications plus réformistes les unes que les autres :

- défense des intérêts matériels des travailleurs algériens (allocations familiales), etc... ;
- lutte (toute verbale) contre la répression et pour l'amnistie ;
- soutien des légitimes revendications à la liberté du peuple algérien (Liberté ?... à défaut d'indépendance !) ;
- **négociations** avec les **représentants autorisés**, etc., etc....

Nous en arrivons aux élections du 2 janvier 1956 où nous voyons le PCF faire campagne électorale aux côtés des SFIO et des Radicaux, pour la « paix en Afrique du Nord ». Quand on est en si bonne compagnie, il est indispensable d'avoir sur la question coloniale un

programme « national-patriote-bourgeois » : c'est exactement celui des stalinistes tel qu'il ressort de la déclaration publiée par le Bureau politique du PCF le 2 mars 1956 : « *Nous sommes pour l'existence et pour la permanence des liens politiques, économiques et culturels, particuliers entre la France et l'Algérie [...] il faut vouloir rétablir la paix en Algérie, il n'est pas d'autres moyens pour y parvenir, que de négocier d'abord avec ceux contre qui on se bat afin d'aboutir rapidement à un cessez-le-feu général dans les conditions librement débattues, à l'arrêt de la répression et à la libération de tous les emprisonnés. Cela permettrait l'ouverture de négociations locales entre le gouvernement français et les représentants de tous les courants du mouvement national, de toutes les couches sociales de la population algérienne sans distinction d'origine.* »

Ce programme ne renferme rien d'autre que les précédentes affirmations du PCF sur les « liens durables », la **négociation**, dont il est en outre bien précisé qu'elle doit d'abord avoir lieu entre combattants et ensuite avec les représentants... de « toutes les couches sociales sans distinction d'origine ».

Ces élections (véritable « victoire pour le prolétariat », comme on sait !) amenèrent la SFIO et Guy Mollet à la tête du gouvernement. Bien entendu, le premier souci de celui-ci fut d'intensifier les opérations de « pacification » et de réclamer à cette fin les **pleins pouvoirs**. Nos stalinistes, qui ont vraiment un sens aigu de leurs responsabilités, les accordèrent sans sourciller, et si pour eux la « solidarité parlementaire » n'est pas un vain mot, il fallait toutefois s'en justifier devant le mécontentement de la base : « *Le sens essentiel de ce vote, écrit Florimond Bonte dans France nouvelle, c'était de faire pencher la balance à gauche [...] Il était d'obtenir que les pleins pouvoirs soient utilisés, non pour accentuer une néfaste politique de force [...] mais pour aboutir dans les plus brefs délais par une négociation menée avec les représentants du peuple algérien à une paix solide assurant par des décisions librement consenties l'existence de liens politiques, économiques et culturels entre la France et l'Algérie, pour contraindre si besoin est les grands possédants d'Algérie à renoncer à leur scandaleux privilèges [...]* (14). »

Quelques mois après (le gouvernement de Guy Mollet ayant pourtant bien fait ses preuves en matière de « pacification »), sur le vote de la question de confiance, le PCF, devant la pression grandissante des militants, ne va pas jusqu'à voter pour le gouvernement, mais il s'abstient, afin, nous dit Maurice Thorez, « *de ne pas se couper des socialistes [...] nous devons donc éviter de dresser entre eux et nous la barrière d'un vote hostile* (15) ».

Il faut attendre le Congrès du Havre (juin 1956) pour entendre le PCF parler d'indépendance, « assortie de liens avec l'Union française » !, et comme toujours au nom de l'intérêt supérieur de la France. Qu'on en juge par ces quelques citations : « *Une Algérie indépendante offrirait un débouché plus important que l'Algérie appauvrie par l'exploitation coloniale [...] La politique du Parti communiste permet à un peuple ami d'accéder à la liberté et répond aux intérêts supérieurs de la France.* » « *Communistes et socialistes se prononceront pour la répudiation des rapports coloniaux et pour leur rem-*

placement par des rapports d'association conforme à la libre volonté des peuples (16). »

Et ceci au moment où la répression se déchaîne en Algérie comme dans la métropole. Dans la mesure où ces « rapports d'association » sont autre chose qu'une pure phraséologie quelle différence y a-t-il entre cette position et celles des bourgeois libéraux, voire de de Gaulle ?

Pratiquement, de telles positions devaient réduire à néant toute velléité de protestation de la part du prolétariat français en le liant à sa propre bourgeoisie.

Lors des incidents de Rouen (8 octobre 1957) où 600 « rappelés » refusèrent de quitter la caserne, non seulement le PCF se montra des plus discret, mais encore on vit un maire « communiste » (le maire de Petit-Quevilly) s'entretenir avec les soldats et les haranguer. Le fait que le « service d'ordre » ait autorisé un « communiste » à pénétrer dans la caserne nous éclaire suffisamment quant à la teneur de sa « harangue ». Résultat : malgré quelques incidents entre CRS et ouvriers alertés à la sortie des usines, à 2 heures du matin les soldats portaient en camions.

Un simple rapprochement entre ces événements et ceux qui se produisirent lors de la guerre du Maroc en 1925 sera bien plus éloquent que tout commentaire, pour mesurer le chemin parcouru depuis par ce triste parti « communiste » dégénéré.

En 1925 : « *Le principe de la grève générale est adopté par les congrès ouvriers. L'exécution est décidée pour le 12 octobre. Pendant dix mois, le gouvernement ne peut embarquer les soldats à Marseille et à Sète. La grève a comme mot d'ordre essentiel : la lutte contre la guerre du Maroc et de la Syrie [...] 900 000 ouvriers y participent, ce qui amène une violente répression : 1 371 condamnés militaires, 535 civils, tout le Bureau politique, la Direction de la CGTU [Confédération générale du travail unitaire 1922-1936]* (17). »

Même en ce qui concerne ses critiques sur les excès de la répression, le PCF les a toujours formulées sous la forme la plus platonique de l'humanisme petit-bourgeois. C'est ainsi que Jacques Duclos dans une intervention à l'Assemblée nationale après avoir mentionné quelques cas d'arrestations et d'exécution sommaires « s'indigne » de la besogne que l'on fait faire à l'armée française : « *telles sont quelques-unes des besognes auxquelles sont mêlés des jeunes français qui reviennent d'Algérie, avec au fond d'eux-mêmes une terrible « blessure morale », que seule la proclamation de la vérité « peut cicatriser »* (18) ». Évoquant ensuite sur le même thème le geste du général de Bollardièr (« *reflet du trouble qui s'empare des patriotes courageux* »), il déclare : « *Le général soulignait le danger qu'il y avait à perdre de vue ces valeurs morales qui seules ont fait jusqu'à maintenant la grandeur de notre civilisation et de notre armée (interruptions à droite, applaudissements à l'extrême gauche) !* (19). » Évidemment pour remédier à ce « triste état d'âme » quoi de mieux que de demander à Monsieur le Ministre de l'Algérie : « [...] la publication de l'ensemble des travaux de la **Commission parlementaire de sauvegarde des Libertés et des droits individuels** (20). »

Le malheur pour Jacques Duclos, c'est que six mois auparavant (le 20 mars 1957) son collègue Laurent Ca-

sanova ait déclaré devant cette même assemblée : « *Le rapport de la Commission parlementaire d'enquête à ce sujet (il parle des tortures) n'est convaincant pour personne, sauf pour le Figaro et le Gouvernement. D'abord la commission n'est pas unanime dans ses conclusions ; ensuite elle entoure son propre jugement de réticences et de précautions, telles qu'aucun observateur impartial ne pourrait s'y laisser prendre.* » Quel bel exemple de bouffonnerie **parlementaire** !

Après le bombardement du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef par l'aviation française, la crise algérienne prend un caractère plus aigu, mais devant les remous provoqués par cette action, le PCF s'en tient toujours à « *des propositions aux partis de gauche en vue de rechercher un compromis permettent d'aboutir à une solution pacifique du problème algérien* (21). » « *L'attitude de notre parti, précise Waldeck Rochet, consiste à ne poser aucune condition que ne puisse accepter les formations de gauche.* » ... Cette terrible nostalgie du « Front populaire » !

Cependant, les protestations et les prises de position commencent à réclamer une attitude plus efficace contre la guerre d'Algérie.

C'est ainsi que parmi les 1 800 délégués réunis à Pleyel le 30 août 1958 lors de la « Conférence pour la paix en Algérie » certains orateurs eurent une attitude plus radicale, s'inspirant, bien que timidement, d'un esprit de classe. Telle cette institutrice du Calvados faisant part à l'Assemblée d'une motion adoptée à l'unanimité par les instituteurs de son département et proposant « *une journée de grève dans toute la France avec pour objectif unique la paix en Algérie* ».

Mieux encore, la proposition faite par Barrat qui, ayant déclaré que « *pour faire cesser la guerre [...] démarches et délégations étaient nettement insuffisantes* », évoque devant la conférence de Pleyel la perspective d'une grève générale illimitée en cas de putsch ou de coup d'État des militaires. Il préconisait également la désobéissance civique (impression, diffusion des textes interdits, etc.).

Devant ces prises de position, pourtant limitées, l'intervention du PCF n'en apparaît que plus terne. Son porte-parole Léon Feix, se contente de développer toujours les mêmes thèmes, à savoir : « intérêt de la France », « liens » avec la métropole appelés ici « recherche des formes d'une coopération politique, économique et culturelle », action auprès des pouvoirs publics, messages au Président de la République, etc.

Après cela on comprend mieux que *L'Humanité* ait « omis » de mentionner l'intervention de Barrat, qu'elle ait tronqué celle des enseignants du Calvados, comme elle passa sous silence le fait que le délégué radical du Calvados rappelant « l'œuvre civilisatrice de la France en Algérie » fut hué lorsqu'il demanda le désaveu, parallèlement aux tortures, « des sévices et tortures exercés par l'ALN (Armée de libération nationale) ».

S'il n'y avait rien à attendre de cette assemblée hétéroclite, les quelques velléités qui s'y manifestèrent ne pouvant en aucun cas changer le cours des choses, elle aura tout au moins eu le mérite de mettre à nu la véritable position du PCF.

Avec les événements d'Alger (30 mars 1958) celui-ci se voit contraint de mener la campagne pour la paix non

plus seulement sur le terrain platonique de l'intérêt national, mais aussi sur celui de la structure et de la politique intérieure. Cela lui fournira l'occasion de mettre une fois de plus en évidence le contenu **parlementariste petit-bourgeois** de sa politique.

Devenu l'ardent défenseur de la république, il lance les plus pressants appels aux « partis de gauche » poussant la servilité jusqu'à les assurer solennellement de sa bonne foi (22) : « *Les communistes respecteront comme toujours le programme adopté en commun, et de son respect de la légalité* ». *Le Parti Communiste français réaffirme solennellement qu'il ne saurait y avoir dans la bataille engagée, d'autres buts pour la classe ouvrière que de défendre la légalité républicaine et de sauvegarder les institutions démocratiques constitutionnelles. Tout l'effort du Parti Communiste français, chacun de ses actes sont commandés par cet unique souci. Ceux qui lui prêtent d'autres intentions abusent les démocrates, divisent leurs rangs et affaiblissent la riposte républicaine* (23). »

Il est évident qu'aiguillée vers de tels « buts », ligotée par de tels mots d'ordre, la classe ouvrière, dont le PCF ose encore se réclamer, n'a pu jusqu'à présent entreprendre la moindre action de classe et qu'elle assiste aujourd'hui impuissante à l'extension du « terrorisme » dans la métropole, avec parallèlement, l'extension de la répression.

Devant l'ampleur accrue de la lutte, les stalinistes ne peuvent plus (comme en novembre 1954) condamner ouvertement les « actes individuels » des fellagas, mais, incapables d'une interprétation prolétarienne des événements, ils se dérobent lamentablement. « *Il serait inutile et même préjudiciable à la cause de la paix, de discuter sur le choix des méthodes et des moyens utilisés par les combattants algériens* (24). »

En fait de jésuitisme on ne fait pas mieux !

Il est vrai que ce « grand parti » champion de la paix en Algérie ne recule devant aucun obstacle... même celui du vote des pouvoirs spéciaux au MRP [Mouvement républicain populaire] Pierre Pflimlin, présenté comme un moyen d'y parvenir : « *[...] or de ce point de vue aussi (faire la paix), le vote de mardi ouvre des perspectives. Il est en effet absolument certain que l'isolement dans lequel sont tombés les «ultras» de Paris et d'Alger doit faciliter l'ouverture d'une négociation* (25). »

Inutile d'insister davantage, pensons-nous, sur l'imbécilité (il n'y a pas d'autre mot) d'une pareille tactique qui relève plutôt de l'art des « pirouettes oratoires » que d'une quelconque argumentation politique. En fait « d'isolement des ultras », peu de temps après, Pflimlin, nanti pourtant des pouvoirs spéciaux, démissionnait (ou plutôt abdiquait) en faveur de de Gaulle. Quant aux « négociations » la lecture de *Provence Nouvelle* nous apprend que leur objectif n'a pas changé depuis Pleyel : « *Il n'est pas trop tard encore pour sauvegarder les chances de la France, pour établir entre nos pays et les territoires d'Outre-mer (Algérie bien entendu comprise) des rapports d'association durables et réciproquement avantageux. Pour cela il convient que la France reconnaisse à tous ces pays leur droit d'indépendance et sur cette base engage avec eux des négociations d'égal à égal, pour déterminer les nouveaux rapports* (26). »

Enfin, ces temps-ci, la « bataille » pour le référen-

dum la dernière en date de ce très réformiste PCF, représente une double trahison du point de vue de la classe ouvrière :

1°/ Elle la mobilise sur des objectifs qui ne sont pas les siens (conservation de la République démocratique bourgeoise, au lieu de sa destruction par la violence).

2°/ Elle accrédite aux yeux du prolétariat la valeur de cet inutile bulletin de vote, alors que sa force réside essentiellement dans la masse qu'il représente et la place primordiale qu'il occupe dans la production capitaliste.

Mais nous savons que pour les stalinistes l'histoire peut changer de cours pour un « oui » ou pour un « non » !

* * *

Le fait essentiel qui ressort de ce long et fastidieux historique, c'est la dénaturation complète par le PCF du phénomène impérialiste avec toutes les conséquences politiques qui en découlent.

En effet, toute la politique staliniste sur l'Algérie a été de minimiser et d'aplanir les contrastes sociaux qui sont à la base des mouvements d'indépendance. Pour cela ils ont isolé le fait de l'oppression et de l'exploitation de son contexte économique et impérialiste, mettant seuls en cause les trusts et les gros colons. Dans son discours à l'Assemblée nationale du 20 mai 1957, Laurent Casanova exprime bien cette position lorsqu'il dit : « *Notre parti tient-compte de [...] la présence sur le sol d'Afrique d'une population algérienne d'origine française et européenne dont les intérêts n'ont rien à voir avec le colonialisme.* » Ce qui, entre parenthèses, est entièrement faux.

Or, il y a deux façons d'aborder le phénomène des révoltes nationales :

1°/ Une façon **petite-bourgeoise**, idéaliste, démocratique, humanitaire, etc., présentée comme le résultat de la progression des **idées modernes** de liberté, d'égalité, de justice.

2°/ **Comme l'expression des contrastes économiques sociaux**, liés à l'implantation des rapports mercantiles capitalistes dans les pays sous-développés ou colonisés (rôle révolutionnaire du capitalisme). Dans ce dernier cas on peut considérer deux sortes de contrastes inégalement développés et encore mal délimités : **entre impérialisme monopoliste** et facteurs économiques et sociaux nationaux, (encore que ces derniers aient longtemps collaboré avec l'impérialisme et ne l'ont affronté que contraints et forcés par la pression des éléments les plus défavorisés). **Entre classes « nationales » privilégiées** et prolétariat et sous prolétariat indigène (27).

Les stalinistes n'ont envisagé tout d'abord le problème colonial que sous son premier aspect : **petit bourgeois**, utopique (entente fraternelle des « peuples », liens culturels, etc.) et, lorsqu'il leur a fallu, sous l'effet de la brutalité des faits, prendre en considération les contrastes du phénomène, ils se sont **uniquement penchés** sur le contraste entre **l'impérialisme monopoliste** et facteurs économiques et sociaux nationaux (objectivement ou non justifié) et encore pour les étouffer sous des solutions de marchandage.

Ils ont fait de ce mouvement le résultat de la progression d'une « idée », donc acceptable par la « France de 1789 ». « *Telle est la position de notre part (proclame Casanova) car nous avons conscience d'être ainsi dans la tradition de Jaurès et de Guesde et dans celle du grand mouvement émancipateur qui débuta avec la Révolution française puisque c'est elle qui consacra l'idée de la nation dans la conscience des peuples* (28). »

En effet, pure tradition bourgeoise ! Ce n'est plus l'opportuniste qui parle, mais le petit bourgeois. Aussi, Casanova se réfère-t-il non pas à Lénine... mais à Jaurès qui disait « *que la France a de grandes choses à faire, qu'elle est la grande, la belle, l'impérissable nation* (29). » Mais Jaurès était un humanitaire et un socialiste « romantique », Casanova n'est qu'un flagorneur qui veut avoir l'air d'être solidaire des peuples exploités et s'adresse à la piraterie impérialiste en invoquant la « grande tradition française ». Cette flagorneurie n'est pas seulement bassesse devant les bourgeois, abandon de toute position de classe, mais encore source de confusion aux yeux des ouvriers instinctivement réticents à tout ce qui est « national », en valorisant le grandiloquent coté **jacobin bourgeois** des révolutions coloniales.

Pratiquement, ils ont été conduits à se proposer comme intermédiaires dans un compromis entre ces mouvements et l'État français faisant valoir une politique de type « coexistence pacifique », « ...recherche des formes d'une coopération politique et culturelle ». Ce qui, dans la mesure où c'est possible, représente une reconversion du colonialisme en impérialisme moderne à domination financière... historiquement rien moins que facile pour la France.

Pour faire accepter ce « plan », ils n'ont renoncé à aucune bassesse, spéculant sur toute velléité de lucre des capitalistes français. Le meilleur exemple nous en est donné par l'argumentation de Garaudy sur Suez dont voici quelques extraits : « [...] à Suez, en provoquant le départ de nos techniciens, vous créez les conditions d'un recul de notre industrie [...] La France était aussi le deuxième fournisseur de l'Égypte [...] toute mesure de force ou de boycott à l'égard de l'Égypte compromettrait irrémédiablement nos positions [...] nous sommes toujours prêts à seconder l'expansion pacifique de l'économie et de la civilisation française (30) ».

Devenue les apologistes de l'affairisme mercantile, ils n'ont pas hésité, non seulement à abandonner toute solidarité prolétarienne internationale, mais encore à abandonner les communistes des partis « frères ». C'est ainsi qu'à divers députés et à Guy Mollet qui lui demandaient pourquoi il applaudissait Nasser alors que ce dernier emprisonnait les communistes, Garaudy répondit : « [...] dans les relations internationales – et c'est une doctrine que je croyais être la vôtre du point de vue de la coexistence pacifique des peuples – les régimes intérieurs ne doivent pas être un élément de notre appréciation sur les actes extérieurs (31). »

Ainsi les stalinistes ont fait bien du chemin depuis la période où ils réclamaient la rupture des relations diplomatiques avec Franco « parce qu'il était un fasciste ». Se plaçant sur le même terrain que Guy Mollet, ils renient ouvertement toute solidarité internationale, non seulement de classe, mais de parti. « [...] C'est une doctri-

ne constante [...] de notre parti [...] d'admettre que, en vertu des **principes de la coexistence pacifique**, nous ne fassions pas intervenir nos **préférences subjectives** dans les relations internationales (32). »

La solidarité avec les communistes des autres pays relève... de « préférences subjectives ». Voilà qui se passe de commentaires ! Les communistes de Lénine eussent proclamé leur solidarité pour le mouvement révolutionnaire arabe, salué sa victoire sur l'impérialisme anglais et **impitoyablement dénoncé** Nasser qui brime ses travailleurs et n'est révolutionnaire et antiféodal... que pour l'extérieur.

Ainsi, nos « communistes » ont dénaturé le problème des révolutions nationales sur ses **deux plans primordiaux** :

1°/ DANS LE MOUVEMENT DU PAYS QUI SE RÉVOLTE, ils n'ont pas fait valoir la **solidarité internationale** avec les prolétaires du monde entier, mais les liens culturels, économiques, politiques (au nom des intérêts légitimes de la France) avec la nation oppresseuse. Dans cet ordre d'idées, ils ont préconisé toutes sortes de statuts intermédiaires comme autant de solutions « pratiques » du problème algérien. Or voici ce que disait Lénine à ce sujet : « *Dans la cause nationale, toute bourgeoisie veut, soit des privilèges, soit des avantages exceptionnels pour sa nation, c'est ce qu'on entend par « pratique ». Le prolétariat est contre tout privilège, tout exclusivisme. Exiger qu'il soit « pratique » c'est verser dans l'opportunisme* (33). »

Dans l'opportunisme, les stalinistes y sont tellement embourbés qu'ils n'ont jamais mis en avant le minimum de la revendication prolétarienne, à savoir : **le droit à la séparation et la formation de l'État national**. Si, sous la pression des événements, ils ont avancé le mot d'ordre d'indépendance, c'est après l'avoir émasculé de toute énergie révolutionnaire par le souci du maintien des bonnes relations, de liens durables, etc... Curieuse indépendance, en effet, que celle qui est assortie de « rapports d'association » ou de « coopération politique ». Lénine était bien plus clairement affirmatif sur cette question : « [...] *par libre disposition des nations on entend leur séparation en tant qu'État d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'États nationaux indépendants [...] dans le programme des marxistes, la « libre disposition des nations » ne peut avoir, du point de vue historico-politique d'autre signification que la libre disposition politique, l'indépendance en tant qu'État, la formation d'un État national* (34). »

Ici, une précision s'impose sur la délicate question de la position du prolétariat de la métropole, face à la bourgeoisie du pays qui se révolte, et c'est encore à Lénine que nous la demanderons : « *On nous dit, en soutenant le droit à la séparation, vous soutenez le nationalisme bourgeois des nations opprimées [...] Nous répondrons : Non, c'est à la bourgeoisie qu'il importe d'avoir ici une solution « pratique » tandis qu'aux ouvriers il importe de dégager en principe deux tendances. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, pour autant nous sommes toujours, en tout état de cause et plus résolument que tous les autres, pour, car nous sommes*

l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour son propre nationalisme bourgeois, nous sommes contre. Lutte contre les privilèges et les violences de la nation qui opprime, aucune tolérance pour la recherche de privilèges de la part de la nation opprimée (35). »

En somme, exactement le **contraire** de la position de R. Garaudy sur l'affaire de Suez !

2°/ DANS LA MÉTROPOLE, où la « revendication de la paix » a toujours été assortie des intérêts supérieurs de la nation et **jamais étayée par un argument de classe**. A ces stalinistes, défenseurs conséquents de l'« Union Française », Lénine a déjà répondu depuis longtemps : « *Le moindre appui accordé par le prolétariat d'une nation quelconque aux privilèges de « sa » bourgeoisie nationale provoquera inévitablement la défiance du prolétariat de l'autre nation, affaiblira la solidarité internationale des ouvriers* (36). »

Il est vrai que les stalinistes ont une façon toute particulière d'interpréter les écrits **authentiquement marxistes** afin de les invoquer à tout propos pour justifier leur politique... **authentiquement bourgeois**. C'est ainsi que Pierre Courtade écrit au sujet de l'alliance du PCF avec les « partis de gauche » pour la défense de la République : « [...] *il s'agit d'une application des principes de Marx sur l'alliance nécessaire jusqu'au bout de la classe ouvrière et des classes moyennes* (37). »

Il oublie volontairement que cette alliance n'est concevable que lorsque la bourgeoisie lutte pour détruire des rapports économiques et sociaux précapitalistes et que cette phrase a été **définitivement** close dès 1870 en Europe occidentale.

Nous nous contenterons d'opposer à ces tristes flageolants ces quelques lignes de Lénine : « [...] *La politique du prolétariat dans la question nationale (de même que dans les autres questions) ne soutient la bourgeoisie que dans une direction déterminée, mais ne coïncide jamais avec sa politique [...] La classe ouvrière soutient la bourgeoisie [...] afin d'assurer à la lutte de classe l'ambiance la plus favorable* (38). »

Lénine parlait de lutte de classe... on peut se demander si nos stalinistes d'aujourd'hui savent encore ce que cela veut dire, eux qui n'ont jamais mis en avant le moindre argument de classe dans leur démagogique « campagne » pour la paix. Il suffit de nous reporter à l'intervention de L. Feix à Pleyel face aux quelques interventions classistes qui s'y manifestèrent, de savoir que *L'Humanité* a passé ces dernières sous silence, pour en être convaincu, ou encore d'écouter Roger Garaudy : « [...] *Les 500 000 jeunes gens que vous utilisez à la guerre, manquent terriblement au travail en France* (39). »

Comment, en effet, interpréter ces paroles, sinon que pour les ouvriers, il n'y a d'autre alternative que d'être « chair à canon » ou « chair à profit »... pour le grand bien de la France, à moins que ce ne soit pour illustrer la parole du « grand maître Staline » : « *L'homme est le capital le plus précieux !* ».

Évidemment, ces « communistes » nouveau style ne pouvaient faire autrement que d'envelopper leurs « mots d'ordre » de la plus servile référence aux « valeurs bourgeoises » et à la patrie, citant par exemple le général de

Bollardière pour étayer leur argumentation... sur les « blessures morales » et la grandeur de l'armée.

En un mot, ils ont rompu totalement avec la « garantie » de Lénine dans la question nationale : **la lutte de classe dans la métropole.**

* * *

Le but de cet article était de mettre en lumière la position petite-bourgeoise, réformiste et opportuniste du PCF sur le problème colonial. A ce sujet, la lecture de la presse staliniste nous a grandement aidé dans notre tâche, car, non seulement elle nous a pleinement édifié sur le contenu essentiellement bourgeois de sa politique, mais elle nous permet en outre d'affirmer, qu'il ne s'agit pas là de faiblesse théorique, d'erreur de tactique ou de jeu diplomatique déterminé par la Russie, mais bel et bien de la **perte totale** de toute **vision historique** solide de classe, comme de toute **conviction** et de toute **flamme révolutionnaires**.

Arrivé à un tel degré de dégénérescence il ne peut y avoir pour le PCF d'autre issue que celle réservée à la bourgeoisie, et Pierre Courtade fait ici figure de prophète lorsqu'il préconise avec elle « *l'alliance jusqu'au bout...* ».

En effet, « jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'à l'éviction totale et définitive de tous ces « pantins » bourgeois de la scène politique, par le prolétariat.

Puissent quelques éléments avancés de la classe ouvrière comprendre que si cette éventualité n'est pas à l'ordre du jour, le PCF peut en revendiquer l'entière responsabilité.

Le résultat le plus concret de sa politique, est qu'il n'existe pas aujourd'hui sur la question coloniale (de même que sur les autres questions) de possibilité de remettre le prolétariat sur les positions abandonnées depuis si longtemps par les stalinistes, avant que l'ensemble du mouvement ne retrouve **son programme général de classe**, dont nous sommes certains de l'inéluçtabilité. ●

(1) « La tactique du Komintern de 1926 à 1940 », *Programme communiste*, n° 4, juillet-août-septembre 1958, pp. 41 et 51.

(2) Développé dans *Programme communiste*, n° 4, juillet-août-septembre 1958, sous le titre « L'enfant légitime de la démocratie » ; cf. également « Le capitalisme français au tournant » dans ce présent numéro, *Programme communiste*, n° 5, octobre-novembre-décembre 1958.

(3) G. Plekhanov *De la conception matérialiste de l'histoire*.

(4) K. Marx, préface à *Contribution à la critique de l'économie politique*.

(5) « Les Évènements d'Algérie », *Rouge-Midi*, 24 mai 1945.

(6) « La question algérienne », *Cahiers du Communisme*, n° 8, 1946.

(7) *Ibid.*

(8) *Cahiers du Communisme*, n° 10, octobre 1946.

(9) Cité par *Le Communiste*, mensuel de l'Opposition révolutionnaire du Parti communiste français, juin 1958.

(10) « A propos du Viêt Nam », J. Guillou, *Cahiers du Communisme*, mars-avril 1947.

(11) *L'Humanité* du 23 juillet 1954.

(12) *Ibid.*

(13) Souligné par nous.

(14) « Le sens d'un vote », F. Bonte, *France nouvelle*, 17 mars 1956.

(15) Maurice Thorez, réunion du groupe communiste, salle Colbert, Palais Bourbon, juin 1956.

(16) « Le XIV^e Congrès au seuil d'une grande époque », J. Freville, *L'Humanité-Dimanche*, 22 juillet 1956.

(17) *Cahiers du Communisme*, cité par *L'Étincelle*, n° 4, août 1957.

(18) Intervention de Jacques Duclos à l'Assemblée nationale le 25 septembre 1957.

(19) *Ibidem*

(20) *Ibid.*

(21) *Ibid.*

(22) « La question de l'alliance avec les communistes », P. Courtade, *L'Humanité-Dimanche*, 7 septembre 1958.

(23) *La Marseillaise*, 19 mai 1958.

(24) « Le non au référendum plébiscite garantie de la paix en Algérie », J. Espana, *La Provence Nouvelle*.

(25) *La Marseillaise*, 22 mai 1958.

(26) J. Espana, *Provence Nouvelle*, 7 septembre 1958.

(27) Pour l'évaluation de la portée et de la nature des révolutions coloniales, nous renvoyons le lecteur à deux articles parus dans cette revue : « Physionomie sociale des révolutions coloniales », *Programme communiste*, n° 2, janvier-février-mars 1958, et « La question coloniale : un premier bilan », *Programme communiste*, n° 4, juillet-août-septembre 1958.

(28) Intervention à l'Assemblée nationale de Laurent Casanova le 20 mai 1957.

(29) Discours de Jaurès le 6 Décembre 1906 à l'Assemblée nationale cité par Roger Garaudy à cette même assemblée le 16 octobre 1956.

(30) Intervention à l'Assemblée nationale de Roger Garaudy le 16 octobre 1956.

(31) *Ibid.*

(32) Roger Garaudy, intervention à l'Assemblée nationale du 16 octobre 1956. C'est nous qui soulignons.

(33) Lénine *Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, pp. 51-52.

(34) *Idem*, pp. 40 et 43

(35) *Idem*, p. 53.

(36) Lénine, *op. cit.*

(37) « La question de l'alliance avec les communistes », P. Courtade, *L'Humanité-Dimanche*, 7 septembre 1958.

(38) Lénine *Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*.

(39) Intervention à l'Assemblée nationale de Roger Garaudy le 16 octobre 1956.

Encore le PC et la question coloniale

(Programme communiste, n° 6, janvier-février-mars 1959)

MANOUILSKY – *Il y a un an, l'Internationale communiste a appelé les esclaves des colonies à la révolte contre leurs oppresseurs. La section du Parti communiste français de Sidi Bel Abbes, en Algérie, vota une résolution condamnant ces appels à des hommes d'une autre race, exploités par l'impérialisme français. Je demande aux camarades français dans quels documents, ils ont proclamé le droit de séparation des colonies.*

SELLIER – *Dans le programme du Parti.*

MANOUILSKY – *Il y a actuellement en France 800 000 indigènes. Je demande ce que vous avez fait pour les organiser, pour former parmi eux des cadres d'agitateurs révolutionnaires pour les colonies. L'armée française compte 250 000 noirs. Pensez-vous pouvoir faire la révolution sociale si demain les 250 000 sont contre vous de l'autre côté de la barricade ? Votre classe ouvrière pourra-t-elle gagner une seule grève, si la bourgeoisie dispose de réserves noires qu'elle peut lancer à tout moment contre elle ? Avez-vous fait une propagande antimilitariste parmi les soldats noirs ?*

[Sur les bancs français] – *Oui, Oui !*

MANOUILSKY – *Non, je n'ai connaissance d'aucun document sérieux. Je vais vous citer un fait qui est insignifiant mais qui est caractéristique. Pendant le Congrès de Lyon, l'Internationale communiste avait adressé un appel aux ouvriers français et aux peuples coloniaux. La rédaction de L'Humanité en le publiant, a intentionnellement supprimé les mots Aux peuples coloniaux. Peut-on, avec une telle mentalité faire une propagande énergique parmi les indigènes ? Je souhaite au Parti communiste français de retourner, tout au moins dans cette question, aux traditions jaoussistes. Bien des choses, dans la pratique et dans la théorie, nous séparent du défunt chef du Parti socialiste français. Mais sa voix s'élevait toujours résolument contre les aventures coloniales. Souvenez-vous de sa courageuse campagne contre l'aventure marocaine. Jaurès n'était pas pour la séparation des colonies, mais il savait attirer l'attention du pays sur la question coloniale. Je vais vous citer un fait plus récent. Aux dernières élections, sur sept candidats désignés dans les colonies, il n'y avait pas un seul indigène. Pourquoi n'avez-vous pu trouver comme candidats que des représentants de la race dominante ? » (1).*

Il ne semble pas que, par la suite, le Parti communiste français ait tenu compte des « réprimandes » de Manouïlsky. Loin d'essayer « d'attirer l'attention du pays sur la question coloniale » ; ils ont escamoté le problème (2). Une preuve de cela fut leur théorie de l'Algérie, nation en formation. Il concevait cette dernière « avec, comme éléments composants, non seulement les huit millions de Musulmans, mais aussi le million d'Européen, ou, plus exactement, d'Algériens d'origine euro-

péenne » (discours prononcé à l'Assemblée nationale le 11 octobre 1955, par Jacques Duclos, *Journal officiel*, pp. 5002 à 5010). Si vous voulez la même chose, mais « lyriquement » exprimée, il faut citer le discours de Thorez à Alger le 11 février 1939 :

« Nous, Communistes, nous ne connaissons pas les races, nous ne voulons connaître que les peuples. Où serait maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive, celle qui pourrait dire : « Cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres. Elle doit être mienne » ? Ne se trouve-t-il pas, parmi vous, les descendants de ces anciennes peuplades numides civilisées déjà au point d'avoir fait de leur terre le grenier de la Rome antique, les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Église catholique Saint-Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat (Exclamations et rires à droite et à l'extrême droite) ; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges ? Sont ici également, les fils des Arabes venus derrière l'étendard du prophète, les fils des Turcs, convertis à l'Islam, apparus par la suite en conquérants nouveaux, des Juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là se sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels se sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français. Il y a une nation algérienne qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races. » (Applaudissements de l'extrême gauche.) Cité par J. Duclos dans le discours mentionné plus haut.

Quel est le programme et l'action qui en résultent ?

« Voilà ce que j'ai vu, senti et dit là-bas (en Algérie), pour unir, unir toujours. Quiconque va là-bas pour diviser fait une vilaine besogne, un crime contre l'Algérie et la France, un crime contre le progrès, contre la démocratie, contre la paix. » (Article de M. Thorez dans *L'Humanité* du 18 février 1939, republié dans le même journal le 27 mars 1957).

Ceux qui « divisaient » c'étaient, par exemple, ceux qui demandaient l'indépendance de l'Algérie, sans se rendre compte qu'ils le faisaient au nom d'une minorité (arabe), sans s'apercevoir – pauvres écerclés – que l'Algérie n'était pas encore une Nation. Il fallait, au contraire, qu'ils attendent pour apprendre la bonne vieille sagesse française : « Laissez agir la faux du temps ». Ils ne comprenaient pas non plus – preuve de leur immaturité – qu'on ne lutte pas pour une Nation qui se forme, mais pour une Nation formée. C'est le grand enseignement du stalinisme (et de ses suites théoriques), c'est pour le même mot d'ordre de l'« Union » que les prolétaires communistes durent aussi défendre la France durant la dernière guerre ! Les devoirs de l'

« Union » vont jusque-là !

« Les Français (d'Algérie) se sont, plus que jamais avant, rapprochés des indigènes. Ils savent ce que signifie la mainmise de Mussolini sur les Baléares. Toute la nation algérienne a besoin de renforcer son unité. Et même la coupure redoutable entre l'Algérie et la France pousse à une modification profonde, à une économie plus développée. Des usines de transformation doivent s'élever. Il faudra une industrie aéronautique locale (curieux : de Constantine, dernièrement, nous sont parvenus des paroles analogues). Chacun s'en rend compte et j'en parlais notamment avec le Président de la Fédération radicale d'Alger. » (Article cité de M. Thorez).

Voilà donc pourquoi il faut s'unir à tout prix : pour lutter contre le fascisme ! L'Algérie est contre le fascisme : « Les masses indigènes savent ce qu'elles peuvent attendre du racisme. Laborieuses, elles savent ce que leur réserverait le régime fasciste », (article cité). Au nom de l'antifascisme, on justifie la domination démocratique de la France. En conséquence, sera fasciste, tout élément qui s'opposera à l'union. Fidèles à ce schéma, les communistes français condamneront les auteurs de la révolte algérienne de 1945 : « Il est assez significatif que les instruments de la grosse colonisation sont le MTLD et le PPA et ses chefs (3), tels Messali et les mouchards à sa solde qui, lorsque la France était sous la domination nazie, n'ont rien dit et rien fait et qui, maintenant, réclament l'indépendance. Ce qu'il faut, c'est châtier impitoyablement les organisateurs des troubles [...] ». (L'Humanité du 12 mai 1945, article de Léon Feix, cité dans *Inter-Afrique Presse*, supplément du n° 118-119 du 27 juin au 4 juillet 1957).

Il faut noter ici que la justification se fait au nom de l'intérêt de la France. Les communistes étaient, à l'époque, au gouvernement et ce fut leur ministre qui commanda le bombardement de la région de Sétif : Union oblige !

Pendant la période « fasciste » qui finit, d'après eux, en 1945, il fallait défendre l'Algérie – nation en formation – contre l'Italie et l'Allemagne. A peine ces ennemis eurent-ils disparus qu'un autre se leva, d'origine démocratique pourtant et plus dangereux que le premier : l'impérialisme américain.

« Il est clair, en effet que la mainmise américaine sur la Tunisie, sur le Maroc, et puis sur l'Algérie, ne serait nullement un élément de libération pour ces pays. Cette mainmise constituerait, une nouvelle entrave vers une véritable indépendance nationale. » (J. Duclos).

C'est bien clair, en effet. Seule la France peut permettre, en définitive, la formation de la nation algérienne. En dehors d'elle il n'y a pas de salut !

« Certains dirigeants nationalistes préconisent la fusion des trois pays au sein d'un Maghreb arabe ou musulman, lié à tous les pays arabes ou musulmans, depuis le Maroc jusqu'au Pakistan. C'est là une vieille idée de la ligue arabe, reprise et impulsée par les milieux bourgeois dirigeants du Caire et de Karachi. Voilà

longtemps que Lénine et Staline ont montré le caractère forcément réactionnaire des courants basés sur la race et la religion. Il est tout naturel que les Algériens, les Tunisiens, les Marocains éprouvent les uns pour les autres des sentiments fraternels. Il est également naturel qu'ils éprouvent une grande sympathie pour les peuples du Proche et du Moyen-Orient ; tant en raison de la communauté, de la religion et de la similitude de langue, que du soutien qu'ils ont reçu de ces peuples au cours de ces dernières années. Mais cela ne justifie pas une communauté politique contre laquelle jouent tant d'éléments historiques, géographiques, économiques et autres. Une autre voie est possible ou mieux, encore possible, pour les peuples d'Afrique du Nord « la voie de l'Union Française ». » (Article de Léon Feix dans les *Cahiers du Communisme*, 1956, cité par le document du FLN : « Le Parti communiste et la révolution algérienne ».)

La thèse ultra, actuelle, est la fille légitime de cette « théorie ». Ici on ne dit plus que l'indépendance de l'Algérie passe par la France, mais que l'Algérie est indépendante puisqu'elle est française.

L'Algérie semblait pourtant choisir une autre voie que celle prévue par les stalinistes pour aller au « nationalisme ». Le 1^{er} novembre 1954 éclatait « une émeute » qui ne s'est pas encore terminée. Ceci bouleversait toutes les constructions théoriques des dirigeants du PCF. Il leur fallut longtemps pour réagir. Puis, devant la ténacité de la révolte et son extension, il fallut bien admettre la « réalité de la nation algérienne ». Entre temps, ils avaient appris qu'il y avait des voies nationales au socialisme, qu'il est possible d'y arriver par la voie pacifique, parlementaire ; que pour cela il faut s'unir avec tout le monde, voter les pouvoirs spéciaux et la loi d'exception. Si les communistes n'ont pas pris le pouvoir à la suite de tout cela, ils ont sauvé, tout de même, la France du fascisme et l'Algérie avec elle. Ce n'est pas de leur faute, si les électeurs sont des ingrats et ne comprennent pas les subtilités théoriques, si, malgré leurs affirmations (verbales) de la nécessité de l'indépendance de l'Algérie, les députés de ce pays veulent l'intégration, si enfin la plupart des Français désirent la communauté (l'union des Thorez). Ils auraient tort de se plaindre. Ils ne récoltent que ce qu'ils ont semé : l'intérêt de la France bourgeoise et impérialiste ! ●

(1) Rapport de Manouïlsky à la XX^e séance du V^e Congrès de la III^e Internationale (1924). Compte rendu analytique, Librairie de l'Humanité, 1924, pp. 215-216.

(2) Voir à ce sujet : Le PCF et la question coloniale, *Programme communiste*, n° 5, octobre-novembre-décembre 1958.

(3) **MTLD** : Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques. **PPA** : Parti du Peuple Algérien.

La question coloniale : un premier bilan

(*Programme communiste, n° 4, juillet-août-septembre 1958*)

Notre travail d'interprétation des bouleversements en cours dans les ex-colonies vise le futur ; en effet, une interprétation rigoureusement marxiste de ces événements se transformera, dialectiquement, entre les mains du mouvement communiste révolutionnaire de demain, en une arme politique d'importance décisive pour les luttes que le prolétariat devra affronter dans ces régions. Dans l'espace géo-social libéré de la tutelle colonialiste, la révolution industrielle qui s'amorce aujourd'hui va créer de nouvelles forces sociales. Prévoir, avec une méthode scientifique, quelle influence exerceront ces forces sur le développement de la lutte finale entre le capitalisme et le prolétariat socialiste, signifie jeter les bases du programme révolutionnaire que la future Internationale devra se forger pour son action dans le secteur afro-asiatique.

Les groupes d'ouvriers révolutionnaires d'Occident sont toujours plus convaincus, malgré les falsifications démagogiques d'origines diverses, que la chute du colonialisme a ouvert, en Afrique et en Asie, une nouvelle ère qui, parce qu'elle tend à la formation d'États nationaux et à la transformation industrielle des économies locales sur la base du salariat, ne peut être considérée que dans le cadre de la révolution bourgeoise. Instinctivement, ils sont amenés à se poser cette question : le triomphe de la révolution anticolonialiste facilite-t-il la tâche future de la révolution prolétarienne en Asie et en Afrique ?

Pour répondre sérieusement à cette question il faut, au préalable, d'une part analyser les lois auxquelles est soumis le mouvement anticolonialiste en tant que révolution bourgeoise et rappeler, d'autre part, les bases fondamentales du processus de la révolution prolétarienne.

Dans la mesure même où elle se développera, la révolution industrielle afro-asiatique engendra obligatoirement, comme conséquence sociale de l'expansion du mode de production capitaliste, une société divisée en classes sociales antagonistes. Chacune d'elles observera nécessairement une attitude différente vis-à-vis du mouvement révolutionnaire communiste. Il est donc clair que la future Internationale disposera d'un potentiel révolutionnaire constitué par un nouveau prolétariat industriel qui, aujourd'hui, existe à peine – mais il est tout aussi évident qu'elle devra entrer en lutte contre un alignement de forces bourgeoises que la domination colonialiste empêchait jusqu'à présent de surgir ou de se développer et qui, aujourd'hui, se renforcent à l'intérieur des nouveaux États nationaux.

Sur le plan mondial, la révolution anticolonialiste est donc destinée à accroître, tout à la fois, les forces de la révolution prolétarienne et celles de la contre-révolution bourgeoise. Cette perspective est en parfait accord avec la conception de l'écroulement final du capitalisme que

nous défendons. Le capitalisme ne déclinera pas à la suite d'une paralysie progressive de la production, comme le prétendent les gradualistes de toutes les nuances, depuis les sociaux-démocrates vieux style jusqu'aux furieux « innovateurs » qui prêchent « l'émulation pacifique » entre capitalisme et socialisme. La société capitaliste atteindra des niveaux toujours plus élevés de capacité productive et d'efficacité politique de l'État, et elle ne sera détruite que par le heurt armé entre les classes qui la constituent, et ce heurt sera d'autant plus violent et généralisé qu'il tardera plus à se produire.

Il serait défaitiste de s'illusionner : la révolution anticolonialiste, qui introduit le capitalisme et la division en classe sur le modèle bourgeois, élargira énormément le théâtre de la lutte armée entre la bourgeoisie et le prolétariat ; elle prépare de nouvelles « troupes » pour la guerre des classes et, en définitive, la dureté et la violence de la lutte finale en seront accrues. De ce point de vue il est légitime de dire que la révolution afro-asiatique alourdira la tâche future de la révolution prolétarienne. Mais la révolution prolétarienne est un processus complexe que l'on peut, d'un point de vue théorique, diviser en différentes phases. Il faut donc savoir reconnaître les influences diverses que l'introduction du capitalisme dans les « pays de Bandoeng » exercera sur le développement de chacune de ces phases.

La révolution prolétarienne – comme du reste toutes celles qui l'ont précédée – traverse deux phases principales : la conquête du pouvoir par la classe opprimée et la suppression des rapports de production existants au moyen de réformes imposées dictatorialement par l'État issu de l'insurrection victorieuse. Naturellement dans l'histoire réelle, vivante, les deux phases sont indissolublement liées. Comme le montre l'expérience du mouvement communiste révolutionnaire, la démolition de l'appareil d'État bourgeois est organiquement liée à l'introduction forcée des réformes, post-insurrectionnelles. Entre les deux étapes existe, dans la réalité comme dans la théorie, un rapport de cause à effet.

Il peut arriver, toutefois, que les deux phases n'aient pas de continuité dans l'espace, comme il advint dans la Russie soviétique. Là, le prolétariat accomplit brillamment la première phase de son effort surhumain en conquérant le pouvoir et en détruisant l'État bourgeois. Mais il ne put s'atteler aux réformes post-insurrectionnelles, car l'objet même de sa politique de transformation économique et sociale – un capitalisme développé – faisait défaut à l'État ouvrier. On dut donc remettre cette tâche jusqu'à l'extension – attendue en vain – de la révolution à des pays au capitalisme développé, comme l'Allemagne par exemple sur laquelle se concentrèrent toutes les énergies de la III^e Internationale. La conquête du pouvoir en Allemagne aurait marqué le

début de la deuxième phase de la révolution communiste, de telle sorte que le communisme victorieux aurait pu faire tache d'huile, ou, si l'on peut dire, aurait pu être « exporté », **dans la Russie elle-même** et dans les autres pays arriérés de l'Europe danubienne. Mais, comme on le sait, la tentative de prendre le pouvoir en Allemagne échoua : la révolution russe resta mutilée d'une de ses parties vitales et succomba finalement à la contre-révolution capitaliste du stalinisme. La leçon de la défaite de la révolution communiste en Russie est bien évidente. La révolution communiste ne peut triompher que si le pouvoir révolutionnaire du prolétariat, victorieux dans sa lutte contre la classe dominante et dans la répression des tentatives de restauration, est en mesure de greffer la transformation révolutionnaire de l'économie dans un sens communiste sur la conquête politique du pouvoir. En d'autres termes, le prolétariat pourra plus facilement mener à terme sa révolution, précisément dans les pays où la lutte pour la conquête du pouvoir aura été plus dure, c'est-à-dire dans les pays au capitalisme développé. En fait, c'est seulement dans ces pays – Angleterre, France, Allemagne, États-Unis, etc... – que la concentration du capital industriel et la productivité du travail social atteignent ce niveau élevé qui constitue la « base » historique du socialisme. Mais c'est là aussi que la révolution industrielle bourgeoise a développé depuis longtemps une classe capitaliste accomplie qui a perfectionné au maximum l'appareil répressif de l'État, et que les ressources de la conservation sociale sont les plus vastes et les plus efficaces ; c'est donc là que la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir sera la plus dure et la plus difficile.

En généralisant, on pourrait dire que plus la lutte pour la conquête du pouvoir est difficile plus « facile » est la lutte pour la transformation post-insurrectionnelle de l'économie, et vice-versa. Naturellement, les concepts de « facile » et « difficile » ont ici une signification toute relative : en aucun cas la révolution prolétarienne ne sera assez « facile » pour que l'on puisse éviter la dépense d'efforts et de sacrifices immenses, pour que l'on puisse éviter que le sang ne coule.

Si la domination colonialiste s'était maintenue, la révolution communiste se serait trouvée, en Afrique et en Asie, devant une « situation russe », semblable à celle devant laquelle fut placée la dictature du prolétariat dans l'ex-Russie des Tsars ou plutôt plus arriérée encore. Ainsi, si un pouvoir communiste avait succédé à l'écroulement du colonialisme, il se serait trouvé dans l'impossibilité, comme en Russie précisément, de traduire en pratique les points fondamentaux du programme communiste qui ont trait à la suppression des rapports de production capitalistes. Nous aurions eu, toujours dans la même hypothèse, un nouveau cas de révolution communiste qui réussit à arracher le pouvoir aux classes dominantes mais ne peut se servir de ce pouvoir pour commencer la transformation de l'économie dans un sens communiste, et qui doit attendre, pour le faire, la victoire prolétarienne dans les États capitalistes plus évolués.

Là-dessus, une clarification s'impose. Pour éviter toute équivoque nous devons rappeler nos positions sur le caractère international du communisme. Les marxistes luttent pour la révolution et l'appuient partout où elle

éclate ; mais ils savent bien que la victoire **finale** du socialisme ne sera atteinte que lorsque la révolution aura triomphé dans le monde entier, ou au moins dans les États capitalistes les plus importants. Ce que nous voulons montrer ici, c'est que la révolution prolétarienne ne peut procéder expéditivement en greffant immédiatement la phase des transformations économiques sur la conquête du pouvoir politique que là où existe un capitalisme développé.

Les bouleversements actuellement en cours en Afrique et en Asie auront pour effet finalement de détruire cette « situation russe » à laquelle se serait heurté la révolution communiste à l'époque du colonialisme. Après le déclin du colonialisme et l'érection de nouveaux États modernes la conquête du pouvoir par le mouvement communiste deviendra plus difficile. En fait les nouveaux États indépendants pourront user d'un prestige et d'un ascendant politique – et donc d'une force matérielle – dont les bureaucraties coloniales ne disposaient pas. Mais ces États, pour se maintenir durablement, devront stimuler frénétiquement le processus d'industrialisation, c'est-à-dire démanteler les résidus du vieux régime semi féodal et introduire, puis élargir les formes de la production capitaliste. En d'autres termes, les ex-colonies constituent un « vide » entre le capitalisme et les conditions historiques qui précèdent le socialisme ; ce « vide », les nouveaux États nationaux seront contraints de le remplir. Lorsque ceci sera fait, la révolution communiste en Afrique et en Asie se trouvera en face d'une « situation européenne », d'une situation analogue à celle des pays où la transformation capitaliste de l'économie est un fait accompli.

À la question de savoir si les bouleversements anti-colonialistes favorisent ou entravent la tâche de la révolution communiste nous pouvons donc répondre ainsi ; la formation des États nationaux et le renforcement des bourgeoisies locales qui en découle et qui deviendra toujours plus évident au fur et à mesure que la sphère des rapports capitalistes se dilatera, auront pour effet de rendre plus dure et plus difficile la conquête du pouvoir comme c'est le cas pour les pays développés d'Europe et d'Amérique, la suppression des vieux rapports semi-féodaux et le développement des formes capitalistes jetteront les bases indispensables à l'introduction de la production socialiste et favoriseront donc la politique économique du futur État ouvrier.

Les adeptes des diverses écoles, y compris celle du faux communisme de Moscou, du socialisme réformiste pourront bien faire une moue de dégoût devant une semblable perspective qui promet de plus grandes difficultés et, naturellement, un plus lourd tribut de sang. Mais elle ne peut, impressionner les ouvriers révolutionnaires qui savent bien que le capitalisme ne cédera qu'à la violence exercée par le pouvoir dictatorial du prolétariat. Bien au contraire, ils y trouveront un motif d'enthousiasme car on peut prévoir avec certitude que les transformations économiques et sociales qui se produiront dans l'aire libérée du colonialisme permettront d'abrèger, à l'échelle mondiale, la seconde phase de la révolution communiste, celle de l'intervention chirurgicale dans l'économie en voie de putréfaction héritée du capitalisme.

Il est certainement trop tôt pour faire le bilan de l'

« actif » et du « passif » que la révolution afro-asiatique apportera à la future révolution communiste. En fait, il faudra examiner dans quelle mesure les contrastes impérialistes influenceront le mouvement d'industrialisation qui caractérise les nouveaux États indépendants. Quoi qu'il en soit, l'unification des aires Euro-américaine et Afro-asiatique sous le signe de la production capitaliste est désormais en marche. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les pays arriérés du groupe de Bandoeng se sont lancés sur la voie du capitalisme. Ceci, allège le programme révolutionnaire du communisme qui, dans l'avenir, ne devra plus prendre à sa charge l'énorme poids des « doubles révolutions », comme cela se produisit en Russie où le pouvoir prolétarien dut combattre sur le double front de l'anti-féodalisme et de l'anticapitalisme. Qui pourrait nier l'énorme importance de ce fait ?

Toutefois il est possible, dès aujourd'hui, de faire un premier bilan des résultats immédiats de la révolution anticolonialiste, en se plaçant du point de vue des intérêts de la révolution communiste à venir. Il s'agit de l'actif et du passif, non pas potentiels, mais actuels, dont les effets sont déjà sensibles ou ne tarderont pas à se manifester.

Commençons par le « passif ».

1. ABSENCE DE RUPTURE POLITIQUE ENTRE LE PROLÉTARIAT ET LA BOURGEOISIE

En Europe, à un moment critique de la révolution démocratique-bourgeoise, les forces prolétariennes révolutionnaires rompirent le « front unique » insurrectionnel qui s'était établi entre la bourgeoisie jacobine et les premières forces du prolétariat urbain, toutes deux ennemies de la réaction féodale. Cette rupture qui marquait l'ouverture de la période du communisme moderne, fut provoquée, dans la révolution française, par le mouvement de Gracchus Babeuf. La collision ne se produisit pas sur le terrain politique, car la bourgeoisie fut en mesure de prévenir et d'anéantir rapidement le mouvement communiste, avant qu'il ne puisse tenter une attaque armée contre l'État. Mais elle se produisit pleinement dans le domaine des principes. Le corps de théories et de critiques anti-bourgeoises formulé par Babeuf marqua la rupture entre la démocratie bourgeoise et le communisme prolétarien.

Le « babouvisme » est à la base de la tradition révolutionnaire du prolétariat, qui accepte la lutte armée aux côtés des forces bourgeoises contre l'ennemi commun féodal, mais, nie à la bourgeoisie le droit de s'emparer des fruits de la révolution. Le marxisme, qui donna leur véritable valeur, tout en les dépassant, dialectiquement, aux courants communistes, qui l'avaient précédé, accepta intégralement la conception « babouviste » de la participation du prolétariat à une révolution bourgeoise. La révolution d'octobre, qui reste comme l'exemple classique d'une révolution prolétarienne surgissant du tronc d'une révolution bourgeoise, celle de février, pour se retourner contre elle, n'est-elle pas une application réussie du principe de Babeuf ?

Les partis « communistes » inféodés à Moscou ont foulé aux pieds ce principe fondamental. Plongés dans

une révolution bourgeoise, ils n'ont pas travaillé à la rupture de l'alliance transitoire avec les partis révolutionnaires bourgeois, mais ils ont conçu et pratiqué cette alliance comme si elle était immuable et permanente ; face aux nouveaux États nationaux, ils n'ont pas appliqué la politique de Babeuf et de Lénine, mais celle des idéologues bourgeois qui conçoivent la révolution démocratique comme le dernier acte des guerres civiles de l'histoire, qui ouvrirait l'ère d'une compétition pacifique entre les classes.

Le parti « communiste », lorsqu'il ne s'est pas inséré dans les organes constitutionnels du nouvel État bourgeois – comme en Inde, où le PC a assumé par la voie parlementaire le gouvernement de l'État régional du Kerala ; ou comme en, Indonésie, où le président Sukarno a appelé le PC à faire partie d'un organe consultatif de l'État –, lorsqu'il n'est pas devenu lui-même la force prédominante d'un régime qui se prépare probablement à introduire les formes de la démocratie parlementaire et qui se réclame de principes interclassistes – comme en Chine –, le parti « communiste » passe, c'est vrai, à la lutte armée contre les régimes au pouvoir ; mais il n'exécute pas cette attaque sur le front de la guerre révolutionnaire. La rupture des russo-communistes avec les nouveaux États indépendants ou sur la voie de l'indépendance, comme c'est le cas des partisans « rouges » aux Philippines, ou en Malaisie, n'obéit pas à des raisons de classe, ne se place pas sur les positions de la révolution anticapitaliste, mais, au contraire, reproduit les motifs de la division impérialiste du monde.

2. L'OFFENSIVE DU RÉVISIONNISME ANTIMARXISTE

La révolution prolétarienne se croisera, dans les ex-colonies avec l'édification du capitalisme. A quel point en sera-t-elle arrivée ? Personne ne peut le dire, mais il est prévisible que, même dans le pire des cas, c'est-à-dire dans l'hypothèse d'un retard excessif de la révolution communiste, le processus capitaliste n'en sera pas arrivé à sa phase extrême, que l'on peut observer dans la dynamique du capitalisme euro-américain. En considérant le niveau de la technique actuelle, en tenant compte du rythme de la révolution industrielle en Russie, et surtout en supposant que la tendance à l'industrialisation dans les ex-colonies ne subira ni inversions, ni arrêts, on peut retenir que l'attaque prolétarienne frappera les capitalismes afro-asiatiques dans la phase moyenne de leur développement.

Ce fait a été mal compris, mais il demeure que les idéologies affichées par les « pays de Bandoeng » constituent les armes d'une nouvelle attaque révisionniste contre le marxisme, contre la théorie qui affirme que le socialisme n'est possible que si la dictature prolétarienne exerce sa propre domination sur le reste de la société. Il ne faut pas croire que les partis russo-communistes sont les seuls représentants du révisionnisme « asiatique ». Le révisionnisme, c'est-à-dire la tentative de démontrer que les « maux » du capitalisme peuvent être évités par des mesures politiques adéquates ou même que le socialisme peut être instauré par la méthode gradualiste des réformes démocratiques, constitue un front politique qui, à côté des « communistes », regroupe les

partis et les chefs qui tiennent à faire profession d'anti-marxisme.

Un aspect important de la révolution bourgeoise afro-asiatique réside dans le fait que les chefs des nouveaux États nationaux adoptent des concepts et un langage que l'on ne peut certes pas assimiler à ceux qu'utilisaient, en leur temps, les Cromwell et les Robespierre. Bien qu'étant les représentants de forces bourgeoises, les Nehru, les Sukarno ou les Nasser utilisent une phraséologie que le prolétariat révolutionnaire d'Europe a déjà vu fleurir sur la bouche des chefs du socialisme réformiste. Ceci n'est pas un hasard. La cause de ce phénomène est double : tout d'abord, l'époque dans laquelle ont éclaté les révolutions anticolonialistes ; ensuite, la formation intellectuelle des courants qui luttent contre l'impérialisme colonialiste. Parce qu'elles sont nées à l'époque impérialiste, c'est-à-dire à l'époque où la bourgeoisie internationale renie sa propre idéologie de classe et se sert des résultats auxquels sont parvenues les récentes écoles économiques, les révolutions bourgeoises afro-asiatiques ne pouvaient que s'inspirer des mêmes thèmes. D'autre part les conditions dans lesquelles ont dû lutter dans le passé les partis politiques anticolonialistes – conditions qui étaient déterminées par l'occupation coloniale – ont imposés une différenciation idéologique, dont le motif fondamental est précisément l'anti-impérialisme.

D'un point de vue pratique il en résulte que l'analyse critique du bagage idéologique des régimes afro-asiatiques ne peut déceler qu'un faible pourcentage d'ingrédients assimilables aux doctrines libérales et au libéralisme économique qui caractérisèrent la révolution bourgeoise en Europe. Par contre, figurent en bonne place les théories de l'économie planifiée, de la gestion étatique de la « propriété publique », que le socialisme réformiste européen conçut au siècle dernier, et qui ont maintenant droit de cité dans les cerveaux de tous les hommes d'État bourgeois. Parallèlement à ces idéologies, antilibérales, sont développés tous les thèmes chers à l'anti-impérialisme, à la coexistence pacifique des États, petits ou grands, au pacifisme démocratique. Mais ces principes idéologiques, répétons-le une fois encore, coïncident parfaitement, en substituant peut-être quelques termes, avec ceux qui constituaient le patrimoine doctrinal du socialisme réformiste européen.

La différence entre les vieux réformistes européens et les chefs des nouveaux régimes afro-asiatiques réside dans le fait que ces derniers fondent leurs affirmations de principe sur des données de fait, qui manquaient à nos réformistes. Les réformistes européens postulaient le progrès indéfini d'un capitalisme qui, au contraire, entrainait en pleine phase de sénescence et se dirigeait vers les terribles crises de convulsions de l'impérialisme. Les chefs afro-asiatiques ne sont pas dans l'erreur lorsqu'ils prophétisent un progrès social incessant, puisque les ex-colonies sont à la veille de la révolution industrielle.

Les régimes afro-asiatiques qui peuvent appuyer leurs idéologies révisionnistes pronostiquant le dépassement pacifique du capitalisme, ou même la possibilité d'« éviter » le stade capitaliste, sur un progrès économique et social réel seront donc en mesure de s'opposer énergiquement au travail du marxisme révolutionnaire lorsqu'il

tentera d'assumer le rôle de guide politique du prolétariat local. Il est prévisible que la transformation d'immenses agglomérats sociaux, au sein desquels sommeillent des formes de production vieilles de plusieurs siècles, sinon de millénaires, apportera un énorme prestige aux régimes qui s'en seront fait les champions et donnera une apparence de vérité aux idéologies qu'ils affichent. Ce ne serait pas la première fois que le mouvement révolutionnaire marxiste se trouve face à une révolution bourgeoise conduite dans les formes du capitalisme d'État et qui tente de se faire passer pour une révolution anticapitaliste. La Russie staliniste est là pour nous le rappeler.

Il est donc dès maintenant tout à fait clair que le marxisme devra repousser, dans le domaine théorique tout d'abord puis dans le domaine politique, le nouvel assaut révisionniste. La révolution bourgeoise devra inévitablement créer les forces, sociales qui, comme en Europe et dans le reste du monde, forment le mouvement antimarxiste. La lutte des marxistes devra supporter le poids négatif de l'absence de rupture entre la bourgeoisie et le prolétariat et de la trahison totale des partis russo-communistes qui se sont réduits à jouer le rôle de l'extrême gauche bourgeoise.

* * *

Passons maintenant à l'énumération des « bénéfiques » que le mouvement marxiste a retirée et retirera des révolutions afro-asiatiques. Il s'agit, naturellement, de confirmations apportées par les événements aux principes fondamentaux du marxisme, de phénomènes qui sont déjà bien clairs pour les marxistes aguerris, mais qui ont encore besoin, pour les autres, de nouvelles preuves ou vérifications, elles ne feront pas défaut, et ce sera notre tâche de les mettre en évidence.

1. LA QUESTION DE LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE

Chaque fois que l'histoire enregistre un changement profond, et que l'évidence de ce changement contraint les esprits à chercher les causes qui l'ont déterminé, la lutte entre les matérialistes et les idéalistes se rallume. Qu'est-ce qui a poussé à l'action les masses jusqu'alors inertes, en les arrachant à des habitudes de vie séculaires et en les poussant à détruire les vieux rapports sociaux ; l'éclosion, dans leurs consciences, de nouveaux idéaux ou de nouvelles religions, ou bien le bouleversement des conditions objectives de l'existence sociale ? Cette question est à la base de toute tentative d'explication des causes qui ont déterminé la révolution dans les colonies. Et bien, nous disons que le matérialisme marxiste a reçu une nouvelle confirmation de ce gigantesque bouleversement.

La révolution afro-asiatique a ridiculisé définitivement les théories que les intellectuels bourgeois s'étaient fabriquées pour « comprendre » les lois du développement des peuples coloniaux et pour arriver à la conclusion que leurs conditions historiques étaient immuables. Le faux matérialisme racial qui assignait à la race blanche le primat de la civilisation a été détruit en même temps que ces vieux préjugés idéalistes. L'idéalisme, qui postulait

un divorce irrémédiable entre la « civilisation » occidentale et le « primitivisme » asiatique et en découvrait les raisons dans des stades différents de la « conscience universelle », tout comme les superstitions pseudo-scientifiques des racistes qui voulaient en découvrir les raisons au moyen de mesures anthropométriques arbitraires, n'ont pas résisté à l'épreuve des faits.

La révolution afro-asiatique a confirmé l'exactitude scientifique du matérialisme dialectique pour deux raisons principales :

1) - les révolutions anticolonialistes ne se sont pas produites par suite de l'apparition dans les consciences de nouveaux idéaux ou religions, mais sous la poussée de facteurs historiques matériels qui devaient balayer le « vieux » colonialisme capitaliste ;

2) - les causes et les buts qui furent à l'origine des révolutions bourgeoises en occident ont produit des effets identiques en agissant dans la révolution anticolonialiste.

Les nouveaux États afro-asiatiques sont issus de la révolte anticoloniale. Le colonialisme étant un instrument d'exploitation et de domination nationale, les germes de révolte furent toujours actifs dans les colonies, comme le démontrent les expéditions punitives auxquelles les puissances coloniales étaient continuellement contraintes de recourir. Mais le succès de la révolte n'a été possible que lorsque les vieilles structures colonialistes ne purent plus « tenir » devant la poussée venue du bas. Plusieurs raisons d'ordre objectif rendent compte de ce phénomène. Essayons de les énumérer : la décadence des puissances colonialistes – Angleterre, France, Hollande, etc... qui furent incapables de maintenir cette suprématie navale qui leur avait permis de contrôler les océans, et donc d'occuper solidement les colonies ; l'invasion japonaise du continent asiatique qui, en chassant les puissances occidentales de leurs possessions traditionnelles – Indochine, Malaisie, Indonésie, Birmanie, archipels du Pacifique – devait mettre fin au mythe de l'invincibilité du maître blanc et exalter les forces du nationalisme asiatique ; la convergence des intérêts anticolonialistes des États-Unis et de la Russie.

Il n'est pas inutile de s'étendre un peu plus sur ce dernier point. Certains ne comprennent pas que les impérialismes rivaux de Washington et de Moscou ont grandement contribué à la chute du colonialisme « vieux style ». Pourtant, après l'aventure de Suez, en novembre 1956, où l'on vit les deux géants se coaliser contre l'axe Londres-Paris qui tentait de réintroduire le colonialisme en Égypte, il n'y a plus de raisons d'en douter. La vérité est que les puissances colonisatrices, déjà chassées de leurs possessions en Asie, n'auraient pu revenir en force que si elles avaient reçu l'appui de la puissance militaire des États-Unis. On sait qu'au contraire les Américains, partout où ils le purent, se pressèrent de reconnaître les gouvernements révolutionnaires qui surgirent aux colonies. Naturellement, ils le firent sous la poussée de leurs intérêts impérialistes. Le maintien des empires coloniaux, constituait une grave menace pour l'équilibre général du capitalisme. Des puissances désormais décadentes, ou qui étaient passées au second plan en tant que puissances productives, possédaient le contrôle d'immenses espaces géo-

sociaux et restaient incapables de satisfaire leur besoin d'industrialisation. Et vice-versa, des puissances de premier ordre, mais privées de colonies – comme les États-Unis et l'Allemagne – menaçaient de suffoquer dans l'espace réduit que le strict protectionnisme colonial laissait à la disposition de leur expansion commerciale. L'effondrement des empires coloniaux et la fondation de nouveaux États indépendants, affamés de progrès technique et de prestige militaire, ont corrigé ce périlleux déséquilibre. En ce sens, la révolution anticolonialiste a coïncidé avec les intérêts généraux de la conservation capitaliste.

Les événements afro-asiatiques se sont développés suivant les lois que le marxisme a découvertes en étudiant la dynamique des bouleversements révolutionnaires : à l'affaiblissement consécutif à des contradictions, internes, de l'appareil étatique de répression représenté par les bureaucraties coloniales, correspondit une explosion des forces sociales qu'il comprimait jusqu'alors. Mais la révolte des masses coloniales ne se serait pas élevée à la hauteur d'une révolution sociale si les prémisses matérielles de la suppression des vieux rapports sociaux n'avaient pas existé au sein de la société coloniale, c'est-à-dire si les « îlots » de capitalisme que les occupants coloniaux avaient été contraints d'« importer » n'avaient pas existé. Ceci a permis aux partis politiques anticolonialistes de formuler un programme révolutionnaire centré sur la constitution de l'État national, la suppression du féodalisme et l'expansion de l'industrie.

Si l'on considère que, dans de nombreux États de l'Occident, la révolution antiféodale s'accompagna de la lutte pour l'indépendance nationale, on doit convenir, que les causes mêmes qui furent à l'origine de la révolution bourgeoise européenne agissent dans la révolution anticoloniale. Les résultats seront-ils identiques ? Notre ferme déterminisme répond nettement oui. La révolution en cours « occidentalise » l'Orient ; elle liquidera le féodalisme, développera l'industrie capitaliste, transformera la société dans un sens bourgeois et, par là même, posera les prémisses de la lutte entre capitalisme et socialisme.

Tandis qu'en Chine s'ouvrent les premières fabriques de voitures et en Inde les premières usines sidérurgiques, l'idéalisme se replie derrière ses derniers retranchements : l'Afrique noire. Nos réactionnaires, qui s'emploient à réfuter la dialectique révolutionnaire sont en train de découvrir que là-bas « rien ne change ». Et pourtant la révolution a déjà dévoré une partie du continent. Ce n'est pas encore la révolution prolétarienne, mais elle confirme les principes du matérialisme marxiste.

2. LA QUESTION DE LA MISÈRE CROISSANTE

La misère sociale, pour le marxisme, correspond à la non possession des moyens de production et donc à la non disposition du produit. La différence entre les formes de production pré-bourgeoises et le capitalisme réside dans le fait que la communauté des travailleurs non-salariés de la société pré-bourgeoise reste sans défense devant les périls qui la menacent de l'extérieur (calamités naturelles), tandis qu'elle est relativement maîtresse d'elle-même en tant qu'elle possède les moyens de pro-

duction. Dans le capitalisme c'est le contraire qui se produit ; la masse des travailleurs est sans défense face aux catastrophes sociales – plus aveugles et destructives que les calamités naturelles – qui frappent sans pitié ceux qui ne possèdent pas ou ne contrôlent pas les moyens de production. Le prolétaire industriel qui ne peut disposer que de sa propre force de travail et qui est rigoureusement exclu de tout contrôle sur les moyens de production, se trouve dans ces conditions. Le producteur (non pas en tant qu'individu, mais en tant que classe) est séparé des moyens de production.

Tel est le sens de la révolution capitaliste. En lançant des plans pluriannuels de production, les régimes afro-asiatiques sont en train de démontrer qu'ils se placent sur la même voie. L'extension de l'industrialisation capitaliste accroîtra la misère sociale, au sens marxiste du terme. La disparition progressive des communautés de village pré-bourgeoises (en Inde on compte bien 700 000 villages) où subsistent des formes d'appropriation collective de la terre, la réduction de l'industrie domestique et de l'artisanat, la prolétarianisation de la plèbe des villes, accroîtront la multitude des « miséreux » en étendant à l'Asie la contradiction fondamentale du capitalisme : accumulation forcenée du capital à un pôle, augmentation des « sans réserves » de l'autre pôle. La classe dominante et ses valets intellectuels s'emploient à démentir par des « données de fait » la loi de l'accumulation du capital et de la misère croissante découverte par Marx, et à démontrer l'inexactitude de la prévision marxiste de la fin catastrophique de la société bourgeoise, qui se déduit de cette loi. C'est à cela que servent les divers trucs du « capitalisme démocratique » qui cède la propriété des entreprises aux ouvriers, de l'ouvrier-actionnaire, et des diverses formes de l'« assistance sociale ». Mais, tandis qu'en Europe on essaie de « kolkhozianiser » le prolétaire en lui concédant quelques miettes des biens sociaux, comme on le fait en Russie pour le lopin de terre et la vache qui sont concédés en jouissance personnelle au kolkhozien, dans d'autres zones de la planète la production de « sans réserves » s'accélère à un rythme stupéfiant.

3. LA QUESTION DE L'IMPÉRIALISME ET DE LA GUERRE

Lénine, dans son livre sur *L'Impérialisme*, polémique avec la fausse théorie élaborée par Kautsky pour couvrir son reniement des principes révolutionnaires et justifier ses concessions au socialisme gradualiste : la théorie de l'ultra-impérialisme.

Kautsky affirme : « *Du point de vue purement économique, il n'est pas impossible que le capitalisme traverse encore une phase nouvelle, où la politique des cartels serait étendue à la politique extérieure, la phase de l'ultra-impérialisme, c'est-à-dire de sur-impérialisme, de l'union et non de la lutte des impérialismes du monde entier, la phase de la cessation des guerres en régime capitaliste, la phase de « l'exploitation de l'univers en commun » par le capital financier uni à l'échelle internationale* ».

Lénine ajoute : « *Les propos de Kautsky absolument vides de contenu sur l'ultra-impérialisme ne font entre*

autres qu'encourager l'idée profondément erronée et portant l'eau au moulin de l'impérialisme, que la domination du capital financier affaiblit prétendument les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale, alors qu'en réalité elle les renforce ».

Dans le texte vient ensuite un tableau comparatif des données économiques relatives à diverses branches de la production (fonte, fer, broches dans l'industrie cotonnière) et aux voies de communications (flottes marchandes, chemins de fer) des cinq principales régions économiques dans lesquelles un économiste allemand divisait alors le monde, c'est-à-dire : l'Europe centrale, l'Angleterre, la Russie, l'Asie Orientale et l'Amérique. La diversité du degré de développement et les disproportions entre les régions considérées se manifestent avec évidence dans ce tableau. C'est ce que voulait Lénine, qui, s'exclame : « *Comparez à cette réalité, à la variété prodigieuse des conditions économiques et politiques, à la disproportion extrême dans la rapidité du développement des différents pays, etc. à la lutte acharnée que se livrent les États impérialistes – la petite fable bête de Kautsky sur l'ultra impérialisme « pacifique* ».

« *Les cartels internationaux, dans lesquels Kautsky voit l'embryon de l'« ultra-impérialisme », ne nous fournissent-ils pas l'exemple d'un partage et d'un repartage du monde, de la transition du partage pacifique au partage non pacifique, et inversement ?* »

La seconde guerre mondiale a confirmé avec éclat les thèses de Lénine sur l'impérialisme, et non pas celles, de Kautsky : au partage du monde sanctionné par la conférence de la paix en 1919, a succédé un « repartage du monde », qui s'est conclu par les accords de Yalta et le traité de Potsdam, où les nouveaux colosses impérialistes américain et russe s'assirent à la table des vainqueurs. Mais le cataclysme de la guerre a entraîné dans le tourbillon des empires coloniaux, développant l'industrialisation dans les pays coloniaux et les pays transocéaniques dans lesquels Lénine, lorsqu'il écrivait *L'Impérialisme*, trouvait déjà que le capitalisme se développait « avec la plus grande rapidité ». Nous avons déjà parlé de la tendance à l'unification, par le capitalisme, des modes de production existants actuellement à la surface de la planète, en considérant que les ex-colonies tendent à se mettre sur le même plan, du point de vue économique, que les autres États capitalistes. Mais il est bien clair qu'il ne s'agit que d'une « unification qualitative » : ce sont les **modes de production** que nous confrontons, et non les **capacités de production**. Le développement ultérieur du capitalisme dans les colonies n'effacera pas les déséquilibres et les disproportions marqués par les énormes différences quantitatives qui continueront à subsister entre les États capitalistes d'Europe et d'Amérique et les nouveaux États qui sont nés en Asie.

Une nouvelle forme de colonialisme – que l'on pourrait définir comme le « colonialisme télécommandé » – n'est-elle pas en train de se substituer au vieux colonialisme fondé sur l'occupation territoriale ? Le heurt entre les tendances expansionnistes des cartels internationaux qui se dissimulent derrière une façade anti-colonialiste, et le développement des mouvements indépendantistes afro-asiatiques constitue en fait une

source formidable de contradictions mondiales. La lutte sur trois fronts qui se déroule au Moyen-Orient entre les impérialismes rivaux d'Amérique et de Russie et le nationalisme arabe en est un exemple, qui est loin d'être unique.

Nous pouvons nous demander avec Lénine : « *Y a-t-il, sur le terrain du capitalisme, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, d'une part, et le partage des colonies et des « zones d'influence » par le capital financier, de l'autre ?* »

La révolution anticoloniale a mis au monde quelques grands États (importants par l'extension du territoire, la population et les ressources du sous-sol) et beaucoup de petits États. Les premiers devront lutter longtemps pour se soustraire aux tentacules de l'impérialisme, mais dans le même temps ils développeront dans leur propre

sein les germes de l'impérialisme, en mettant en avant la grande industrie (qui, inévitablement, devra se développer dans le cadre du monopole) et en développant la puissance du capital financier. Les seconds, au contraire, chercherons vainement à camoufler que malgré l'acquisition de l'indépendance politique, ils restent fondamentalement des colonies semblables en cela aux républiques du centre et du sud de l'Amérique. Enfin, pour remédier aux contradictions suscitées par l'inégalité de développement du capitalisme mondial, il n'y aura que la guerre ou la révolution.

Sur la question de l'impérialisme et de la guerre, donc, les événements afro-asiatiques n'apportent que des confirmations au marxisme. Nous terminerons là notre « bilan », qui n'a certes pas la prétention d'avoir épuisé le sujet, mais qui vise seulement à fournir du matériel pour une élaboration ultérieure plus complète de la question. ●

Invariance du marxisme

(Brochure «le prolétaire» n° 33;
format A5; 60 pages;
décembre 2009;
Prix: 2 € / 4 CHF)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Invariance du marxisme:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
 - Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
 - Le programme révolutionnaire immédiat

33

Dialogue avec les Morts (Le XXe Congrès du Parti Communiste Russe)

(Brochure n° 11, Editions Programme; «Textes du parti communiste international»; Juin 2023; format A4; 92 pages;
Prix : 8 € / 12 CHF)

Parti communiste international

(«le prolétaire», «programme communiste»)

DIALOGUE AVEC LES MORTS

Le XX^e Congrès du Parti Communiste Russe

Editions Programme
Textes du parti communiste international **11**

Le marxisme et la Chine (1) Particularités de l'évolution historique chinoise Le mouvement social en Chine

(Brochure n° 12, Editions Programme; «Textes du parti communiste international»; Octobre 2024; format A4; 84 pages; Prix : 8 € / 12 CHF)

Parti communiste international

(«le prolétaire», «programme communiste»)

Le marxisme et la Chine (1)

Particularités de l'évolution historique chinoise
Le mouvement social en Chine

Editions Programme
Textes du parti communiste international **12**

Physionomie sociale des révolutions anti-coloniales

(*Programme communiste, n° 2, janvier-mars 1958*)

Les bouleversements qui se produisirent dans les colonies, pendant et après la deuxième guerre mondiale, ont été l'objet d'interprétations nombreuses et discordantes – dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ont rien de commun avec une véritable analyse marxiste de ces événements historiques. Quoi qu'il en soit l'importance, pour le mouvement prolétarien futur, d'une évaluation exacte de la portée des mouvements anticolonialistes – sur le triple plan économique, social et politique – n'est pas à démontrer.

Une mise en place théorique de notre interprétation et son intégration à notre conception générale de l'histoire, seront l'objet de travaux ultérieurs. Aujourd'hui nous voudrions simplement répondre à un certain nombre d'objections, émises dans le camp révolutionnaire lui-même, à notre thèse centrale : les mouvements démocratiques révolutionnaires dans les colonies sont révolutionnaires et, là où ils ont pu prendre le pouvoir politique, nous avons assisté à une révolution sociale ; mais cette révolution constitue le passage d'une économie féodale ou même pré-féodale (contenant bien sûr les embryons d'une production salariale et mercantile) à une économie capitaliste et doit donc être qualifiée clairement de révolution bourgeoise.

La principale objection concerne l'appréciation du rôle joué par la bourgeoisie indigène au cours des bouleversements coloniaux. Outre la fondation d'États indépendants, la libération de l'occupation colonialiste n'a-t-elle pas déterminé une mise en branle de la révolution sociale ? De la réponse que l'on apportera à cette question dépendra la réponse que l'on donnera à cette autre question, non moins importante : quelle part a joué la bourgeoisie indigène dans ces bouleversements ? Il est évident que si l'on accepte la thèse suivant laquelle la liquidation du colonialisme historique et la fondation de l'État national ont ouvert la voie à une révolution sociale, il faut aussi admettre que la bourgeoisie, ou plutôt la proto-bourgeoisie indigène, a joué un rôle révolutionnaire à la tête de la révolte anticolonialiste. Nous estimons, quant à nous, que la désagrégation des empires coloniaux a provoqué, dans les ex-colonies, et surtout dans celles d'Asie, une révolution sociale de nature à avoir une grande influence sur la lutte finale que le prolétariat mondial devra affronter pour mettre fin à la domination capitaliste dans le monde entier.

La thèse selon laquelle la bourgeoisie coloniale serait incapable de jouer un rôle révolutionnaire ne fait que généraliser arbitrairement la position prise par Marx et Engels au lendemain de la chute de la Commune de Paris en 1871. La bourgeoisie européenne se liguant contre le prolétariat révolutionnaire, par-dessus les frontières na-

tionales et même par-dessus les fronts militaires, avait ainsi mis fin à la période historiquement nécessaire, et partant positive, de la confluence révolutionnaire de la bourgeoisie démocratique et du prolétariat socialiste.

La thèse de Marx niait que la bourgeoisie fût encore capable d'action révolutionnaire, ce qui entraînait cette conséquence que le prolétariat ne devait plus lui fournir son appui. Après l'écrasement de la Commune obtenu grâce à l'accolade du républicanisme démocratique de Thiers et de l'absolutisme militaire allemand, le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie européenne pouvait être considéré comme définitivement épuisé. Le cycle historique révolutionnaire de la bourgeoisie, ouvert, sur le plan historique et critique, par la victoire des « encyclopédistes » réalisée par la révolution de 1789 et complétée par les révolutions de 1830 et 1848, se termine au cimetière du Père Lachaise, sur le lieu du massacre des derniers défenseurs de la Commune.

La position marxiste pourrait se traduire ainsi : l'expérience de la Commune a prouvé que l'Europe bourgeoise est divisée par une frontière de classe bien plus réelle et déterminante que les frontières entre les États. La frontière de classe qui sépare la révolution de la conservation sociale passe irrémédiablement entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, la réaction féodale ayant désormais cessé d'exister comme force historique. Il s'ensuit que tout mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire chaque bouleversement social capable de changer le cours de l'histoire, ne peut plus être que l'action du prolétariat, dirigé par le parti communiste, contre la bourgeoisie.

Le tort de ceux qui nous critiquent réside en ce qu'ils universalisent d'une façon arbitraire, une position qui, en fait était discriminatoire, en ce sens qu'elle ne s'appliquait pas à tout l'espace géo-social de la planète, mais seulement à une partie – et précisément aux pays où la lutte de classe avait définitivement atteint le « stade bourgeois », c'est-à-dire à une forme de société dans laquelle le pouvoir bourgeois dominant, débarrassé de tout danger de retour offensif du féodalisme, se trouve déjà devant un prolétariat organisé en classe.

A quel stade se situe la lutte des classes dans les pays coloniaux à l'époque de la lutte anticolonialiste ? Certainement pas au stade bourgeois. Les bouleversements historiques qui ont abouti à la liquidation de l'occupation coloniale dans presque toute l'Asie et une partie de l'Afrique, se sont déroulés dans une ambiance historique qui était et reste encore, dans certains cas, le point de départ et non d'arrivée du mouvement qui tend précisément à introduire en Asie et en Afrique un « stade bourgeois ».

Ce qui revient à dire que, dans les pays afro-asiati-

ques, nous sommes encore loin d'avoir atteint l'équivalent historique de ce que représentera l'année 1871 pour l'Europe occidentale. Les frontières qui délimitent les nouveaux États indépendants sont encore bien plus importantes et plus profondes que les frontières sociales qui séparent la bourgeoisie naissante des premiers éléments du prolétariat industriel. C'est tout le contraire de ce qui se passe en Europe où, pour la bourgeoisie, le problème de la défense nationale passe définitivement au second plan, pour laisser la place au front de conservation de la « fédération » des bourgeoisies dominantes contre le prolétariat.

L'occupation étrangère avait pratiquement conduit, dans les pays coloniaux, à la pétrification de rapports sociaux archaïques. Il est vrai que le colonialisme capitaliste (semblable, en cela, à toutes les formes historiques du colonialisme) a été contraint d'« importer », dans les colonies, le mode de production capitaliste : l'exploitation des matières premières des pays d'outremer, nécessaires pour les industries métropolitaines, a imposé l'introduction du travail salarié dans les colonies ou semi colonies (comme par exemple les pays producteurs de pétrole dans le Moyen-Orient). Ce qui signifie que l'évolution historique aux colonies a poussé l'impérialisme des Blancs à introduire, dans un milieu historique pré-bourgeois le mode de production capitaliste et ensuite, par la force des choses, à semer les germes d'une bourgeoisie indigène.

Mais l'impérialisme colonialiste obéit à des intérêts contradictoires qui le poussent à industrialiser les colonies dans la mesure seulement où cela correspond aux intérêts nationaux des métropoles ; ces intérêts seraient menacés si le processus s'élargissait jusqu'à comprendre toute l'économie locale de la colonie.

Que l'on prenne le cas de l'Inde, où pourtant l'impérialisme britannique avait bien jeté les bases de la révolution capitaliste industrielle (construction de chemins de fer, par exemple), mais n'avait pas déterminé le développement des industries fondamentales : ce n'est que maintenant qu'apparaît une industrie sidérurgique et il est facile de comprendre pourquoi les monopoles sidérurgiques britanniques ne pouvaient tolérer l'affirmation d'entreprises concurrentes dans les colonies, tant que ces dernières restaient soumises à la Couronne britannique.

Le colonialisme, en comprimant le processus d'industrialisation qu'il avait pourtant fait naître, déterminait une convergence entre les intérêts des classes dirigeantes de la métropole et ceux des couches conservatrices des colonies, dont l'existence en tant que classe était menacée par les progrès de l'industrialisation elle-même. Autrement dit dans les pays coloniaux et ex-coloniaux, le camp de conservation sociale et de la contre-révolution ne se basait pas seulement sur l'impérialisme colonialiste, mais s'appuyait aussi sur la réaction féodale indigène.

Le cas de la Jordanie est flagrant à cet égard. L'alignement féodalisme-impérialisme s'y est montré en pleine lumière au cours de la crise de l'année dernière. Les soulèvements organisés par les nationalistes et conduits par les masses prolétariennes ont automatiquement mobilisé les forces du camp de la conservation sociale. Et qui a-t-on vu dans ce camp ? La VI^e flotte américaine et

les bédouins du désert, c'est-à-dire les représentants militaires de la puissance bourgeoise la plus évoluée et les survivants du féodalisme asiatique.

Les événements d'aujourd'hui ne doivent pas non plus nous faire oublier ceux d'hier. Rappelons qu'avant l'octroi de l'indépendance près de la moitié de l'Inde était territoire britannique : le reste, avec une population égale à environ un cinquième du total, était subdivisé en 562 (nous disons bien 562) États et sous-États d'importances diverses. Les rapports entre la Couronne et les États étaient réglés par les traités ou chartes de l'ancienne Compagnie des Indes, ou tout simplement par des ententes fondées sur la coutume.

Depuis la grande révolte des Cipayes en 1857, la souveraineté était partagée, en proportions différentes, entre la Couronne britannique, la Compagnie des Indes et les princes : mais à l'égard de tous, indistinctement, le gouvernement britannique, en tant que « Paramount Power », conservait le contrôle exclusif sur les relations diplomatiques, la politique étrangère et la défense de ces États. Ceci confirme la thèse selon laquelle le colonialisme ne subsistait et ne subsiste encore que sur la base d'une alliance féodalo-impérialiste.

Dans l'Inde ancienne, cette souveraineté était incarnée dans la Couronne britannique, représentant du capitalisme d'outre-mer, et dans la champignonnière des princes intéressés à la conservation des rapports précapitalistes locaux. Une situation semblable est toujours en vigueur en Malaisie, où le pouvoir est divisé entre la Couronne britannique et les princes féodaux. L'essentiel du problème posé par les révolutions afro-asiatiques se ramène toujours à ceci : il faut reconnaître le fait indéniable de l'existence, dans les colonies et les pays ayant quitté depuis peu le stade colonial d'un double front où se soudent les deux remparts réactionnaires suivants : la conservation impérialiste et la conservation féodale.

Si ceci est admis, aucun doute n'est plus possible en ce qui concerne la nature des révolutions afro-asiatiques. En luttant contre l'occupant impérialiste ou contre son retour offensif, le camp démocratique indépendant lutte en même temps contre la réaction féodale interne, qui trouve son soutien dans l'impérialisme. La lutte anticolonialiste tend donc à réaliser un passage de formes historiques de la production et de l'organisation sociale : ce passage est synonyme de révolution sociale (que, par la suite, les nouveaux États bourgeois, nés dans les pays coloniaux, et leurs bourgeoisies, s'allient à leur tour à l'impérialisme, ceci constitue un autre problème qui posera à nouveau bientôt, dans cet espace, le schéma marxiste de l'Europe d'après 1870.

Dans de telles circonstances historiques, il est impossible de s'en tenir à la discrimination opérée par Marx et Engels à propos de la bourgeoisie de l'Europe occidentale. La bourgeoisie naissante de couleur, celle que nous avons appelé la proto-bourgeoisie indigène, organisée dans le mouvement national démocratique, se trouve agir dans des conditions comparables à celles dans lesquelles opérait la bourgeoisie de l'Europe occidentale, pendant la période de sa montée au pouvoir. Dans les pays afro-asiatiques, le mouvement démocratique bourgeois s'est engagé à fond dans la lutte contre la réaction féodale, celle-ci restant tenacement enracinée depuis des siècles, dans des rapports de pro-

duction, vestiges d'un monde révolu.

Ce n'est donc pas le prolétariat qui représente l'ennemi immédiat dans les nouveaux États démocratiques bourgeois, mais les couches sociales qui tendent à conserver les vieux rapports de production. Et cela non seulement parce que le prolétariat industriel asiatique est encore en gestation, mais aussi (et c'est précisément pour cela) parce que les agglomérats de prolétariats existants n'ont pu encore exprimer, dans leur sein, des programmes comparables à celui que réalisa un autre parti prolétarien qui se trouva lui aussi avoir à lutter dans un milieu historique dominé par une alliance féodale-impérialiste : **le parti bolchevique.**

* * *

C'est à dessein que nous avons cité le cas du parti bolchevique. Il faut en parler car il constitue l'argument dont se servent nos critiques pour nous accuser de lèse-marxisme (!) devant notre affirmation du caractère révolutionnaire des mouvements anticolonialistes, bien que nous sachions que la direction de tels mouvements reste entre les mains de la bourgeoisie indigène.

L'alliance féodalo-impérialiste n'est pas un fait nouveau ni localisable aux seuls pays afro-asiatiques. On la retrouve aussi dans les pays non soumis à la domination coloniale. En effet, une alliance typique féodalo-impérialiste était celle qui liait l'État tsariste de Russie, lequel s'appuyait politiquement sur des structures sociales pré-bourgeoises, aux grandes puissances impérialistes de l'Europe Occidentale : la France, l'Angleterre, la Belgique, etc... Et cette alliance était si solide que le Gouvernement tsariste n'hésitait pas, en 1914, à se jeter dans une guerre pour la défense des intérêts mondiaux de ces puissances. Bien avant le cas des ex-colonies, l'exemple de la Russie de Nicolas II prouve combien était historiquement possible une alliance entre des classes dominantes, qui tendent à conserver, chacune pour soi, des modes de production et d'organisation sociale diamétralement opposés. Il faut toutefois expliquer pourquoi la bourgeoisie russe, contrairement à la bourgeoisie des colonies, fut incapable de jouer un rôle indépendant et refusa de diriger la révolution antiféodale. Pour abattre le pouvoir tsariste, il fallut la révolution du prolétariat communiste. La bourgeoisie démocratique qui, pourtant, avait « tout un monde à gagner » sur les ruines du tsarisme semi-féodal, se révéla absolument incapable d'une action révolutionnaire ; au contraire, elle a fait front contre la révolution, lui opposant une attitude invariablement défaitiste. Pendant des dizaines d'années, elle invoqua, au travers de ses intellectuels et de ses politiciens, le renouvellement de la société, mais chaque fois que la nécessité historique la poussait à l'action, elle reculait. Se trouvant chaque fois en contact avec le prolétariat révolutionnaire, elle reniait ses propres programmes et s'abritait derrière le pouvoir tsariste. Ceci fit qu'à l'alliance féodalo-impérialiste on ne put jamais opposer l'alliance insurrectionnelle démocratique socialiste. En fin de compte, le prolétariat dut se charger de tout le poids de la révolution et la faire seul, d'abord contre le pouvoir tsariste et ensuite, celui-ci étant tombé, contre la bourgeoisie russe.

La différence entre le comportement politique de la bourgeoisie, respectivement dans la Russie tsariste et dans les colonies où le milieu historique était le même, caractérisé substantiellement par la domination de l'alliance féodalo-impérialiste, est à rechercher dans les degrés différents de préparation politique du prolétariat. Ce qui a privé le prolétariat des pays coloniaux de toute possibilité d'action indépendante dans les révolutions anticolonialistes, et a permis aux partis bourgeois et petits-bourgeois d'y assumer la direction des mouvements a été, et reste encore, l'absence – par suite de causes historiques que nous ne pouvons analyser ici – d'un parti prolétarien éduqué au travers du marxisme révolutionnaire.

Autrement dit, il manquait, dans les révolutions anticolonialistes, un parti de type bolchevique, c'est-à-dire un parti marxiste capable d'agir dans un milieu historique dans lequel la voie vers la révolution sociale était barrée par un pouvoir féodal, s'appuyant sur un impérialisme étranger. Malheureusement le prolétariat afro-asiatique a dû subir la direction des faux partis communistes, fidèles à Moscou, qui ont cessé depuis des dizaines d'années d'appliquer le marxisme et le léninisme, même si leur littérature est remplie de citations de Marx et de Lénine.

RUSSIE TSARISTE ET COLONIES

En Russie, le mouvement marxiste, en tant que théorie et organisation du parti, surgit en même temps que les principaux courants idéologiques et politiques de la démocratie bourgeoise. Le communisme russe naquit dans des circonstances favorables, ayant derrière lui l'expérience encore fraîche du socialisme français de la Commune et de la production théorique colossale des révolutionnaires sociaux-démocrates austro-allemands. C'était l'époque où s'amorçait ce vaste « raz de marée » du mouvement prolétarien révolutionnaire d'Europe. Grâce à l'émigration russe, de puissantes lames de fond pénétrèrent jusqu'aux confins de l'empire tsariste. Dans de telles conditions, le communisme russe guidé par Lénine, était en mesure de talonner et même de dépasser avec vigueur les partis démocratiques bourgeois.

Le fait que la bourgeoisie tente de s'en servir, en l'adaptant à ses exigences, sous d'habiles falsifications (tel le strouvisme) prouve combien fut puissante l'emprise du marxisme sur les masses. Dans la Russie tsariste se produisit un événement qui ne s'était encore jamais vérifié dans les précédentes révolutions anticolonialistes : la bourgeoisie ne fut pas la seule classe munie d'un programme révolutionnaire. Au contraire, elle fut largement dépassée, tant sur le plan politique que doctrinaire, par le prolétariat. C'est une réalité dont on s'était déjà aperçu au moment de la faillite de la révolution anti-tsariste de 1905. La bourgeoisie dut alors constater que la révolution se mettait en mouvement non comme elle l'aurait voulu, mais par l'effet de l'utilisation d'une arme exclusivement prolétarienne : la grève générale insurrectionnelle ; et elle se convainquit avec terreur qu'au moindre ébranlement de l'échafaudage tsariste apparaîtrait l'instrument du pouvoir révolutionnaire ouvrier : le Soviet.

Quiconque sait que toute révolution est une guerre

armée entre les classes comprend pourquoi la bourgeoisie russe hésite longuement et enfin refusa d'engager une guerre sociale contre le tsarisme, sachant qu'elle avait dans son dos un prolétariat aguerrri qui allait se transformer, par l'action des organisations marxistes, en ennemi mortel.

Il est vrai que, pour la bourgeoisie russe, le tsarisme constituait une diminution grave de ses chances de domination sociale et un obstacle sur son chemin vers le pouvoir politique ; mais le communisme marxiste représentait la négation de son existence en tant que classe. Dans ces conditions, l'alliance bourgeoisie-prolétariat contre le pouvoir tsariste devenait impossible – alliance qui avait cependant été possible en France, durant la Grande Révolution – et ce fut le mérite impérissable des bolcheviks et de Lénine en particulier, de combattre et de disperser les mencheviks qui croyaient à une telle alliance.

Par contre, quelle est la situation des mouvements ouvriers dans la révolution anticolonialiste ? Le prolétariat des pays coloniaux – nous le répétons – ne pouvait pas s'exprimer dans un parti véritablement marxiste, et il est resté prisonnier de la dégénérescence idéologique du stalinisme. Loin de nous l'idée de mettre en accusation le prolétariat des colonies. Ce qui serait ridicule, surtout parce que le phénomène ne s'explique ni par des causes subjectives, ni par suite de circonstances locales. L'essentiel consiste dans le fait que la révolution antiféodale russe et la révolution antiféodale dans les colonies ont mûri dans des conditions mondiales de lutte de classe absolument différentes.

Tandis que la révolution russe apparaissait dans une période d'ascension du mouvement marxiste international – c'était l'époque où les Kautsky et les Plekhanov, non seulement n'avaient pas encore trahi, mais enrichissaient au contraire le mouvement ouvrier de précieuses contributions doctrinales, et où la II^e Internationale promettait ce qu'elle ne tint pas par la suite – la révolution anticolonialiste a éclaté dans une période de déclin épouvantable du mouvement ouvrier.

Dans la période la plus obscure de la longue histoire du communisme, les courants de gauche des partis communistes ayant été déracinés et dispersés, la III^e Internationale totalement stalinisée et châtrée, le bolchevisme écrasé et massacré en Russie, le prolétariat des pays les plus évolués du monde a été irréparablement empoisonné par les idéologies des « partisans » et des « libérateurs ». En outre, il existait en Russie une classe ouvrière concentrée dans de grands complexes industriels urbains avec, donc, un potentiel révolutionnaire très élevé, ce qui n'est nullement le cas pour la majorité des nouveaux États apparus en Asie depuis la dernière guerre.

Dans de telles conditions, la révolution anti féodale dans les colonies ne pouvait pas répéter le modèle bolchevique, mais était condamnée à rester sur le modèle bourgeois et démocratique des révolutions des années 1700 et 1800. Derrière la bourgeoisie indigène, munie d'un programme, même si celui-ci devait emprunter les expressions de l'idéologie fumeuse de la démocratie bourgeoises alignait un prolétariat qui n'avait pas de program-

me, ou s'il en avait un, il n'était qu'une pâle imitation du programme bourgeois que les partis russo-communistes lui présentaient sous l'étiquette marxiste. Ceci devait inévitablement déterminer l'impuissance politique de la classe ouvrière, l'impossibilité d'une action politique indépendante capable de le porter à la direction du mouvement révolutionnaire. Par voie de conséquence, le rôle directeur dans la révolution anticolonialiste devait rester entre les mains de la bourgeoisie indigène.

Venons-en à la conclusion : Pour défendre leurs principes, nos critiques prétendent que, non seulement en Europe et en Amérique, mais aussi dans tout le reste du monde, une révolution qui ne serait pas conduite par le prolétariat est impensable, allant jusqu'à nier que les bouleversements qui se sont vérifiés dans les colonies, et qui se vérifient encore, aient un contenu révolutionnaire.

Mais ceci revient à fermer les yeux sur la réalité. Quant à notre position au sujet du rôle des partis bourgeois et crypto-bourgeois que sont les partis « communistes » asiatiques, elle sonnerait comme un démenti à la position prise par Marx à l'époque de l'écrasement de la Commune en 1871 ! C'est tout le contraire qui est vrai, la discrimination de Marx se rapportait aux pays à capitalisme accompli, c'est-à-dire aux pays dans lesquels le cycle historique bourgeois pouvait être considéré comme définitivement clos, l'État bourgeois étant complètement instauré et tout danger de retour offensif du féodalisme définitivement écarté. Dans ces pays, toute révolution future ne pouvait être que l'œuvre du prolétariat, et du prolétariat seulement ; pour les pays où la révolution bourgeoise devait encore venir, le problème restait posé. Il incombaît au déterminisme de la lutte de classe de le résoudre dans l'aire qui en 1871 était encore en dehors de la zone géo-sociale comprise dans la discrimination de Marx, c'est-à-dire la Russie tsariste et l'énorme espace contrôlé par le colonialisme.

Si le marxisme est la science de la réalité, il est anti-marxiste de nier le caractère et la portée révolutionnaire des bouleversements afro-asiatiques. Que des forces bourgeoises et petites bourgeoises les aient encadrées, c'est là une chose que le marxiste explique sans devoir procéder à une refonte ou à un réajustement de sa doctrine et des traditions du mouvement. Au contraire, le fait que la révolution sociale, qui est féroce refoulée depuis quarante ans dans les entrailles profondes de la société bourgeoise d'Europe et d'Amérique, débouche et éclate dans l'aire afro-asiatique est une réalité qui renforce les convictions du marxiste et accroît sa capacité à persister, à résister et à attendre. Il signifie que l'impérialisme, malgré ses armées et ses engins apocalyptiques, n'est pas en mesure d'enfermer le monde dans les mailles de fer de la conservation et d'arrêter le cours de l'histoire.

Si ce qui est vieux et démodé croule et disparaît en Asie, si les vieilles structures sociales cèdent la place à de nouveaux rapports de production, même s'il s'agit de rapports de production bourgeois, tout cela ne fait que confirmer la loi générale de la dialectique historique. Même en Europe ou en Amérique, le vieux monde révolutionnaire devra, tôt ou tard, s'effondrer. ●

— Annexes —

Rosa Luxembourg

Les fastes de la colonisation française en Algérie

1912 dans son œuvre *L'accumulation du Capital*, chapitre XXVII « La lutte contre l'économie naturelle ». Il a été publié dans *Programme communiste*, n° 5, octobre-décembre 1958, pp. 20-28 ; et dans *Programma comunista*, n° 12, 1958. L'extrait figurant ci-dessous provient du site marxists.org : <https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/index.htm>

Il est conforme au texte publié par les Éditions Librairie François Maspero : Rosa Luxembourg, *L'accumulation du capital*, t. II, pp. 50-58, Paris : 1976. L'extrait est plus complet que celui publié dans la revue *Programme communiste* de 1958 qui est une traduction de l'ouvrage parue en allemand et qui comporte des lourdeurs et des formulations maladroites. Quand au texte de *Programma comunista*, paru la même année, il contient plusieurs commentaires absents dans la traduction française citée précédemment. C'est pourquoi nous avons préféré reprendre le texte de la publication de 1976.

* * *

**Rosa Luxembourg, *L'accumulation du capital*, tome II, extrait de la partie III.
Les conditions historiques de l'accumulation, chapitre XXVII :**

La lutte contre l'économie naturelle

[...] A côté de l'Inde britannique et de son martyr, l'Algérie sous la domination politique française tient une place d'honneur dans les annales de l'économie coloniale capitaliste. Lorsque les Français conquièrent l'Algérie, la masse de la population kabyle était dominée par des institutions sociales et économiques très anciennes qui, à travers l'histoire mouvementée du pays, se sont maintenues jusqu'au XIX^e siècle et en partie jusqu'à aujourd'hui. Sans doute la propriété privée existait-elle dans les villes parmi les Maures et les Juifs, chez les marchands, les artisans et les usuriers. Sans doute la suzeraineté turque avait-elle confisqué dans la campagne de grandes étendues de terre comme domaines d'État. Cependant presque la moitié de la terre cultivée était restée propriété collective des tribus arabes kabyles, qui gardaient des mœurs patriarcales très anciennes. Beaucoup de tribus arabes menaient au XIX^e siècle la même vie nomade qu'elles avaient toujours menée, et qui ne semble instable et désordonnée qu'à un regard superficiel, mais qui en réalité est réglée de manière stricte et souvent monotone ; chaque été, avec les femmes et les enfants, emmenant les troupeaux et les tentes, elles émigraient vers la région côtière de Tell, au climat rafraîchi par le vent, et chaque hiver les ramenait à la chaleur protectrice du désert. Chaque tribu et chaque famille avaient leurs itinéraires déterminés, et les stations d'hiver ou d'été où elles plantaient leurs tentes étaient fixes. De même, chez les Arabes agriculteurs, la terre était la plupart du temps propriété collective des tribus. La grande famille kabyle avait également des mœurs patriarcales et vivait selon des règles traditionnelles sous la direction de ses chefs élus.

Dans ce large cercle familial, la direction commune des affaires domestiques était confiée à la femme la plus âgée, qui pouvait également être élue par les autres membres de la famille, ou encore à chacune des femmes successivement. L'organisation de la grande famille kabyle au bord du désert africain ressemblait assez curieusement à la « zadruga » des pays slaves du Sud ; la famille possédait en commun non seulement le sol, mais tous les outils, les armes et l'argent nécessaires à l'activité professionnelle de ses membres et acquis par eux. Chaque homme possédait en propre un seul costume, et chaque femme simplement les vêtements et les bijoux qu'elle avait reçus en cadeau de noces. Mais tous les vêtements plus précieux et les bijoux étaient considérés comme propriété indivise de la famille et ne pouvaient être portés par chacun des membres qu'avec la permission de tous. Si la famille était peu nombreuse, elle prenait ses repas à une table commune, les femmes faisaient la cuisine à tour de rôle, et les femmes âgées étaient chargées de servir les plats. Si le cercle familial était trop large, le chef de la tribu distribuait une ration mensuelle de vivres non préparés, les répartissant avec une stricte égalité entre les diverses familles, qui se chargeaient de les préparer. Ces communautés étaient réunies par des liens étroits d'égalité, de solidarité et d'assistance mutuelle, et les patriarches avaient coutume en mourant de recommander à leurs fils de demeurer fidèles à la communauté (8).

La domination turque qui s'était établie en Algérie au XVI^e siècle avait déjà fait de sérieuses entailles dans cette organisation sociale. Cependant ce sont les Français qui inventèrent la légende selon laquelle les Turcs auraient

confisqué toute la terre au bénéfice du fisc. Seuls des Européens pouvaient imaginer une idée aussi absurde, qui est en contradiction avec tous les fondements économiques de l'Islam et des croyants. Au contraire les Turcs respectèrent généralement la propriété collective des villages et des grandes familles. Ils reprirent seulement aux familles une grande partie des terres non cultivées pour les transformer en domaines d'État (beyliks) qui, sous la direction d'administrateurs locaux turcs, furent soit gérés directement par l'État avec l'aide d'une main-d'œuvre indigène, soit affermés en échange d'un bail ou de redevances en nature. En outre les Turcs profitèrent de chaque rébellion des tribus soumises et de chaque trouble dans le pays pour agrandir les domaines fiscaux par des confiscations de terrains, y fondant des colonies militaires ou bien vendant aux enchères publiques les biens confisqués, qui tombaient généralement entre les mains d'usuriers turcs ou autres. Pour échapper aux confiscations ou à la pression fiscale beaucoup de paysans se plaçaient, comme au Moyen Âge en Allemagne, sous la protection de l'Église, qui devint ainsi propriétaire d'immenses domaines. Enfin, la répartition des propriétés en Algérie se présentait, après ces nombreuses vicissitudes, de la manière suivante : les domaines d'État comprenaient 1 500 000 hectares de terrain ; 3 000 000 d'hectares de terres non cultivées appartenaient également à l'État comme « propriété commune de tous les croyants » (*bled el Islam*) ; 3 000 000 d'hectares étaient la propriété privée des Berbères, depuis l'époque romaine ; en outre, sous la domination turque, 1 500 000 hectares étaient devenus propriété privée. Les tribus arabes gardaient en indivision 5 000 000 d'hectares. Quant au Sahara, il comprenait environ 3 000 000 d'hectares de terres cultivables dans le domaine des oasis, qui appartenaient soit à des domaines gérés collectivement par les grandes familles, soit à des domaines privés. Les 23 000 000 d'hectares restants étaient pratiquement déserts.

Après la conquête de l'Algérie, les Français firent grand bruit autour de leur œuvre de civilisation. On sait que l'Algérie, qui s'était délivrée au début du XVIII^e siècle du joug turc, était devenue un repaire de pirates infestant la Méditerranée et se livrant au trafic d'esclaves chrétiens. L'Espagne et l'Union Nord-Américaine, qui elles-mêmes à l'époque pouvaient se glorifier de hauts faits dans le domaine du trafic d'esclaves, déclarèrent une guerre sans merci aux infamies des Musulmans. La Révolution française prêcha également une croisade contre l'anarchie algérienne. La France avait donc entrepris la conquête de l'Algérie en proclamant les mots d'ordre de la lutte contre l'esclavage et de l'instauration de la civilisation. La pratique allait bientôt montrer ce qui se cachait derrière ces phrases. On sait qu'au cours des quarante années écoulées depuis la conquête de l'Algérie, aucun État européen n'a changé aussi souvent de régime politique que la France. A la Restauration avait succédé la révolution de Juillet et la royauté bourgeoise, celle-ci fut chassée par la révolution de Février qui fut suivie de la seconde République, du second Empire, enfin de la débâcle de 1870 et de la troisième République. La noblesse, la haute finance, la petite bourgeoisie, les larges couches de la moyenne bourgeoisie se cédaient successivement le pouvoir politique. Mais la politique

française en Algérie demeura immuable à travers ces vicissitudes, elle resta orientée du début à la fin vers le même but : au bord du désert africain elle découvrait le centre d'intérêt de tous les bouleversements politiques en France au XIX^e siècle : la domination de la bourgeoisie capitaliste et de sa forme de propriété.

Le 30 juin 1873, le député Humbert, rapporteur de la Commission pour le règlement de la situation agricole en Algérie, déclara à une séance de la Chambre : « *Le projet de loi que nous proposons à votre étude n'est rien d'autre que le couronnement de l'édifice dont le fondement a été posé par une série d'ordonnances, de décrets, de lois et de senatus-consultes, qui tous ensemble et chacun en particulier poursuivent le même but : l'établissement de la propriété privée chez les Arabes.* »

La destruction et le partage systématiques et conscients de la propriété collective, voilà le but et le pôle d'orientation de la politique coloniale française pendant un demi-siècle, quels que fussent les orages qui secouèrent la vie politique intérieure. On servait en ceci un double intérêt clairement reconnu.

Il fallait détruire la propriété collective surtout pour abattre la puissance des familles arabes comme organisations sociales, et briser ainsi la résistance opiniâtre contre la domination française ; cette résistance se manifestait, malgré la supériorité de la puissance militaire française, par de constantes insurrections de tribus, ce qui entraînait un état de guerre permanent dans la colonie (9).

En outre la ruine de la propriété collective était la condition préalable à la domination économique du pays conquis ; il fallait en effet arracher aux Arabes les terres qu'ils possédaient depuis un millénaire pour les confier aux mains des capitalistes français. A cet effet on jouait de cette même fiction, que nous connaissons déjà, selon laquelle toute la terre appartenait, conformément à la loi musulmane, aux détenteurs du pouvoir politique. Comme les Anglais en Inde, les gouverneurs de Louis-Philippe en Algérie déclaraient « impossible » l'existence de la propriété collective des grandes familles. Sur la base de cette fiction, la plupart des terres cultivées, notamment les terrains communaux, les forêts et les prairies furent déclarées propriété de l'État et utilisées à des buts de colonisation. On construisit tout un système de cantonnements par lequel les colons français s'installèrent au milieu des territoires indigènes, tandis que les tribus elles-mêmes se trouvèrent parquées dans un territoire réduit au minimum. Les décrets de 1830, 1831, 1840, 1844, 1845 et 1846, « légalisèrent » ces vols de terrains appartenant aux tribus arabes. Mais ce système de cantonnements ne favorisa aucunement la colonisation. Il donna simplement libre cours à la spéculation et à l'usure. La plupart du temps, les Arabes s'arrangèrent pour racheter les terrains qui leur avaient été volés, ce qui les obligea naturellement à s'endetter. La pression fiscale française accentua cette tendance. En particulier la loi du 16 juin 1851, qui proclamait les forêts domaines d'État, vola ainsi 2 400 000 hectares de pâturages et de taillis privant les tribus éleveuses de bétail de leurs moyens d'existence. Cette avalanche de lois, d'ordonnances et de décrets donna lieu à une confusion indescriptible dans les réglementations de la propriété. Pour exploiter

la fièvre de spéculation foncière et dans l'espoir de récupérer bientôt leurs terres, beaucoup d'indigènes vendirent leurs domaines à des Français, mais ils vendaient souvent le même terrain à deux ou trois acheteurs à la fois ; parfois il s'agissait d'un domaine qui ne leur appartenait pas en propre, mais était la propriété commune et inaliénable de leur tribu. Ainsi une société de spéculation de Rouen crut avoir acheté 20 000 hectares de terre, tandis qu'en réalité elle n'avait un titre – contestable – de propriété que pour un lot de 1 370 hectares. Une autre fois, un terrain de 1 230 hectares se réduisit après la vente et le partage à 2 hectares. Il s'ensuivit une série infinie de procès, où les tribunaux faisaient droit par principe à toutes les réclamations des acheteurs et respectaient tous les partages. L'insécurité de la situation, la spéculation, l'usure et l'anarchie se répandaient universellement. Mais le plan du gouvernement français, qui voulait s'assurer le soutien puissant d'une masse de colons français au milieu de la population arabe, échoua misérablement. C'est pourquoi la politique française sous le Second Empire changea de tactique : le gouvernement, après avoir pendant trente ans nié la propriété collective des tribus, fut obligé, sous la pression des faits, d'en reconnaître officiellement l'existence, mais d'un même trait de plume il proclamait la nécessité de la partager de force. Le sénatus-consulte du 22 avril 1863 a cette double signification : « *Le gouvernement, déclarait le général Allard au Sénat, ne perd pas de vue que le but commun de la politique est d'affaiblir l'influence des chefs de tribus et dissoudre ces tribus. De cette manière les derniers restes de féodalisme (!) seront supprimés, les adversaires du projet gouvernemental sont les défenseurs de ce féodalisme... L'établissement de la propriété privée, l'installation[s] de colons français au milieu des tribus arabes... seront les moyens les plus sûrs pour accélérer le processus de dissolution des tribus (10).* »

Pour procéder au partage des terres, la loi de 1863 instaura des commissions particulières composées de la manière suivante : un général de brigade ou un capitaine comme président, puis un sous-préfet, un employé des autorités militaires arabes et un fonctionnaire de l'Administration des Domaines. Ces experts tout désignés des questions économiques et sociales africaines avaient une triple tâche : il fallait d'abord délimiter les frontières des territoires des tribus, puis répartir le domaine de chaque tribu entre les branches diverses des grandes familles, enfin diviser ces terrains familiaux eux-mêmes en petites parcelles individuelles. Cette expédition des généraux de brigade fut ponctuellement exécutée à l'intérieur de l'Algérie. Les commissions se rendirent sur place. Elles jouaient à la fois le rôle d'arpenteurs, de distributeurs de parcelles, et en outre, de juges dans tous les litiges qui s'élevaient à propos des terres. C'était au gouverneur général de l'Algérie de confirmer en dernière instance les plans de répartition. Dix ans de travaux difficiles des commissions aboutirent au résultat suivant : de 1863 à 1873, sur 700 propriétés des tribus arabes, 400 furent réparties entre les grandes familles. Ici déjà se trouvait en germe l'inégalité future entre la grande propriété foncière et le petit lotissement, car selon la grandeur des terrains et le nombre des membres de la tribu, chaque membre se vit attribuer tantôt des parcelles de 1 à 4

hectares, tantôt des terrains de 100 et parfois même de 180 hectares. Le partage des terres n'alla cependant pas plus loin. Malgré les généraux de brigade, les mœurs des Arabes offraient des résistances insurmontables au partage ultérieur des terres familiales. Le but de la politique française : l'établissement de la propriété privée et la transmission de cette propriété aux Français, avait donc encore une fois échoué dans l'ensemble.

Seule la Troisième République, régime officiel de la bourgeoisie, a trouvé le courage et le cynisme d'aller droit au but et d'attaquer le problème de front, sans s'embarrasser de démarches préliminaires. En 1873, l'Assemblée élaborait une loi, dont le but avoué était le partage immédiat des terres des 700 tribus arabes en parcelles individuelles, l'introduction de la propriété privée par la force. Le prétexte de cette loi était la situation désespérée qui régnait dans la colonie. Il avait fallu autrefois la grande famine indienne de 1866 pour éclairer l'opinion publique en Angleterre sur les beaux résultats de la politique coloniale anglaise et provoquer l'institution d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur la situation désastreuse de l'Inde. De même, à la fin des années 1860, l'Europe fut alarmée par les cris de détresse de l'Algérie, où quarante ans de domination française se traduisaient par la famine collective et par un taux de mortalité extraordinairement élevé parmi les Arabes. On réunit une commission chargée d'étudier les causes et l'effet des lois nouvelles sur la population arabe ; l'enquête aboutit à la conclusion unanime que la seule mesure susceptible de sauver les Arabes était l'instauration de la propriété privée. En effet, la propriété privée seule permettrait à chaque Arabe de vendre et d'hypothéquer son terrain et le sauverait ainsi de la ruine. On déclara ainsi que le seul moyen de soulager la misère des Arabes qui s'étaient endettés parce que les Français leur avaient volé leurs terres et les avaient soumis à un lourd système d'impôts, était de les livrer aux mains des usuriers. Cette farce fut exposée à la Chambre avec le plus grand sérieux et les dignes membres de l'Assemblée l'accueillirent avec non moins de gravité. Les vainqueurs de la Commune de Paris triomphaient sans pudeur.

La Chambre invoquait surtout deux arguments pour appuyer la nouvelle loi. Les avocats du projet de loi gouvernementale répétaient sans relâche que les Arabes eux-mêmes souhaitaient ardemment l'introduction de la propriété privée. En effet ils la souhaitaient, surtout les spéculateurs de terrains et les usuriers algériens, qui avaient le plus grand intérêt à « libérer » leurs victimes des liens protecteurs des tribus et de leur solidarité. Tant que le droit musulman était en vigueur en Algérie, les propriétés des tribus et des familles restaient inaliénables, ce qui opposait des difficultés insurmontables à l'hypothèque des terres. Il fallait à présent abolir complètement l'obstacle pour laisser libre champ à l'usure. Le deuxième argument était d'ordre « scientifique ». Il faisait partie du même arsenal intellectuel où puisait l'honorable James Mill lorsqu'il étalait les preuves de sa méconnaissance du système de propriété indien : l'économie politique classique anglaise. Les disciples de Smith et de Ricardo proclamaient avec emphase que la propriété privée est la condition nécessaire de toute culture du sol intensive en Algérie, qui seule parviendrait à supprimer la famine ; il est évident en effet que personne ne veut

investir ses capitaux ou faire une dépense intensive de travail dans une terre qui ne lui appartient pas et dont il ne peut goûter seul les produits. Mais les faits parlaient un autre langage. Ils démontraient que les spéculateurs français se servaient de la propriété privée, instaurée par eux en Algérie, à de tout autres fins qu'à une culture plus intensive et à une meilleure exploitation du sol. En 1873, sur les 400 000 hectares de terres appartenant aux Français, 120 000 hectares étaient aux mains de compagnies capitalistes, la Compagnie Algérienne et la Compagnie de Sétif ; celles-ci, loin de cultiver elles-mêmes les terres, les affermaient aux indigènes, qui les cultivaient selon les méthodes traditionnelles. Un quart des propriétaires français restants se désintéressaient également de l'agriculture. Il était impossible de susciter artificiellement des investissements de capitaux et des méthodes intensives de culture, comme il est impossible de créer des conditions capitalistes à partir de rien. C'étaient là des rêves nés de l'imagination avide des spéculateurs français et de la confusion doctrinale de leurs idéologues, les économistes classiques. Abstraction faite des prétextes et des ornements par lesquels on voulait justifier la loi de 1873, il s'agissait simplement du désir non dissimulé de dépouiller les Arabes de leur terre, qui était la base de leur existence. Malgré toute la pauvreté de l'argumentation et l'hypocrisie manifeste de sa justification, la loi qui devait ruiner la population algérienne et anéantir sa prospérité matérielle fut votée à la quasi-unanimité le 26 juillet 1873.

Cependant cette politique de brigandage devait échouer avant longtemps. La Troisième République ne sut pas mener à bien la difficile politique qui consistait à substituer d'un coup aux liens familiaux communistes ancestraux la propriété bourgeoise privée. Le Second Empire y avait également échoué. En 1890, la loi de 1873, complétée par celle du 28 avril 1887, ayant été appliquée pendant dix-sept ans, on avait le résultat suivant : on avait dépensé 14 millions de francs pour aménager 1 600 000 hectares de terres. On calculait que cette méthode aurait dû être poursuivie jusqu'en 1950 et qu'elle aurait coûté 60 millions de francs supplémentaires. Cependant, le but, qui était de supprimer le communisme tribal, n'aurait pas encore été atteint. Le seul résultat que l'on atteignit incontestablement fut la spéculation foncière effrénée, l'usure florissante et la ruine des indigènes.

Puisqu'on avait échoué à l'établissement par la force de la propriété privée, on tenta une nouvelle expérience. Bien que dès 1890, les lois de 1873 et de 1887 aient été étudiées et condamnées par une commission instituée par le gouvernement général d'Algérie, sept ans s'écoulèrent avant que les législateurs des bords de la Seine eussent le courage d'entreprendre une réforme dans l'intérêt du pays ruiné. La nouvelle politique abandonnait le principe de l'instauration forcée de la propriété privée à l'aide de méthodes administratives. La loi du 27 février 1897 ainsi que l'instruction du gouvernement général d'Algérie du 7 mars 1898 prévoient que l'instauration de la propriété privée se fera surtout à la demande des propriétaires ou des acquéreurs (11).

Cependant certaines clauses permettaient à un seul propriétaire l'accession à la propriété privée sans qu'il ait besoin du consentement des copropriétaires du sol ;

en outre, à tous moments, la pression de l'usurier pouvait s'exercer sur les propriétaires endettés pour les pousser à l'accession « volontaire » à la propriété ; ainsi la nouvelle loi offrait des armes aux capitalistes français et indigènes pour poursuivre la désintégration et le pillage des territoires des tribus et des grandes familles.

La mutilation de l'Algérie dure depuis quatre-vingts ans ; les Arabes y opposent aujourd'hui d'autant moins de résistance qu'ils sont, depuis la soumission de la Tunisie en 1881 et plus récemment du Maroc, de plus en plus encerclés par le capital français et lui sont livrés pieds et poings liés. La dernière conséquence de la politique française en Algérie est l'émigration massive des Arabes en Turquie d'Asie (12). ●

[Notes : Nous conservons les notes et leur numérotation en conformité avec l'œuvre originale]

(8) « *Presque toujours, le père de famille en mourant recommande à ses descendants de vivre dans l'indivision, suivant l'exemple de leurs aïeux : c'est là sa dernière exhortation et son vœu le plus cher.* » (A. Hanotaux et A. Letourneux, *La Kabylie et les coutumes kabyles*, 1873, t. 2, Droit civil, pp. 468-473.) Les auteurs ont le front de faire précéder cette description du commentaire suivant : « *Dans la ruche laborieuse de la famille associée tous sont réunis dans un but commun, tous travaillent dans un intérêt général mais nul n'abdique sa liberté et ne renonce à ses droits héréditaires. Chez aucune nation on ne trouve de combinaison qui soit plus près de l'égalité et plus loin du communisme !* »

(9) « *Nous devons nous hâter* – déclara le député Didier, rapporteur de la Commission à une séance de la Chambre en 1851 – *de dissoudre les associations familiales, car elles sont le levier de toute opposition contre notre domination.* »

(10) Cité par Kowalesky, [*La propriété collective du sol ; causes, historique et conséquences de sa désintégration*, Moscou, 1879, 1^{re} partie], p. 217. Comme on le sait, il est d'usage en France, depuis la Révolution de stigmatiser toute opposition au gouvernement comme une apologie ouverte ou indirecte du « féodalisme ».

(11) Cf. G. K. Anton, *Neuere Agrarpolitik in Algerien und Tunesien, Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, 1900, p. 1341 et suiv.

(12) Dans son discours du 20 juillet 1912 devant la Chambre des Députés, le rapporteur de la commission pour la réforme de l'indigénat (c'est-à-dire de la justice administrative) en Algérie, Albin Rozet, fit état de l'émigration de milliers d'Algériens dans le district de Sétif. Il rapporta que l'année précédente, en un mois, 1 200 indigènes avaient émigré de Tlemcen. Le but de l'émigration est la Syrie. Un émigrant écrivait de sa nouvelle patrie : « *Je me suis établi maintenant à Damas et je suis parfaitement heureux. Nous sommes ici, en Syrie, de nombreux Algériens, émigrants comme moi ; le gouvernement nous donne une terre ainsi que les moyens de la cultiver.* » Le gouvernement d'Algérie lutte contre l'émigration de la manière suivante : il refuse les passeports (voir le *Journal Officiel* du 21 mai 1912, p. 1594).

L'Algérie contemporaine

Complément statistique au texte de Rosa Luxembourg

(Programme communiste, n° 5, octobre-décembre 1958)

La superficie totale de l'Algérie est de 2 205 000 km² en incluant les Territoires du Sud, c'est-à-dire ceux d'Aïn Sefra (Colomb-Béchar), Ghardaïa (Laghouat), et les oasis sahariennes (Ouargla), rattachés à l'Algérie au début du siècle.

La superficie de l'Algérie du Nord seule est de 210 000 km², soit environ 21 000 000 d'hectares. Ces superficies tirées du Nouveau Larousse Universel, édition de 1948, ne coïncident pas avec celles prises en considération par Rosa Luxembourg en 1911. On peut expliquer la différence par la nature des sources utilisées par elle en ce qui concerne, notamment, les Territoires du Sud. On sait en effet que ces derniers ont été l'objet de contestations entre la Grande-Bretagne et la France, notamment après l'incident de Fachoda en 1898 ; de ce fait la réorganisation administrative s'est poursuivie jusqu'en 1908, époque des premières sources officielles en matière de superficies. L'hypothèse selon laquelle R. Luxembourg a utilisé des chiffres qui ont par la suite varié en fonction des nouvelles délimitations politiques est donc vraisemblable.

La superficie de 21 000 000 ha est en tous cas la base de tous les documents que nous avons utilisés, et qui, tous écrits entre 1948 et 1955, concordent entre eux. C'est ainsi qu'une brochure éditée par le Gouvernement général de l'Algérie en 1955 nous indique que ces 21 000 000 ha nourrissent une population totale de 8 450 000 habitants. Nous y lisons que 850 000 Européens (1/10 du total environ) y exploitent environ 2 000 000 ha (soit 1/10 de la superficie) à titre de propriété privée. Les 19 000 000 ha restants demeurent ainsi à la disposition des 7,7 millions de Musulmans. Un équilibre apparent se dégage de ces chiffres, mais il y a lieu de les analyser pour voir la répartition et la nature des terres en cause et obtenir la véritable physiologie de l'économie agraire de l'Algérie.

Nous apporterons en même temps quelques données sur les rapports économiques entre la France et l'Algérie qui, fondés sur les principes du pacte colonial, démontrent que l'Algérie est source de matières premières et débouché pour les produits manufacturés français.

* * *

En matière agraire, c'est un chiffre de 20 963 580 ha qui, en 1863, a servi de base à l'application du sénatus-consulte impérial sur la répartition de la terre. On sait que la base de la législation actuelle dans ce domai-

ne date de cette époque.

Sur ce total (1) :

- 5 550 835 ha étaient sans valeur pour l'agriculture et déclarés appartenir au domaine public.
- 4 575 117 ha appartenaient à l'État qui se les réserva en faveur de la colonisation officielle, puis privée.
- 4 458 805 ha appartenaient aux communes, dont seuls 223 000 ha environ propres à l'agriculture devaient être affermés à des fellahs. Le solde était impropre à toute mise en valeur (culture et élevage) soit 4 235 805 ha.
- La propriété privée était enfin réputée s'élever à 11 384 120 ha dont environ 6 800 000 constituaient les terres arables, et 4 584 120 ha représentaient des pacages et des boisements.

Pour établir maintenant, face à cette répartition de la propriété juridique, la répartition en terres improductives, zones forestières et terres utilisables pour l'agriculture, nous citerons une autre étude : *Aspects et réalités de l'Algérie agricole*, éditée à Alger en 1955 par des membres d'une école d'agriculture :

Terres improductives (En hectares)

Domaine public	550 000
Communes	4 235 000
État	715 000
Total	5 500 000

Zones forestières appartenant à des exploitations (En hectares)

Privées	485 000
Communes	358 000
État	2 157 000
Total	3 000 000

Terres utilisées pour l'agriculture (En hectares) (voir page suivante)

Parcours et pâturages	5 700 000
Terres arables	6 800 000
Total	12 500 000

Sur les 6 800 000 ha de terres arables, on évalue à 2 400 000 ha les terres en jachère et au repos. Les terres cultivées représentent donc en moyenne seulement 4 400 000 ha, soit 21% de la superficie totale de l'Algérie - contre 70% en France, où l'agriculture dispose de 39 000 000 ha.

Sur les 4 575 000 ha [chiffres arrondis] que l'État s'est approprié, grâce à des fictions juridiques, au détriment des associations familiales kabyles et des terres collectives des tribus, si l'on déduit 715 000 ha de terres improductives et les 2 157 000 ha de zones forestières encore en sa possession aujourd'hui, il ressort que 1 703 000 ha ont été cédés par l'État à des colons. En particulier, plus de 16% des zones forestières : 485 000 ha sur 3 millions sont propriété privée (par exemple, une société française possède à elle seule 50 000 ha de chêne-liège en Kabylie). Ces terres d'État arrachées aux indigènes et remises à des colons, qu'en est-il advenu ? Pour défricher ou enrichir leurs terres, les colons ont brûlé des forêts entières. L'*Encyclopædia Britannica* de 1911 fait état à ce propos d'un rapport du Consulat anglais à Alger en 1902 qui évaluait à près de 6 millions d'arbres détruits les dégâts causés par les colons. À cause du manque de forêts, la sécheresse s'est étendue et approfondie sur de vastes territoires et, en 1949, les indigènes perdirent près de 3 millions de têtes de bétail. En s'appropriant des pacages (des bois et des forêts) l'État a sapé les bases de l'élevage au profit d'une colonisation qui a échoué en grande partie, car les cultures qu'on a voulu introduire ou bien ne se sont pas acclimatées, ou bien les conditions climatiques n'ont pas permis la rentabilité capitaliste que les colons espéraient.

Voyons maintenant quelle est la répartition de la propriété privée entre les Musulmans et les Européens :

a. Évolution de la superficie de la propriété européenne (En hectares)

Année	Superficie
1850	115 000
1870	765 000
1890	1 600 000
1900	1 181 000
1910	1 846 000
1917	2 317 000
1929	2 344 000
1940	2 720 000

b. Structure comparée des exploitations (1940)

	Européens		Musulmans	
	nb exploi- tants	nb hectares	nb exploi- tants	nb hectares
Moins de 10 ha	8 202	40 000	391 021	1 850 000
De 10 à 50 ha	7 002	209 000	118 000	3 013 000
De 50 à 100 ha	3 968	306 000	17 400	1 226 000
De 100 à 500 ha	5 170	1 202 000	5 015	1 108 000
Plus de 500 ha	900	963 000	600	474 000
Totaux	25 242	2 720 000	532 036	7 671 000

Mais toutes ces données appellent les remarques suivantes :

1. 2 165 000 ha de terres riches (sur 4 400 000 ha environ, la moitié) sont concentrés entre les mains d'environ 6 000 propriétaires européens (70 colons, entre autres, possèdent chacun plus de 10 000 ha).

2. 141 000 propriétaires musulmans seulement possèdent plus de 10 ha de terre.

3. Tous les exploitants européens, mais seulement les Musulmans qui exploitent plus de 50 ha pratiquent une agriculture évoluée.

4. Sur un total de 50 000 exploitants pratiquant une agriculture évoluée près des 3/5 sont Européens.

5. Plus de 500 000 fellahs, qui disposent de moins des 2/3 des terres réellement cultivables, se consacrent à l'agriculture traditionnelle.

6. Résultats frappants de la politique du cantonnement, de l'établissement de la « propriété privée » (voir R. Luxembourg) : sur l'ensemble des exploitations musulmanes, moins du quart est d'un seul tenant, la moitié est constituée de 2 à 5 parcelles, le quart restant est morcelé jusqu'à 31 parcelles (2).

Il nous faut indiquer maintenant les principaux secteurs de la production agricole algérienne. (Sources : *La paysannerie musulmane*, 1955, et *Les grands secteurs de l'agriculture algérienne*, Gouvernement général, Algérie, 1956).

Les principaux secteurs de la production agricole algérienne (En hectares)

	Européens	Musulmans
Terres au repos ou jachère	1 800 000	650 000
Céréales d'été et d'hiver	2 670 000	910 000

Légumes secs	80 500	42 000
Vignoble	42 000	356 000
Agrumes	4 000	29 000
Arbres fruitiers	164 500	35 000
Cultures maraîchères	28 000	27 000
Cultures fourragères	96 500	103 000
Totaux	4 885 500	2 152 000

Il s'agit de chiffres moyens, variant d'une année sur l'autre, et que nous avons cités plus pour le rapport existant entre les cultures musulmanes et européennes que pour leur valeur intrinsèque. Mais nous devons compléter ce tableau par les données suivantes :

1. Sur les 2 450 000 ha de terres au repos ou en jachère, 1 800 000 ha appartenant aux Musulmans représentent près du tiers de leur propriété, tandis que seul un peu plus du quart des propriétés européennes demeure au repos. Il y a jachère et terre au repos. Jachère musulmane, en grande partie parce que la pauvreté de la terre et un grattage primitif dont l'érosion est la principale bénéficiaire (3) interdisent toute récolte. La terre est alors laissée à l'abandon et à la pâture de maigres troupeaux.

2. Un dixième seulement de la superficie plantée de vignes appartient aux Musulmans.

3. 900 000 ha de céréales cultivés rationnellement par les Européens produisent plus de 8 millions de quintaux (la moitié est constituée de blé tendre destiné à l'exportation), alors que 2 600 000 ha surtout cultivés traditionnellement (en blé dur destiné à l'autoconsommation familiale) ne parviennent à produire que 11 à 12 millions de quintaux.

4. Le capitalisme agricole s'est concentré en majeure partie sur la vigne, les agrumes et les arbres fruitiers (sur une valeur de production agricole de 142 milliards, 50 proviennent de la vigne, 16,5 des agrumes et cultures maraîchères, et 20 milliards des arbres fruitiers). Si les officiels ont pu calculer la valeur de la production agricole, c'est la partie commercialisée de celle-ci qui a été prise en considération. Seule une estimation approximative de l'autoconsommation des agriculteurs (20 milliards en 1953) a été réalisée par le *Rapport Maspétiol* en 1955. Cette autoconsommation n'a pu porter évidemment que sur les céréales et sur une faible part des fruits et légumes.

L'évolution du vignoble algérien (Valeurs en hectares)

Année	Nb d'hectares
1850	810
1878	20 000
1888	103 000
1895	121 500

1905	162 000
1930	221 000
1955	400 000

Entre 1929 et 1931, près de 250 000 ha de vignes ont été plantés à la hâte. (Voir note (3) sur les conséquences de ce passage massif à la vigne : l'érosion).

La concentration du vignoble est à retenir : dans la plaine de la Mitidja près d'Alger, en 1930, plus de la moitié de la surface totale plantée de vignes est occupée par des propriétés de plus de 100 ha. Dans l'arrondissement d'Oran, en 1929, 100 vignobles de plus de 100 ha couvraient 42,7% de la surface totale complantée.

Pour les agrumes, contre 4 000 ha plantés en 1913 plus de 30 000 le sont en 1952. Notons aussi que la quasi-totalité du vin (en 1953, sur 18 millions d'hectolitres, 2 millions étaient consommés sur place) est exportée vers la France.

A titre d'exemple, montrons maintenant la part de la propriété musulmane dans les meilleures terres des plaines et des coteaux du Tell :

Propriété musulmane dans les meilleures terres du Tell

Sahel d'Alger	2 700 ha sur 38 300 ha
Mitidja	20 000 ha sur 118 000 ha
Plateaux d'Oran et de Saint-Cloud	6 000 ha sur 46 000 ha
Plateaux de Mostaganem	11 200 ha sur 48 700 ha
Plaine de Bône	14 400 ha sur 42 400 ha
Région de Sidi Bel Abbès	970 000 ha, dont 320 000 ha improductifs, 173 000 ha de forêts, 477 000 ha cultivables

Surfaces cultivées (En hectares)

	Par les Européens	Par les Musulmans
Céréales	94 000	81 000
Vignes	35 500	600
Arbres fruitiers	5 000	2 000
Terres au repos	70 000	22 000
Terrains de parcours	17 000	150 000

* * *

En ce qui concerne la population musulmane, elle a doublé en un demi-siècle (1886 : 3 500 000 et 1948 : 7 600 000). C'est l'augmentation de la population rurale

de 3,5 millions à 5,7 millions qui est à retenir. L'excédent de la population rurale, poussé par la misère et la faim (la production totale de grains par tête d'habitant musulman s'effondre, de plus de 5 quintaux à moins de 2 quintaux, entre 1872 et 1948), subissant un chômage partiel ou total, végète à la campagne, s'entasse dans les bidonvilles de la côte (Constantine a vu sa population tripler en 50 ans, Oran sextupler, Alger septupler), ou émigre en France (les Algériens en France représentent en moyenne 13 à 15% de la population mâle adulte ; pour la Grande et la Petite Kabylie, la proportion d'émigrants atteint souvent 35 et même 50%).

Les statistiques mettent en évidence une population active de 3,2 millions, soit 2,1 millions d'hommes et 1,1 million de femmes. Sur cette population active musulmane, l'agriculture - dont on sait qu'elle doit nourrir 5,7 millions d'individus - occupe 2,8 millions de personnes, dont 1,7 millions d'hommes et 1 million de femmes. Puisque seuls environ 550 000 sont fellahs (propriétaires exploitants) sur un total de 1 700 000 chefs de famille, on peut être certain de compter plus d'un million et demi de journaliers agricoles, hommes et femmes, qui sont parqués dans les exploitations européennes des plaines à vin, agrumes et cultures maraîchères. Dans les villes, s'entassent près de 1,5 million de Musulmans, dont le quart seulement sont artisans, le reste étant constitué par un pur prolétariat, essentiellement confiné aux activités de manœuvres (84%).

* * *

Au sujet du commerce extérieur de l'Algérie, dont on trouvera ci-dessous l'évolution depuis la conquête, on sait que depuis 1835 les marchandises françaises entrent librement en Algérie et qu'à partir de 1867 la totalité des marchandises algériennes exportées en France n'y paient aucun droit d'entrée. Dès 1892, à la suite de l'élévation du tarif des douanes en France, on constate la disparition presque complète du commerce de l'Algérie avec d'autres pays que la France.

Total des importations et exportations de l'Algérie

(Valeurs en livres sterling)

Année	£
1830	175 000
1850	5 000 000
1880	17 000 000
1890	20 000 000
1905	24 500 000
1950	263 000 000
1954	359 000 000
1955	555 000 000

La structure coloniale de l'Algérie est la mieux mise en relief par l'orientation de l'industrie algérienne, dont

la production minière est presque tout entière exportée à l'état brut, comme le montrent clairement les chiffres suivants :

Production minière (1953)

	Production	Exportation
Minerai de fer	3 372	3 211
Phosphates	603	561

La production des phosphates est passée de 320 milliers de tonnes en 1905 à 603 milliers de tonnes en 1953. La production/extraction de minerai de fer est concentrée entre les mains d'une seule société (exclusivité jusqu'à épuisement) à raison de 78% du total produit en Algérie.

* * *

Ce bref panorama de l'Algérie contemporaine nous permettra, dans un article ultérieur, l'examen des perspectives, politiques, et notamment des possibilités d'ériger un État national algérien. Pour cela, nous rappellerons les causes historiques de la stagnation du pays jusqu'à la conquête française. Cette stagnation, à nos yeux, ne provient pas d'une incapacité d'une race ou d'un peuple inférieur aux autres : l'histoire de la partie de la Berbérie que les troupes de Louis-Philippe isolèrent dans le sang de son contexte historico-économique nous fournira une explication purement matérialiste de cette stagnation. Nous y justifierons en particulier le fait que les peuples arabo-berbères n'ont jamais pu se doter de formes d'organisation de la production et, partant, de formes sociales susceptibles d'évoluer, même tardivement, vers des structures appelant l'État national, comme au Maroc. La pétrification des formes sociales jusqu'au milieu du XIXe siècle nous aidera à comprendre comment et pourquoi, sur cette terre ingrate, la conquête française s'est heurtée près d'un siècle durant à une résistance dont les origines étaient justifiées par une forme de domination de la nature parfaitement adaptée aux conditions du pays (communisme primitif tribal, ce qu'illustre R. Luxembourg). Au lieu d'une stagnation c'est en fait un exemple de résistance consciente d'un groupe humain à une nature hostile que l'histoire de l'Algérie nous offre.

L'histoire de la pénétration du capitalisme en Algérie, son gaspillage de forces et, finalement, son demi-échec par la limitation de l'extension des formes de production bourgeoises à ce pays, nous fonde à conclure qu'au lieu de mener de pair la décomposition des structures sociales pré-bourgeoises et le progrès industriel, le capitalisme, dans cette zone, n'a en fait procédé qu'à un pillage pur et simple, transformant des millions d'individus en « sans réserve » désespérés. Rosa Luxembourg montre, par exemple, que la mobilité de la propriété rurale obtenue par le morcellement des terres collectives n'a servi que les spéculateurs et non l'implantation de formes de production modernes.

Nous joindrons alors quelques remarques sur l'évolution des mouvements bourgeois d'indépendance, leurs

origines et leurs différents objectifs, et nous montrons pourquoi, jamais clairement et nettement énoncés par une minorité avant ces dernières années, ces objectifs demeurent privés d'un support suffisant de l'infrastructure économique et sociale. Jusqu'aux formes mêmes de la lutte violente contre l'impérialisme que nous connaissons sont étroitement liées à une absence de perspectives, qui est évidemment liée organiquement, elle-même, à l'attitude et à l'action des partis ouvriers français. Cette liaison nécessaire entre le mouvement d'indépendance nationale dans un pays colonial et le mouvement ouvrier du pays impérialiste ne pouvait trouver meilleure application que dans le cas France-Algérie.

Le recul révolutionnaire, significatif de la période actuelle, est lourd de conséquences non seulement pour l'Algérie où il interdit toute ouverture positive à l'évolution du conflit, même dans le cadre purement bourgeois de la lutte nationale, mais encore en France où il offre un dérivatif raciste à d'éventuelles explosions de la lutte des classes.

Dialectiquement, cette impossibilité de l'application de solutions bourgeoise de type « bourguibisme » ou du Maroc de l'Istiqlal [Parti de l'indépendance] est un gage du rôle révolutionnaire que pourrait jouer le mouvement nationaliste algérien dans le cadre d'une double révolution en Afrique. Nous aurons l'occasion de re-

venir plus longuement sur tous ces aspects dans un prochain numéro. ●

(1) Tous les chiffres qui suivent sont tirés d'une étude intitulée : *La paysannerie musulmane* de A. Guelati, en 1955.

(2) Cité dans *Aspects et réalités de l'Algérie agricole*.

(3) L'érosion frappe l'agriculture algérienne à raison de 40 000 ha environ de terres perdues chaque année (selon R. Dumont : *Économie agricole dans le monde*). Elle a deux causes principales : la première résulte des méthodes primitives des indigènes sur les terres qui leur ont été laissées, et surtout du fait que la colonisation, en les expropriant des terres fertiles, les a obligés à déboiser et à défricher des terres de plus en plus élevées en altitude ; la seconde est la conséquence d'une exploitation forcenée, dans les vignes surtout, en vue d'un rendement immédiat (les rendements dans les vignobles d'Oran et de Bône s'abaissent jusqu'à n'être plus maintenant que de 15 hectolitres à l'hectare au lieu de 80 hectolitres).

Invariance du marxisme

Brochure «le prolétaire» n° 33; Décembre 2009 ;
format A5 ; 60 pages ;
Prix : 2 €, 4 CHF

La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit

Brochure «le prolétaire» n° 34 ;
Août 2011 ; format A5 ;
76 pages ; Prix : 2 €, 4 CHF

La Syrie dans la perspective marxiste. De la colonisation française à la guerre

Brochure «le prolétaire» n° 35 ;
Mars 2015 ; format A5 ;
68 pages ; Prix : 2 €, 4 CHF

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

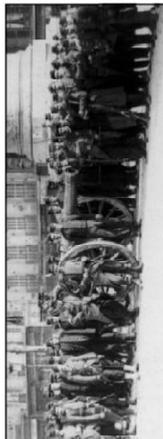
Invariance du marxisme:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
- Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
- Le programme révolutionnaire immédiat

33

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)



La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit

34

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La Syrie dans la perspective marxiste
De la colonisation française à la guerre civile

35

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers

de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

